

Les autorités polonaises
minimisent l'ampleur
des manifestations

LIRE PAGE 20

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,80 dr. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 8,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.U., 95 c. ; Grèce, 80 p. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Japon, 360 ¥ ; Libye, 0,350 Li. ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 90 esc. ; Singapour, 340 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 L. ; Yougoslavie, 130 nd.

Tarif des abonnements page 13

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

La destruction du Boeing sud-coréen par les Soviétiques

Un crime

La plus énorme « bavure » de toute l'histoire de l'aviation... Bavure ? Il n'est pas d'autre terme que celui de crime pour désigner l'acte qui vient d'être commis et l'on ne peut qu'être horrifié par sa monstruosité. Les dénégations de l'agence Tass manquent de conviction, le lourd silence de Moscou s'enferme depuis jeudi soir, aggrave les soupçons, et les preuves semblent bien accablantes de la culpabilité soviétique.

Les circonstances dans lesquelles le Boeing des lignes sud-coréennes a disparu ne connaissent pas réellement de précédent. Certes, dans le passé, des appareils militaires ont déjà ouvert le feu sur des avions civils, faisant des morts et des blessés, mais dans des conditions où ces flirts pouvaient, à l'extrême rigueur, être présentés par leurs auteurs comme des actes de sommation. L'arme employée dans la nuit de mercredi à jeudi aux abords de l'île Sakhaline, ou au-dessus de la mer, ne peut être que celle d'un pilote soviétique, sachant parfaitement qu'il envoyait ainsi à une mort certaine les passagers et l'équipage d'un avion civil.

Les autorités soviétiques auront beaucoup de mal à expliquer ce qui s'est passé. Toutes les hypothèses qui peuvent être envisagées sont aussi dommageables les unes que les autres pour le Kremlin. Car de deux choses l'une : ou bien le pouvoir politique « couvre » la destruction du Boeing sud-coréen, ou bien il la présente comme une « erreur », regrettable, certes, mais attribuable à des sous-ordres.

Dans le premier cas, l'État soviétique accepte la responsabilité de ce qui ne peut être considéré autrement que comme un acte de barbarie, se discréditant ainsi gravement devant la communauté internationale, anéantissant tous les efforts qu'il a pu faire pour présenter de lui-même une image « pacifiste » - à tout le moins civilisée.

Dans la seconde hypothèse, on ne peut que frémir à l'idée que des autorités militaires, fussent-elles de niveau élevé, aient pu sans autre contrôle prendre l'initiative d'un acte d'agression aussi caractéristique. Ce sont aujourd'hui deux cent cinquante-neuf civils qui en sont les victimes. A quel risque s'expose-t-on si demain des armes aussi perfectionnées et aussi meurtrières que celles dont disposent les militaires dans des zones stratégiques sensibles comme le sont les confins soviéto-japonais peuvent entrer en action dans les mêmes conditions ?

Indépendamment de l'exploitation qui pourra en être faite dans des cercles toujours prêts à jeter l'anathème contre toute idée de dialogue avec Moscou, un tel drame risque de compromettre, du jour au lendemain, les légers progrès enregistrés ces dernières semaines vers le rétablissement d'un minimum de confiance dans les rapports Est-Ouest. Parle-t-on de confiance réciproque avec des criminels ?

LE MONDE
diplomatique

de septembre

EST PARU

Au sommaire :

Grand jeu pour l'Afrique :

GUERRE ET INTOXICATION

AU TCHAD

L'ampleur de la crise va dépendre des explications que fournira Moscou

Moscou ne s'était toujours pas expliqué, vendredi 2 septembre en fin de matinée, sur la destruction par sa chasse, dans la nuit de mercredi à jeudi, d'un Boeing sud-coréen transportant 269 personnes. L'Agence Tass a simplement reconnu qu'il y avait eu interception de l'appareil mais n'admet pas qu'il a été abattu.

De nombreux gouvernements, à commencer par celui des Etats-Unis, estiment que le Kremlin « doit au monde une explication ». Alors que la Chine a très rapidement condamné la destruction de l'appareil sud-coréen, Washington et Tokyo ont demandé une réunion du Conseil de sécurité.

Crise internationale majeure ou sanglante péripétie bientôt enterrée au nom de la raison d'Etat ? Il est encore trop tôt pour dire quelle tournure, finalement, va prendre l'affaire du Boeing sud-coréen. Mais une chose est sûre : beaucoup de gens ont la nette impression que les autorités soviétiques, en jugeant par les explications embarrasées contenues dans le communiqué de l'agence Tass, publié jeudi après-midi 1^{er} septembre et repris sans autre commentaire ce vendredi matin dans la presse soviétique, le débat - si débat il y a - n'est pas encore tranché en U.R.S.S.

Le Kremlin a deux possibilités : reconnaître les faits, présenter des excuses et indemniser les victimes.

ou continuer à s'empêtrer dans les demi-aveux et les demi-dénégations, tout en dénonçant les professionnels de l'antisovietisme - qui cherchent à « envenimer la situation internationale ».

Dans la première hypothèse, qui avait été finalement retenue par la Bulgarie, en 1955, après que sa chasse eut abattu un avion commercial israélien qui s'était égaré au-dessus de son territoire, la crise pourrait se calmer assez vite. Certes, le prestige de l'U.R.S.S. ne sortirait pas intact de l'affaire mais celle-ci ne dégènerait pas en crise internationale grave. A en juger par les réactions actuelles aussi bien à Washington qu'à Tokyo, c'est ce que souhaitent les Etats-Unis et le Japon : que Moscou reconnaisse clairement sa responsabilité dans la mort de deux cent soixante-neuf civils. C'est ce qu'a voulu dire la Maison Blanche en déclarant que Moscou « doit au monde une explication ».

Rien ne dit que les choses se passeront ainsi. Pour une raison ou une autre, Moscou peut très bien continuer à nier sa responsabilité ou, même, pis encore, la revendiquer et affirmer que la chasse soviétique n'a fait que son devoir et est prête à recommencer s'il le faut. Dans ce cas, les répercussions de la crise pourraient être très lourdes car on entrerait inévitablement dans un cycle de représailles. Certains pourraient même envisager de demander à la fois la dénonciation par les Etats-Unis de l'accord céleste récemment conclu par Washington et Moscou ? D'autres, d'ont-ils pas déjà exigé que la compagnie Aer-

flot ne soit plus autorisée à opérer aux Etats-Unis ?

Même s'il le voulait, il serait très difficile à M. Reagan de poursuivre les négociations américano-soviétiques de Genève, notamment celles sur les euromissiles qui doivent en principe reprendre le 6 septembre. Toute une partie de l'opinion publique américaine lui reprocherait en effet de parler limitation ou réduction des armements avec un partenaire qui viendrait de faire la preuve de son cynisme et de son agressivité intrinsèque. On peut imaginer, toujours dans cette hypothèse, des répercussions sur les suites de la conférence de Madrid sur la sécurité en Europe (C.S.C.E.) qui était censée terminer ce mois-ci ses travaux. L'une de ses « suites » doit être l'organisation d'une conférence internationale à Stockholm destinée à mettre au point des mesures de confiance d'ordre militaire entre l'Est et l'Ouest. Mais comment pourrait-on parler de confiance si Moscou s'obstine dans la mauvaise foi ? ne manquera-t-on pas de se demander.

Les relations américano-soviétiques ne seraient pas les seules affectées si Moscou choisissait de se glorifier de son acte. Bon nombre de pays européens et asiatiques pourraient être obligés de durcir leurs rapports avec Moscou et de mettre un bémol à leurs interventions auprès de Washington pour que les Etats-Unis fassent tout leur possible pour aboutir à un accord sur les euromissiles.

JACQUES AMALRIC.

(Lire la suite page 4.)

La succession de M. Begin

La désignation de M. Shamir n'écarte pas l'éventualité d'élections anticipées

De notre correspondant

Jérusalem. - C'est avec une majorité confortable que M. Itzhak Shamir a été élu à Tel-Aviv, par le comité central du Herout (l'élément dominant du Likoud), pour tenter de succéder à M. Menahem Begin à la tête d'un prochain gouvernement : quatre cent trente-sept voix contre trois cent deux à M. David Lévy. Même si M. Shamir était considéré comme favori depuis la décision de M. Begin de quitter la scène politique, ce scrutin semblait devoir être serré, et personne ne prévoyait que le ministre des affaires étrangères puisse l'emporter sur son rival avec une pareille différence.

M. Shamir devait commencer ce vendredi matin de délicates consultations avec les dirigeants des autres partis de la coalition gouvernementale pour essayer de s'assurer que celle-ci puisse être reconduite et qu'elle puisse conserver la majorité à la Knesset. Précaution nécessaire avant que M. Begin ne remette officiellement sa démission au président de l'Etat, M. Haim Herzog, car ce dernier, si M. Shamir ne paraît pas en mesure de former un cabinet viable, pourrait être tenté de désigner une autre personnalité. C'est-à-dire le chef de l'opposition travailliste, M. Shimon Peres, qui n'a pas renoncé à ses chances. Indication révélatrice des difficultés à venir : jeudi soir, M. Shamir, avant même d'être élu, admettait qu'il n'exclutait pas un recours à des élections anticipées.

Il a fallu près de huit heures aux sept cent cinquante membres présents du comité central pour procéder au vote dans une incroyable confusion. Le résultat n'a été proclamé qu'à 1 h 45 ce vendredi. Folle nuit : les délégués, auxquels s'ajoutaient presque autant de journalistes et de personnalités politiques ou de partisans du Likoud, étaient entassés dans une salle de spectacle fort exigüe. Atmosphère surchauffée et enfumée qui aggravait la nervosité de l'Assemblée. En outre, une totale désorganisation que M. Shamir excusait en déclarant toujours imperturbablement souriant : « C'est une première pour notre parti. Nous n'avons pas l'expérience d'un tel processus démocratique, car nous avons depuis toujours un leader incontesté, et il n'y avait donc jamais eu de pareilles luttes internes. » Au Herout, il n'y avait jamais eu de semblables élections. Depuis plus de trente-cinq ans qu'il existe ce parti fondé par M. Begin, ce dernier avait toujours été désigné, par acclamations.

A l'annonce des résultats, après avoir observé un bref moment de silence, M. Lévy, profondément déçu, est allé féliciter M. Shamir en lançant un appel à l'unité. Les partisans de M. Lévy, qui, auparavant, avaient applaudi très bruyamment leur favori, le nommant, comme M. Begin, « roi d'Israël », étaient moins beaux joueurs.

FRANCIS CORNU.

(Lire la suite page 3.)

AU JOUR LE JOUR

La liste des innocents massacrés - ou simplement menacés - sans qu'ils sachent pourquoi s'allonge sans cesse.

De Sabra et Chatila à Sri Lanka, de la tuerie d'Orly à celle d'Avignon, des otages du Boeing français aux passagers du Boeing sud-coréen, l'imaginaire prend mille chemins pour viser - et sauver pour

Cibles

étranger - des cibles qui s'ignorent.

Quand les individus n'y suffisent pas, les Etats s'y mettent parfois. Et l'on voit des touristes, des passants, des oncles, des descendants de badouins qui regardent passer l'histoire sans savoir qu'elle était devenue folle.

BRUNO FRAPPAT.

LES DIRIGEANTS POLITIQUES PRENNENT LA PAROLE

L'accoutumance

Pour la première fois depuis mai 1981, les discours politiques traduisent l'accoutumance de l'opinion à la présence de la gauche au pouvoir et font de la rentrée une échéance banale.

« Intellectuels de droite essayant d'observer une minute de silence » : le dessinateur Wolinski a croqué vendredi dans l'humanité, sous cette légende, MM. Valéry Giscard d'Estaing, Raymond Barre et Jacques Chirac dans l'attitude de messieurs qui, montre en main, s'apprêtent à concourir pour le record du monde de la spécialité. « Je crève », dit Raymond Barre, navré.

Il est tout « craqué ». En fait, ce dessin-là aurait pu être publié chaque année, début septembre, dans un journal de droite, jusqu'en 1980 compris. « Je crève », aurait dit Georges Marchais, aux côtés de M. Mitterrand et Rocard. La rentrée, c'est la rentrée : ça se respecte. Celle de 1983 s'échappe pas aux lois du genre. Ou plutôt, elle s'y soumet à nouveau après s'en être libérée en 1981 et 1982 pour cause d'« état de grâce » puis d'« état de disgrâce ». Septembre 1983 semble rentré dans la norme. Septembre 1983 est banal. Et c'est sans doute ce qui pouvait arriver de meilleur à la gauche. C'est en tout cas ce qu'elle attendait depuis deux ans.

Mort de Stanislas Fumet

LIRE PAGE 20

Enseigner l'histoire autrement

LIRE PAGE 11 LES ARTICLES DE JEAN PEYROT, PHILIPPE VIGIER ET PHILIPPE BERNARD

Un entretien avec M. André Bergeron

- Le gouvernement doit lâcher du lest sur les salaires
- Une budgétisation générale de la protection sociale n'est pas souhaitable

« Comment percevez-vous l'état d'esprit de vos militants ? Si votre ton se durcit, ne craignez-vous pas que le pouvoir vous accuse de faire le jeu de l'opposition politique ? »

« Le pouvoir politique quel qu'il soit nous a toujours accusés de faire le jeu de l'opposition. Les gouvernements ont toujours eu tendance à considérer le mouvement syndical comme trop impétueux, trop remuant, trop démocratique. Or le syndicat est par la force des choses dérangeant. Il n'y a pas de démocratie sans syndicalisme indépendant, et nous voulons conserver notre indépendance. »

« A moins de faire preuve de mauvaise foi, on ne peut pas nous reprocher d'avoir été démagogues ou d'être des religieux de la surenchère. Le rôle du mouvement syndical est d'essayer d'infléchir les orientations de la politique gouvernementale dans la mesure où celles-ci lui paraissent dangereuses pour les intérêts des salariés qu'il représente. Nous nous condamnons avec le gouvernement d'aujourd'hui exactement comme nous nous condamnons avec les gouvernements d'hier. »

« Il n'est pas question pour nous de changer de route : je ne suis pas un amoureux de la démagogie. Mais le pouvoir politique doit accepter la critique, ce qui quelquefois n'est pas le cas. Je reconnais que les militants syndicaux ne démentent pas toujours la vérité - il nous est arrivé de nous tromper et cela nous arrivera encore - mais aujourd'hui il me semble que le gouvernement va trop loin et cela finira mal. »

« Sur la base des propositions actuelles du patronat, telles qu'elles sont connues - une distinction entre ce qui relève de l'assurance-chômage et ce qui relève de la solidarité nationale - est-ce que vous voyez se profiler un échec des négociations sur la nouvelle convention de l'UNEDIC ? »

« Je suis inquiet pour l'assurance-chômage. Les propositions qui seront faites par le patronat, autour de la distinction parmi les chômeurs entre ceux qui relèveront de

l'assurance-chômage et ceux qui seraient pris en compte par la solidarité nationale, risquent de nous faire revenir très largement en arrière. Il sera très difficile de situer la frontière entre ces deux groupes de chômeurs. Nous avons été, avec d'autres, à l'origine de tous ces régimes de protection sociale et nous verrions d'un très mauvais œil qu'on les remette en cause. Je ne conteste pas la crise. Mais ce serait d'autant plus dangereux de s'attaquer à ces systèmes qu'on peut espérer que la crise économique ne durera pas éternellement. »

« Cependant nous aurons une position constructive : nous ferons tout pour qu'on parvienne à un

accord, mais je ne suis pas sûr que cela soit possible. Je ne crois pas qu'on puisse renouveler ce qu'on a fait l'an dernier - qui a conduit à une réduction de 12 % des prestations de l'assurance-chômage - car les gens ne l'accepteraient pas. »

Mais la situation financière de l'UNEDIC va vous mettre rapidement au pied du mur.

« Les difficultés sont venues du fait que lorsqu'il s'agit d'augmenter la cotisation à l'assurance-chômage, le patronat a refusé en mettant en avant l'accroissement général des charges qui supportent les entreprises. »

MICHEL NOBLECOURT.

(Lire la suite page 17.)

LE CONCOURS D'ARCHITECTURE DE L'OPÉRA

La Bastille sans génie

Après deux mois de consultations et d'hésitation, le président de la République a retenu trois projets parmi les six esquisses que lui avait proposées le jury international réuni en juin pour la construction à Paris, place de la Bastille, d'un nouvel opéra. Un second tour est organisé. L'anonymat a été levé : Carlos Ott, de Toronto, San Kuo Rocco Yin, de Hongkong, et Dan Munkrat, installé à Paris, vont préciser leurs propositions pour une chantier qui devrait démarrer en 1985 et coûter plus de 2 milliards de francs.

Niveau général médiocre. Réponses incomplètes, ou lourdaudes, à des questions difficiles. Le concours international pour la construction du nouvel opéra déçoit. A voir les six projets retenus, permettez-moi de le dire, on a l'impression d'être devant une série de propositions de 1940. M. François Bloch-Lainé, qui préside le jury, ne peut que constater la perplexité du maître d'ouvrage. Aucun n'est éblouissant ; aucun n'emporte une adhésion immédiate. Et l'on imagine déjà que les points de vue hostiles à l'érection d'un tel équipement dans ce quartier

(le Monde des 3 et 16 août) en sortent renforcés.

La question posée était particulièrement ardue. On veut insérer dans un vieux quartier urbain un objet très complexe et très encombrant : 90 000 mètres carrés de plancher, soit 700 000 mètres cubes, sur un terrain de 2,5 hectares. A cette occasion, on souhaite donner un sens à la place de la Bastille, ce vaste carrefour déjanté où l'on cherche la trace (à peine inscrite au sol) de l'édifice qui a fait de son nom un symbole.

Enfin, c'est l'évidence, on veut créer là le monument qui manque, en hommage à la Révolution de 1789. Le tout sur un terrain grosso modo triangulaire, occupé par l'essentiel par l'ex-gare de Vincennes et deux îlots vétustes, mais habités. Ce terrain n'offre sur la place elle-même qu'une façade assez étriquée et, au contraire, un interminable alignement (300 mètres environ) rue de Lyon, là où subsistent les arcades du viaduc ferroviaire. Terrain difficile, programme complexe.

MICHÈLE CHAMPENOIS.

(Lire la suite page 13.)

سكزا من الامم

Le Monde

dossier

TÉLÉVISION : DES PROGRAMMES RÉGIONAUX QUOTIDIENS A PARTIR DU 5 SEPTEMBRE

FR 3, un pas vers le futur

Le 5 septembre sera sans doute considéré dans quelques années comme une date-charnière de l'histoire de la télévision en France: l'introduction de douze programmes de télévision régionale quotidienne sur FR3 (de 17 h à 19 h 50 du lundi au vendredi et de 17 h 30 à 19 h 50 le samedi) fait entrer notre système audiovisuel dans l'ère de la régionalisation, inscrite dans la loi du 29 juillet 1982. C'est le premier pas vers une multiplication des télévisions locales, lorsque les réseaux câblés

de télédiffusion auront permis l'éclosion des initiatives.

FR3 a compris l'enjeu, et décidé de prendre les devants. C'est un pari, comme l'explique ici son président-directeur général, M. André Holleaux, puisque aussi bien la troisième chaîne ne disposera pas pour la fin de cette année de crédits supplémentaires. En 1984, toutefois, une partie des sommes prévues au budget pour la production audiovisuelle doivent aller aux régions (Le Monde du 23 août). Le risque, ce sont des programmes au

rabais, qui déçoivent les téléspectateurs, et les détournent définitivement des plages d'écrans « régionales ». Aussi la direction de la chaîne a voulu trouver une « locomotive » capable de « fixer » un maximum de personnes: ce sera « Dynastie », le super-feuilleton américain, rival de « Dallas », que chacune des douze régions va programmer. Mais l'arbre ne doit pas cacher la forêt: pour le rentrée, au moins, plus de 90 % des émissions diffusées seront produites « en région ».

La concurrence, nouvelle manière

« A U théâtre, juste avant le lever du rideau, il manque un projecteur, la coiffe de la jeune première, un bouton de guêpe... Ici, c'est comme au soir de la générale, il manque un dactyle, un technicien, un bouton de guêpe... » M. Serge Moati, directeur des programmes de FR3, n'entend pas se laisser déconcentrer par la grogne qui s'est manifestée ici et là dans les stations régionales. L'ultimatum lancé par les journalistes de Bordeaux (Aquitaine) pour obtenir l'annulation de la date du 5 septembre — coup de force jugé parfois maladroite ailleurs — comme le préavis de grève illimitée déposé le 30 août par différents syndicats à Marseille (Provence-Côte-d'Azur) pour obtenir des « moyens supplémentaires » et davantage de concertation, ou encore la menace qui pèse à Lyon ne l'ont pas troublé. Il fallait commencer, il fallait même un peu bousculer.

Oui, mais n'était-ce pas un peu prématuré tout de même ? Pourquoi le 5 septembre ? Pourquoi pas ? Même si certains ont semblé pris de court, cela n'a été une surprise pour personne. Depuis six mois, on en parlait, on se réunissait. Dans l'ensemble, le climat syndical est plutôt à l'ouverture et à la compréhension (on verra ensuite, avec la marche quotidienne), la régionalisation est réclamée depuis assez longtemps pour qu'on ne fasse pas trop la fine bouche. Pour ne pas tenter de relever le défi. Même s'il manque de l'argent. Même s'il est évident qu'on ne peut fabriquer du jour au lendemain douze programmes totalement autonomes, on a conscience un peu partout qu'il y a une chance à saisir. C'est un peu maintenant ou jamais.

Fenêtre ouverte

« Tout le personnel supplémentaire embauché en 1983 est allé vers les régions, explique M. Moati, tout l'effort est allé de ce côté-là, mais on n'est pas propriétaire des emplois et on est traité de plein fouet par une politique de rigueur. La situation est sérieuse: on a créé, inventé, dessiné une régionalisation qui tient compte de ces contraintes budgétaires. » Pour le directeur des programmes, la télévision régionale, ce n'est pas seulement de l'information — journaux et magazines — comme on le faisait avant, ce sont des programmes, de vrais programmes, avec des feuilletons, des dramatiques, des films, des émissions de variétés, etc. La télévision n'appartient pas qu'aux « politiques », elle est à tout le monde.

Le problème — le gros — est de faire face à la concurrence des autres chaînes, TF1 et A2. La direction de FR3 en est consciente, ainsi, semble-t-il, que l'ensemble des directeurs régionaux. Ils ont essayé de naviguer parmi les contraintes, de maintenir un équilibre difficile entre une télévision qui l'on regarde (pour cela il faut maintenir l'inté-

rité) et une télévision qui appartient à la population (au troisième âge, aux associations, aux universités, aux jeunes...), entre une télévision décentralisée (qui coûte cher) et le besoin d'économie, entre une télévision miroir et une télévision ouverte, entre autonomie et solidarité. M. Serge Moati veut une télévision « concurrentielle, attractive et populaire ».

« Être un téléspectateur régional n'est pas être un sous-téléspectateur », insiste M. Moati. Quand on habite Bordeaux au Lyon, on a les mêmes rêves que n'importe quel citoyen. On a envie d'avoir un écho de chez soi, certes, mais on a envie d'une fenêtre ouverte. Il faut éviter le risque très grand — du repli autarcique des régions sur elles-mêmes. Il faut que le savoir-faire de chacune des régions se frotte à celui des autres. Comme dans la vie ».

Est-ce pour cela qu'on retrouve un peu les mêmes titres, les mêmes feuilletons d'une région à l'autre: « Patrie et Sébastien », « Saturnin et Cie », « Les Six de Bourgogne », et le fameux « Dynastie », le super-feuilleton américain qui sera diffusé dès la première semaine dans neuf des douze régions. D'ailleurs, tout de même d'inaugurer la régionalisation avec un produit made in U.S.A. « Et pourquoi pas ? » répond M. Serge Moati, qui semble prêt à la question. Peut-être que si on ne diffusait pas « Dynastie », on ne parlerait pas de la régionalisation de FR3. « Dynastie » va jouer le rôle d'un effet moteur. Il faut habituer les gens à aller sur l'antenne. « Dynastie » n'est pas éternel, la télévision régionale va durer. Il faut faire un appel d'offres ».

Pour lui, on peut dissocier à l'infini l'opportunité, l'ambiguïté, l'ironie de diffuser un feuilleton américain dans toutes les régions. « Le vrai discours est que le public doit regarder FR3. Pas d'angélisme ! Il y a concurrence à l'intérieur du service public, il y a aussi la réalité culturelle du pays, il y a la publicité régionale qui va commencer en décembre, et dont on a besoin. On n'est plus dans un système public protégé, les temps ont changé. On est dans une période d'ouverture, une période de conquête du public. Il ne s'agit pas de faire une télévision qui mourrait avant d'être apparue ».

Centrale d'achat et gare de triage

Bon. Mais que va-t-on voir ? Pour le téléspectateur, c'est la question essentielle. Comment vont se débrouiller les stations régionales, sachant que le budget est à l'usure, qu'on n'augmentera pas le personnel ? Elles ont fait au mieux, bricolé, cherché de tous les côtés possibles, elles vont proposer beaucoup de « plateaux », qui ne coûtent pas très cher et qui permettent d'inviter des personnalités de toutes sortes; certaines ont conlu des

accords avec les fédérations sportives, avec des organismes publics et semi-publics, festivals, elles ont passé des commandes à des créateurs indépendants...

« On peut faire beaucoup de choses avec les moyens dont nous disposons », dit M. Bernard Mounier, qui dirige depuis peu la station de Limoges (Limousin, Poitou-Charentes). Trois heures, cela nous oblige à diversifier nos modes de production et nos relations à l'extérieur de la station. La régionalisation, ou elle se fera avec les forces vives de la région ou elle ne se fera pas. Aussi cette station pratique-t-elle l'ouverture aux amateurs, coproduction avec le Centre d'action culturelle d'Angoulême, la Maison de la culture de La Rochelle, les associations privées, des universités. A Rennes (FR 3 Bretagne), MM. Jean-Pol Guiguen et Mielbe Le Bris songent à des co-productions avec des télévisions régionales étrangères (la B.B.C. écossaise), M. Pierre Roubaud, à Lille, est en train de négocier avec les télévisions belges (Liege, Charleroi) et de Québec...

Les douze régions

Alsace (Strasbourg); Aquitaine (Bordeaux); Bourgogne-Franche-Comté (Dijon); Bretagne-Pays de la Loire (Rennes); Languedoc - Roussillon - Midi-Pyrénées - Champagne - Ardennes (Nancy); Midi-Pyrénées - Languedoc-Roussillon (Toulouse); Nord-Pas-de-Calais (Lille); Normandie (la région administrative n'est pas encore créée: Caen, Rouen); Paris-Île-de-France-Centre (Paris); Provence-Côte-d'Azur-Corse (Marseille); Rhône-Alpes-Auvergne (Lyon).

Pour aider les régions, pour pallier les défaillances, mettre les moyens en commun, une innovation de taille: l'API, l'agence de programmation interrégionale, animée par M. Hervé Guérin. « On a voulu que la régionalisation n'entraîne pas le ghetto, la télévision doit rester un porte ouvert », déclare ce directeur de l'information. L'API est un système assez souple, ouvert à diverses possibilités. C'est à la fois un instrument de coordination, une centrale d'achat qui permet d'obtenir des films extérieurs (comme « Dynastie ») à des prix plus intéressants, et une gare de triage où aboutissent les scénarios proposés par des régions qui n'ont pas les moyens de les tourner seules.

Un exemple. Bordeaux a proposé à l'API un feuilleton sur l'histoire d'un journaliste « localier », le projet a intéressé Limoges, qui le co-produit. Limoges a proposé de la même manière une série « Dis-moi la mer », qui a été co-produite par l'ensemble des douze régions. Elle sera diffusée dès cette semaine. Si une région n'est pas d'accord pour participer à une co-production, elle peut ne pas le faire, cela ne l'empêchera pas de diffuser ensuite l'émission, si celle-ci l'intéresse (elle devra alors acheter la copie).

Bien accueillie par les directeurs régionaux, « seule façon de coordonner les efforts », une structure qui va évoluer et qui évolue. L'API va ainsi pouvoir proposer bientôt près de quatre cents heures de programmes aux stations régionales: productions interrégionales (cent soixante et onze heures), achats extérieurs, rediffusions. Des films achetés dans les cinémathèques locales aux petits feuilletons interrégionaux (il semble qu'on s'oriente ici et là vers la formule des cinq épisodes de cinq, dix ou quinze minutes: un nouveau langage?), des plateaux pour les jeunes (pour trouver du boulot) ou pour les adultes (pour trouver un logement), des grandes séries sur la « grande bourgeoisie » (on en attend beaucoup), aux magazines littéraires, sportifs, économiques, sociaux, qui vaudront les douze télévisions régionales. Chaque région dispose du même budget pour « accrocher le client ». Sauront-elles, pourrout-elles l'attirer au même temps que le distributeur ? Et être ce lieu de « communication sociale » que certains souhaitent ?

CATHERINE HUMBLLOT.

Parier sur la dynamique

par ANDRÉ HOLLEAUX (*)

améliorant au fil d'expériences et, soyons réalistes, d'erreurs.

Certains programmes, de-ci, de-là, auront la cote et seront cités alentour; d'autres seront discutables, décevront ceux qui croient qu'il suffit de tourner un bouton pour avoir un menu consistant à la carte. Nous entreprenons déjà le positif et le négatif.

La difficulté d'ajuster ces programmes aux attentes viendra aussi de notre ignorance des réactions des téléspectateurs régionaux. Si on connaît chaque semaine de façon sérieuse et précise l'audience de chacune des émissions nationales des trois chaînes, aucun mécanisme n'existe et ne peut actuellement être monté pour prendre le pouls de chaque région. Pour connaître le téléspectateur régional, on ne disposera que des articles que la presse écrite voudra consacrer à nos émissions et du courrier reçu.

Dilemme politique

Tout compte fait nous avons deux attitudes possibles, en quelque sorte un dilemme politique:

Où bien attendre pour amorcer la régionalisation des programmes que soient créées des sociétés régionales de télévision, avec le concours des conseils régionaux, mais le rythme annoncé risque de ne pas être tenu. On aurait attendu d'avoir tous les moyens espérés en faisant une quête annuelle auprès des pouvoirs publics. Cela aurait été le point de vue de l'entraîneur, alors que l'audiovisuel bouge de partout et qu'après les radios privées il y aura peut-être un jour des télévisions locales privées.

Où bien — et c'est le pari que j'ai tenu, avec les risques qui en découlent — répondre au défi en amorçant la pompe de la régionalisation des programmes, persuadés que nous sommes que lorsqu'une dynamique est en marche, rien ne l'arrête. On n'en est plus alors à se demander s'il faut ouvrir ou non la porte mais comment mesurer la maison. Dans cette optique, et le moment venu, FR3 agira en concertation avec les sociétés d'économie mixte qui exploiteront les réseaux municipaux de câbles. Nous sommes donc embarqués et les amarres ont été coupées.

(*) P.-D.G. de FR3.

Lyon : des efforts pour 3 francs 6 sous

Lyon. — « On va démarrer, c'est l'essentiel », assurent les responsables des plus optimistes de FR3 Rhône-Alpes-Auvergne (1). On démarre donc, mais avec des moyens dérisoires, sans embauche et pratiquement sans crédits supplémentaires.

Première anomalie: deux mois avant le lancement de la grande opération de renouveau et d'extension de la grille de FR3, Lyon s'est vu offrir un nouveau patron. M. Mario Beunat est devenu directeur régional en remplacement de M. Francis Augera, qui a choisi de retourner à son corps d'origine; il est aujourd'hui ingénieur régional dans la même ville.

A défaut d'une connaissance parfaite de ses nouveaux départements, M. Beunat offrira son expérience et une philosophie simple: « Il faut ouvrir au maximum l'antenne sur la région ». Les premières grilles de programmes sont à cet égard encourageantes. Ainsi, pendant les trois premières semaines, les téléspectateurs pourront voir au moins une production locale chaque jour. Sauf le mardi, où le créneau est réservé à un film « grand public » et où, bien sûr, le pire cotoiera le meilleur des archives des cinémathèques. Il y aura également des rediffusions, justifiées par un argument classique évoqué par le directeur régional: « On ne doit pas griller une émission en un seul passage ». Une grande place sera aussi accordée aux « plateaux », qui ont l'énorme avantage de ne pas coûter très cher. Faire une télévision avec un cadrage de trois fauteuils ne gêne pas M. Beunat, « à condition que les gens qui les occupent aient quelque chose à dire ». « Une fois qu'on aura fait le tour des amis et des curieux qui voudront voir ce qui se passe chez nous, on risque vite d'être à sec », craint M. Henri Larveron, délégué du personnel (SURT-C.F.D.T.).

De notre correspondant régional

« On espère l'aide des collectivités locales; c'est la seule voie de financement, dans la mesure où la région Rhône-Alpes-Auvergne n'est pas la règle au niveau national », estime M. Beunat. C'est faire peu de cas des opinions déjà exprimées notamment par M. Charles Beraudier (opposition modérée), président du conseil régional Rhône-Alpes, qui s'est jusqu'à présent refusé à voir la région servir de « béquille » à l'Etat. Quant à M. Larveron, le syndicaliste, il est très inquiet: « Qui donc va financer la télé régionale ? M. Collomb à la mairie de Lyon ? M. Raymond Barre ou le R.P.R. ? Ils ont tous souhaité la privatisation; ou alors, comme le conseil général du Rhône, ils produisent eux-mêmes leurs programmes avec un car vidéo ». En attendant cette très hypothétique manne politique, le délégué du personnel constate que « tout le monde fait des efforts pour 3 francs 6 sous ».

Le privé

Les relations avec le secteur privé sont une autre pierre d'achoppement. La marge est étroite entre l'ouverture nécessaire à des talents extérieurs à la « maison », sinon à la région, et la solution de contrats systématiquement passés avec les mêmes firmes privées. De jeunes équipes de créateurs vidéo existent, hors du service public. Mais comment garder la maîtrise de la programmation sans sombrer dans un corporatisme pointilleux ? M. Beunat pense aux productions du secteur associatif; M. Larveron regrette la timidité de FR3 dans le domaine de la formation, où la station « n'a pas joué son rôle ».

CLAUDE RÉGENT.

(1) Qui regroupent les centres de Lyon, Clermont-Ferrand et Grenoble, trois villes qui ont chacune leur bureau régional d'information (B.R.I.) autonome.

Beaucoup de « plateaux »

Il est impossible de dessiner une grille type des régions dans la mesure où chacune l'organise à sa façon. Si on a l'habitude de programmer un film le lundi, ailleurs, le même jour, on trouvera une série de petits films de dix ou quinze minutes, une série, un feuilleton, des magazines, etc. « Dynastie », qui passe le jeudi en Bretagne-Pays de la Loire, est diffusé le samedi à Paris-Île-de-France, etc.

Dans l'ensemble, les régions programment à peu près les mêmes choses, mais différemment; chacune a tenté de donner une cohérence à sa grille en choisissant une « couleur » chaque jour. Par exemple, le lundi est consacré aux sports-loisirs-tourisme, le mardi est consacré au cinéma, le mercredi aux enfants... Le spécificité d'une chaîne sera dans l'organisation générale des émissions communes (le rythme trouvé) et dans les émissions faites en studio (souvent en direct) ouvertes à tout ce qui fait la vie de la région. Pour le démarrage, le volume total de la production locale (ce

qui ne peut pas être échangé avec une autre région, programmes et informations émanant des stations régionales) représente 88,6 % des émissions produites et diffusées dans toute la France. Ce pourcentage monte à 93 % si on y inclut les productions interrégionales. La vocation « régionale » est donc bien respectée. Mais beaucoup de ces productions sont des « plateaux », réalisés en studio, qui n'ont rien à voir avec les feuilletons ou les dramatiques.

La production propre de FR3 pour l'année 1983 aura été de cinq mille sept cent quarante-cinq heures, sur plus de six mille heures de diffusion. La production locale comprend mille cent quarante-quatre heures de plateaux et trois mille huit cent soixante-trois heures d'information (dans les B.R.I.), plus cinq cent soixante-sept heures de magazines et cent soixante et onze heures de production interrégionale. Les rediffusions représentent cent trente-trois heures et les achats extérieurs deux cent cinquante-cinq heures.

PROCHE-ORIENT

Libye

Le colonel Kadhafi affirme que tout dialogue avec les Etats-Unis est impossible

Tripoli (A.F.P.). - Dans un discours prononcé à l'occasion du quatrième anniversaire de la révolution libyenne, le colonel Kadhafi a violemment critiqué jeudi soir 1^{er} septembre les Etats-Unis, menaçant d'attaquer leurs bases en Europe en cas d'agression contre le territoire libyen, et a lancé un appel au soulèvement en Egypte et au Soudan.

Le chef de la révolution libyenne, qui a fait défiler devant la place Verte de Tripoli son armement lourd, n'a accordé qu'une place réduite au conflit israélien. Il a affirmé toutefois que les pays occidentaux cherchent à attaquer les musulmans au Liban et au Tchad pour imposer des régimes chrétiens. Evoquant des contacts par l'entremise de tiers que la Libye a essayé d'avoir avec les Etats-Unis, il a affirmé que tout dialogue est impossible avec Washington.

Comparant la lutte de « la Libye contre le nazisme » à celle de « la Libye contre les Etats-Unis », il a mis en cause les soldats américains, français et italiens de la force multinationale au Liban.

« Ces dix mille hommes ont débarqué à Beyrouth pour occuper et non pas pour sauvegarder la paix », a-t-il dit, minimisant par ailleurs les dissensions au sein du Fath, qui sont, selon lui, des problèmes d'ordre inté-

rieur alors que l'O.L.P. regroupe plusieurs tendances. CAS. Concernant les Américains, il a annoncé que les forces navales libyennes attaqueront tout bâtiment venant à pénétrer dans le golfe de Syrie, « qui appartient de droit à la Libye ». Si les Américains débarquent sur notre sol, a souligné le colonel Kadhafi, « nous bombarderons les bases américaines en Europe aussi loin que nous le permet notre rayon d'action ». Le colonel Kadhafi a déclaré toutefois que la Libye n'attaquera ni l'Egypte ni le Soudan, affirmant que leurs peuples feront le nécessaire. Evoquant simultanément la situation au Tchad et au Liban, le colonel Kadhafi a accusé les Etats-Unis de « mener les pays chrétiens de l'Occident dans une nouvelle croisade en vue de liquider la présence islamique en Afrique et au Levant ».

Il a appelé le monde islamique « à la vigilance contre la volonté de l'impérialisme américain d'exploiter le christianisme, comme le sionisme a exploité le judaïsme, afin de diviser la patrie arabe et d'établir des mini-Etats croisés en Egypte, en Syrie et au Liban ».

Il a souligné toutefois qu'il n'avait rien contre les chrétiens et assuré que juifs, chrétiens et musulmans pouvaient parfaitement coexister.

Israël

La désignation de M. Shamir n'écarte pas l'éventualité d'élections anticipées

(Suite de la première page.)

Les soulèvements que leurs adversaires, au cours des jours précédents, avaient « mis en branle une formidable machine de persuasion » pour gagner les voix du comité électoral. Ils ajoutaient que les sept ministres favorables à M. Shamir étaient dépourvus sans compter pour convaincre les hésitants et que le poids de cette intervention avait été déterminant parce qu'elle supposait l'aval du « chef suprême », M. Begin. Il convient de noter que ce dernier n'a pas participé à cette soirée et on ne sait si c'est parce qu'il est vraiment très fatigué ou s'il a préféré donner l'impression qu'il entendait rester neutre, bien que l'on sache sa préférence actuelle pour M. Shamir. Le soutien apporté à ce dernier par la tendance que représente M. Ariel Sharon au sein du Herout a joué aussi un rôle important. Quelques heures avant la réunion, M. Sharon avait laissé entendre qu'il quitterait le Likoud pour former un nouveau parti avec le mouvement d'extrême droite Renaissance, qui compte aujourd'hui trois députés, au cas où M. Lévy serait élu.

Cependant, les partisans de M. Lévy demeurent relativement optimistes pour l'avenir. Ils savent que leur candidat est beaucoup plus jeune que M. Shamir et qu'il a toujours eu la réputation d'être un bon

dirigeant dans les campagnes électorales. Ainsi pensent-ils maintenant à des élections anticipées qui pourraient avoir lieu si M. Shamir connaît l'échec, et, dans ce cas, ils n'excluent pas que le Herout puisse désigner un nouveau leader.

Dans son édition de vendredi matin, le journal Haaretz souligne que l'influence de M. Begin planait sur l'Assemblée. Et le journal coquelut : « Voici un successeur, mais y aura-t-il une succession ? ». L'éditorialiste de Haaretz pense, comme la plupart des observateurs politiques israéliens, que M. Shamir aura beaucoup de mal à préserver la cohésion de la coalition gouvernementale qui a été réunie par M. Begin. Et le Jerusalem-Post estime que les élections anticipées sont inévitables à plus ou moins brève échéance.

L'un des partenaires du Likoud, le parti Tami, a déjà fait savoir, par la voix de l'un de ses dirigeants, M. Aaron Uzan, qu'il faudrait, contrairement à ce qu'a souhaité M. Shamir, « renégocier » l'accord de coalition en vigueur jusqu'à présent. Les membres du parti Tami ne cachent pas qu'ils sont, parmi les alliés du Likoud, ceux qui sont les plus tentés par une éventuelle alliance avec le parti travailliste.

FRANCIS CORNU.

Liban

La tension reste vive à Beyrouth dont l'armée a repris le contrôle

De notre correspondant

Beyrouth. - Un massacre de chrétiens dans un village de la montagne druze-chrétienne et une tentative de Beyrouth-Ouest, à la suite de fausses rumeurs de « contre-massacre », ont succédé aux combats dans les rues de la capitale, maintenant la population en alerte. La tension est d'autant plus vive que la guerre risque de reprendre de plus belle en montagne, lorsque l'armée libanaise y pénétrera après le retrait partiel israélien, qui devrait intervenir dans les vingt-quatre heures. Le déploiement de l'armée est prévu entre le 5 et le 10 septembre.

L'opération de l'armée à Beyrouth-Ouest, secteur à forte prédominance musulmane anciennement tenu par les palestiniens progressistes, semble achevée. Ce vendredi 2 septembre au matin, on n'entend pratiquement plus de coups de feu. La veille, progressivement, quartier après quartier, cette partie de la capitale était rendue à la vie civile et se ranimait. Une voie de passage intersecteurs, celle du port, était ouverte à la circulation, mais elle restait réservée aux diplomates, aux journalistes et aux urgences.

Le carré où les derniers miliciens avaient été repoussés se rétrécissait, l'armée maintenant sa pression et progressant très lentement. De temps à autre, des accrochages violents mais limités témoignaient que, dans un coin de la ville situé entre Moussaitbé et Borj-Abi-Haidar, on se battait encore. En fin d'après-midi, tout a cessé sans qu'il y ait eu nécessairement reddition. Les miliciens qui sont là vraiment chez eux avaient les moyens de disparaître dans la « nature », en l'occurrence dans les ruelles et les maisons enchevêtrées de ce quartier populaire, en cachant leurs armes chez un parent ou un ami. Quarante-trois arrestations ont été annoncées, précise le communiqué militaire, vingt seulement de Libanais. Précision visant à montrer que les troubles étaient provoqués par des agents étrangers.

Au cours de l'après-midi, l'armée a considérablement renforcé ses positions en hommes et en blindés, qui arrivaient par colonnes, de dix à vingt sur les grands axes, avant de se poster aux carrefours. Aussi quand la panique s'est emparée de Beyrouth, entre 20 heures et 21 heures, l'armée a pu intervenir rapidement par des patrouilles blindées qui ont rassuré la population et épaulé la police. Celle-ci a arrêté cinq propagateurs de fausses rumeurs, qui ont été ramassés sur les lieux pour avoir publiquement qu'ils avaient menti. Les Forces libanaises (chrétiennes) démentaient de leur côté catégoriquement que leurs hommes se trouvaient en un quelconque point de Beyrouth-Ouest et rassuraient la population par la radio.

Entre-temps, l'espace d'une longue heure, aux alentours du camp palestinien de Sabra-Chatila, affolés et aux cris de « Allah Akbar » (« Dieu est le plus grand ») - les Phalanges arrivent - les gens fuyaient par familles entières, en voiture ou à pied. On leur avait dit que, pour venger le massacre de Bzmarim, les miliciens chrétiens allaient se ruer sur les quartiers musulmans. La même rumeur avait été

répandue dans la banlieue de Lay-laki. Le souvenir du massacre de Sabra et de Chatila, l'an dernier, à peu près et à la même époque, fit le reste et les rues désertées au instant se remplirent bientôt de voitures bondées et de piétons apeurés.

Massacre dans un village chrétien

A Bmarim, petite bourgade chrétienne du Haut-Metn, région druze-chrétienne sous contrôle syrien, des habitants ont été trouvés morts dans les rues et les maisons qui étaient pillées et incendiées.

Les Forces libanaises (chrétiennes), citant le témoignage de deux survivants qui venaient de quitter le village et auraient assisté à la scène cachés dans un champ tout proche avant de réussir à prendre la fuite, affirment que les éléments armés, druzes ou syriens, seraient arrivés et auraient massacré tous les habitants qui s'y trouvaient encore, essentiellement des enfants et des vieillards, les hommes ayant déserté parce qu'il était situé dans une région de trop grande insécurité.

La radio phalangiste a parlé de trente-sept puis de vingt-sept morts,

dont le curé. La radio officielle, en soulignant que les circonstances du massacre ne sont pas précisées, donne le chiffre de dix à trente-cinq tués. Un communiqué du parti de M. Joumblat fait état de dix morts et surtout souligne qu'il s'agit de chrétiens et de druzes tués dans un bombardement de la région par les Forces libanaises.

Dans le quartier chrétien de Beyrouth, la thèse du massacre ne fait cependant pas de doute et suscite une indignation véhémement. La patrie maronite, Mgr Koreiche, prêtre modéré prêchant constamment la concorde, a demandé au nonce apostolique d'aviser le Vatican.

Un point pour le président Gemayel

Durant la nuit de jeudi à vendredi le bombardement - par l'artillerie syrienne, souligne la radio phalangiste - de la région chrétienne a repris. Cependant Beyrouth-Est même a été moins visé que le reste du secteur chrétien, notamment Bzmarim et Yarab, où se trouvent le palais présidentiel et le ministère de la défense, ainsi que Jounieh et les montagnes du Kesrouan et du Bas-Metn.

Tandis que se déroulaient ces événements tragiques, une fois de plus le président Gemayel s'employait à démêler l'écheveau et à provoquer, malgré le refus qu'il a essayé de la part de M. Walid Joumblat, un dialogue national permettant un règlement du problème dans la montagne druze-chrétienne et le déploiement de l'armée. Le succès obtenu par celle-ci à Beyrouth-Ouest est, de l'avis des personnalités les mieux informées, à double tranchant, car il donne assurément au président Gemayel l'outlet de disposer d'une troupe fiable et qui a pris confiance en elle-même mais en même temps renforce la détermination de ses adversaires à lui résister.

Le président Gemayel a néanmoins marqué un point important plus d'ailleurs politiquement que militairement. On annonce en effet que cent vingt hommes environ vont s'installer ce vendredi à Beyrouth-Est où la milice chrétienne a accepté de s'effacer pour répondre au vœu du chef de l'Etat, ce qui devrait faciliter sa tâche. Cette concession des Forces libanaises fait directement suite au succès remporté par l'armée à Beyrouth-Ouest.

LUCIEN GEORGE

Le président Reagan décide d'envoyer au large du pays une flottille de débarquement avec 1 600 marines

Le président Reagan a ordonné jeudi 31 août l'envoi au large du Liban d'une flottille de la marine américaine avec 1 600 marines à bord. Cette flottille sera constituée du bâtiment d'assaut Tarawa et de « plusieurs autres navires de débarquement ». Selon des sources proches du Pentagone, les 1 600 marines qui se trouveront à bord de ces différents bateaux de guerre appartiennent à la 31^e unité amphibie des marines, habituellement basée aux îles Hawaï. Le voyage de Mombassa (Kenya) - où cette flottille se trouve actuellement - jusqu'aux abords des côtes libanaises prendra environ une semaine.

Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Larry Speakes, a indiqué que les Etats-Unis n'avaient pas actuellement l'intention de faire débarquer des marines au Liban, mais qu'ils étaient dépêchés « au cas où le besoin s'en ferait sentir ». Quelque 1 200 marines sont déjà déployés au sud de Beyrouth dans le cadre de la force multinationale. M. Speakes a révisé par ailleurs que M. Ronald Reagan avait ordonné au porte-avions Eisenhower de demeurer dans la région de la Méditerranée orientale pour une période indéterminée. Cette décision a été prise à la suite de la troisième réunion en trois jours de son état-major de crise tenue mercredi à Washington, afin d'assurer la sécurité des marines actuellement déployés à Beyrouth.

Le porte-parole de la Maison Blanche a précisé qu'une partie des troupes d'artillerie survenues jeudi matin dans le voisinage de la résidence de l'ambassadeur américain au Liban, M. Robert Dillon, « provenaient de zones contrôlées par la Syrie ».

Mercredi matin, un soldat français appartenant au régiment d'infanterie de marine avait été tué à la résidence des Pins, où se trouve le quartier général du contingent français à Beyrouth. Le commandant Alain Delestrade, porte-parole du contingent français, a déclaré que l'on ignorait si sa mort était due à une balle ou à un éclat d'obus.

Un émissaire

de M. Mitterrand à Beyrouth

M. François de Grossouvre, chargé de mission auprès de M. Mitterrand, a été reçu jeudi des son arrivée à Beyrouth par le président libanais, M. Amine Gemayel, au palais présidentiel de Bzmarim, en présence du premier ministre libanais, M. Chafic El Wazzan, et du ministre des affaires étrangères, M. Elie Salem. M. de Grossouvre a par ailleurs rencontré le général Coullon, commandant le détachement français de la force multinationale, et a

visité les unités « après les épreuves qu'elles viennent de subir ».

Les perspectives d'un dialogue entre le pouvoir et l'opposition se sont encore restreintes avec une prise de position de M. Nabih Berri, chef des milices chiites, qui a accusé les forces armées libanaises d'aider l'armée libanaise dans les « massacres » de Beyrouth. « Les marines, a-t-il ajouté, sont venus au Liban dans le cadre d'une mission de maintien de la paix et se sont transformés en une force combattant les musulmans dans ce pays ».

Le même thème a été abordé à Damas par M. Joumblat qui a affirmé que « ce qui se déroule actuellement à Beyrouth est le prélude à l'éloignement par la force d'une partie des habitants de la capitale libanaise et précédemment les chiites », accusant le régime libanais de « vouloir empêcher qu'il y ait une majorité musulmane au Liban et imposer sa domination sur le Grand-Beyrouth et plus tard sur la montagne ».

Pour le chef du P.S.P., « il n'y a aucune alternative à la résistance armée ». « Dans quelques jours, nous ferons face à une offensive de l'armée libanaise contre la montagne, mais nous nous défendrons et ne jeterons pas les armes, même si cela devait conduire à des mers de sang. » (A.F.P., Reuters.)

● Citation à l'ordre de la nation. - Mortellement blessé le mardi 30 août à Beyrouth, le brigadier Payen, détaché à l'ambassade de France au Liban, a été cité à l'ordre de la nation.

A TRAVERS LE MONDE

Bolivie

UN ANCIEN MERCENAIRE FRANÇAIS, Jacques Leclerc, ayant des liens avec le monde de la drogue, a été expulsé jeudi 25 août de Bolivie vers la France. Il a déclaré qu'il avait été recruté par un nazi, Joachim Fiebel-Korn, et qu'il avait participé à des actes de terrorisme. Selon les autorités boliviennes, les mercenaires étaient recrutés par Klaus Barbie qui leur fournissait également des armes. - (A.F.P.)

Chine

LE ROI HUSSEIN DE JORDANIE est arrivé, jeudi 1^{er} septembre, à Pékin pour une visite officielle de dix jours en Chine, où il avait déjà été reçu en décembre dernier. - (A.F.P.)

Haiti

LE GOUVERNEMENT HAÏTIEN A ETE REMANIE par le « président à vie », M. Jean-Claude Duvalier, en fonction de la nouvelle Constitution. Cinq membres de ce gouvernement ont été nommés ministres d'Etat. Il s'agit de MM. Jean-Marie Chanoine (présidence, information et relations publiques), Roger Lafontant (intérieur et défense nationale), Frantz Merceron (éco-

nomie, finances et industrie), Théodore Achille (affaires sociales) et Alix Cinéas (travaux publics, transports et communications). - (A.F.P.)

Irak

UN COMMUNIQUE DE M. MASSOUD BARZANI, président du P.D.K.I. (parti démocratique du Kurdistan irakien), annonce que des forces turques ont pénétré, le 30 août dernier, en territoire irakien dans le district de Chirwane, dans la province d'Erbil. Selon le communiqué, des affrontements ont duré près de quatre heures entre les « envahisseurs » turcs et les pechmergas du P.D.K.I. La radio de Téhéran a, pour sa part, annoncé que quarante civils avaient été tués et près de deux cents blessés lors du bombardement, jeudi matin, par cinq Mig irakiens de la ville de Marivan, au Kurdistan irakien.

Philippines

UN ETUDIANT BLESSE lors des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre (le Monde du 2 septembre) peu après les obsèques du dirigeant de l'opposition Benigno Aquino est décédé, jeudi 1^{er} septembre, à Manille. Plusieurs dizaines d'autres personnes ont été blessées au cours des heurts. - (A.F.P.)

Suède

SABOTAGE D'UN BARRAGE ANTISUBMERSIBLES A KARLSKRONA qui fermait une des passes d'accès à cette base navale secrète située au sud de la Suède. Selon un porte-parole militaire, une patrouille a repéré dans la nuit du mardi 30 au mercredi 31 août un homme coupant les amarres du filet métallique. L'inconnu n'a pas répondu aux sommations et s'est enfui. Une nouvelle alerte au sous-marin étranger avait été donnée il y a dix jours. C'était dans cette région que, en octobre 1981, un sous-marin soviétique de type Whisky (dénomination de l'OTAN) probablement muni, selon la Suède, d'au moins une torpille nucléaire à son bord, s'était échoué. - (A.F.P.)

Tchécoslovaquie

M. HAJEK NE PEUT SE RENDRE EN HONGRIE. - Invité par l'Académie des sciences hongroises à assister au congrès de l'Association internationale de recherche pour la paix, qui s'est ouvert lundi 29 août à Győr, l'ancien ministre des affaires étrangères et activiste de la Charte 77, n'a pas reçu de visa de sortie et a été placé sous surveillance. - (A.F.P.)

AFRIQUE

Centrafrique
M. ABEL GOMBA
A ETE LIBERE

Le chef de l'Etat centrafricain, le général André Kolingba, a annoncé, mercredi 31 août, dans un message radio-télévisé, la libération de soixante-treize personnes, dont soixante-quatre détenus politiques. Parmi celles-ci figuraient notamment MM. Abel Gomba, ex-président du Front patriotique ouangaïen-Parti du travail (F.P.O.-P.T.), et Patrice Endjimoungou, secrétaire général de ce mouvement.

C'est à l'occasion du deuxième anniversaire de son accession au pouvoir (1^{er} septembre 1981) que le général Kolingba a décidé d'élargir ces détenus. Outre MM. Gomba et Endjimoungou, plusieurs personnes impliquées dans la tentative de coup d'Etat du 3 mars 1982, pour la plupart des sympathisants du Mouvement de libération du peuple centrafricain (M.L.P.C.) de M. Ange Patasse, ont également été libérées jeudi 1^{er} septembre.

[M. Abel Gomba, qui est âgé de cinquante-six ans, était détenu depuis août 1982. Le 22 avril 1983, il avait été condamné à cinq ans de prison et dix ans de déchéance de droits civiques et familiaux. Comme M. Endjimoungou, il était accusé de vouloir créer une « organisation révolutionnaire clandestine ». En janvier 1982, le général Kolingba l'avait nommé recteur de l'université de Bangui. Candidat à l'élection présidentielle du 15 mars 1981, qui avait vu la réélection à la présidence de la République de M. David Dacko, M. Abel Gomba avait recueilli 1,42 % des suffrages exprimés. S'étant rallié volontairement à plusieurs reprises, notamment en France, M. Gomba bénéficiait d'un soutien affirmé du parti socialiste.]

VOUS AVEZ LE BAC Bou A

Vous pouvez prétendre intégrer des Grandes Ecoles ou Universités étrangères en vue d'obtenir un diplôme de Haut Enseignement Commercial International (IMBA)*

PRÉPAREZ SÉRIEUSEMENT CETTE OPPORTUNITÉ :

Prép. H.E.C.I.

Préparation au Haut Enseignement Commercial International.

6 rue Picot, Paris 75116. Tél. : (1) 727.18.25

Prépare aux admissions aux Universités et Grandes Ecoles européennes et américaines.

* IMBA : International Master in Business Administration.

502 من الاصل

LA DESTRUCTION DU BOEING SUD-CORÉEN

Indignation dans le monde

Les États-Unis, en leur nom et en celui de la République de Corée (qui n'est pas représentée à l'O.N.U.), ont demandé jeudi soir, 1^{er} septembre, la convocation urgente du Conseil de sécurité des Nations unies « en raison de la situation grave créée » par l'affaire du Boeing-747 des lignes sud-coréennes (KAL) abattu, selon Washington, dans la nuit de mercredi à jeudi par la chasse soviétique. On prévoyait que le Conseil pourrait se réunir dans la journée de vendredi.

Un porte-parole du Pentagone a, d'autre part,

annoncé que le gouvernement américain avait décidé d'envoyer sur la base de Misawa, au nord du Japon, un avion de surveillance aérienne du type AWACS ainsi que deux chasseurs F-15. Les États-Unis, qui ont fait savoir qu'ils exigeaient des explications de la part de l'U.R.S.S., ont rejeté celles qui ont jusqu'à présent été fournies par les autorités soviétiques.

● A TOKYO : une attitude identique a été adoptée par le gouvernement japonais qui « demande formellement que l'Union Soviétique traite cette affaire avec célérité et franchise » et estime qu'il n'y

a pas d'excuse pour abattre un avion commercial quelles que soient les raisons invoquées ». Les autorités japonaises poursuivent les recherches dans la zone où l'avion a disparu.

● A SÉOUL : le président Chun Doo Hwan a accusé vendredi l'U.R.S.S. d'avoir commis l'acte « le plus barbare et le plus criminel ». Il a reproché aux Soviétiques d'avoir choisi un avion civil appartenant à un petit pays pour essayer leurs nouveaux missiles et a demandé si les chasseurs soviétiques auraient

ouvert le feu sur un appareil appartenant à un pays plus puissant.

Trois jours de deuil national ont été décrétés en hommage aux victimes. On indiquait vendredi, de source officielle à Séoul, que parmi les 249 passagers figuraient 78 Coréens, 47 Américains - dont un membre du Congrès, M. Lawrence P. McDonald, - 27 Japonais, 16 Chinois de Taiwan, 15 Philippins, 13 Chinois de Hongkong, 9 Canadiens, 6 Thaïlandais, 4 Australiens, 1 Indien, 1 Malais et 1 Suédois. La nationalité des 22 autres passagers n'a pas été

LE FILM DES ÉVÉNEMENTS

« Visez la cible »

Voici tel qu'un peut le reconstituer d'après les sources japonaises, américaines et sud-coréennes, le film des événements, selon l'heure française, qui ont conduit à la destruction du Boeing-747 de la KAL et qui ont suivi sa disparition.

MERCREDI 31 AOUT. - Venant d'Anchorage (Alaska), où il a fait escale sur la route New-York-Séoul, l'avion approche de la presqu'île du Kamtchatka et pénètre une première fois, semble-t-il, dans l'espace aérien de l'U.R.S.S. C'est, après qu'il est pris en chasse par des appareils militaires soviétiques qui vont le suivre, selon M. Shultz, le secrétaire d'État américain, « pendant deux heures et demie ».

20 h 23. - Un dernier contact radio est établi entre le sol et l'appareil sud-coréen, alors que celui-ci passe à 180 kilomètres de Nemuro, au nord du Japon.

Une dizaine de minutes plus tôt (20 h 12), selon M. Shultz, l'un des pilotes soviétiques avait annoncé par radio qu'il était en contact visuel avec le Boeing.

20 h 25. - Les services de renseignement japonais enregistrent à trois reprises le dialogue suivant entre les pilotes soviétiques et leur base dans l'île de Sakhaline :

- Visez la cible.
- La cible est visée.
- Tirez !
- Feu.

Selon l'agence japonaise Kyodo, l'appareil sud-coréen est atteint par trois missiles.

A 20 h 26, l'un des pilotes soviétiques annonce par radio que « l'objectif est détruit ».

20 h 30. - Le Boeing, qui volait dix minutes plus tôt à près de 10 000 mètres d'altitude, est aperçu par les radars à 5 000 mètres.

20 h 38. - L'avion disparaît des écrans radars.

JEUDI 1^{er} SEPTEMBRE. - A Séoul, on annonce de source officielle que l'appareil est « obligé de se poser » pour des raisons inconnues - sur un aérodrome de l'île soviétique de Sakhaline. Cette information, est-il précisé, provient des services de renseignement américains. La KAL croit pouvoir assurer aux familles des passagers que ceux-ci sont tous sains et saufs. La Corée du Sud - qui n'entretient pas de relations diplomatiques avec l'U.R.S.S. - prend les dispositions nécessaires pour négocier avec les autorités soviétiques, par l'intermédiaire des Japonais, le rapatriement de l'appareil et des personnes qu'il transportait.

4 heures. - Les autorités soviétiques, interrogées par l'ambassade du Japon à Moscou, affirment que l'appareil sud-coréen ne s'est pas posé sur l'île Sakhaline et déclarent n'avoir aucune information sur cette affaire.

L'agence Tass annonce un peu plus tard, dans une dépêche datée de Tokyo et sans commentaire, la « disparition » du Boeing, indiquant seulement que « les recherches des autorités japonaises sont restées vaines ».

A 4 h 30, le président Reagan, en vacances en Californie, est informé de la situation.

Dans le courant de la matinée, la chaîne de télévision japonaise N.H.K., citant des sources gouvernementales à Tokyo, indique qu'il n'est pas exclu que l'avion de la KAL ait été abattu par des chasseurs soviétiques.

Présentée d'abord à Séoul comme « presque certaine », cette version des faits est ultérieurement confirmée à Tokyo, puis au Pentagone sur la base des messages radio interceptés entre les chasseurs soviétiques et leur base.

Convoqué par le ministre des affaires étrangères japonaise, M. Abe, l'ambassadeur d'U.R.S.S. à Tokyo, M. Pavlov, protesta contre ce qu'il estime être « une campagne anti-soviétique » déclenchée à l'occasion de la disparition de l'avion sud-coréen.

17 heures. - Au cours d'une conférence de presse tenue à Washington, M. Georges Shultz, confirme à son tour que le Boeing de la KAL a été abattu et fait le récit des événements tel qu'il ressort des écoutes radio. Selon cette version, il ne semble pas y avoir eu de contact radio entre l'appareil sud-coréen et les chasseurs soviétiques, au nombre de huit au total, impliqués dans l'affaire. M. Shultz exclut la « résolution » des États-Unis devant « cet acte épouvantable » et déclare qu'il demandera des explications à ce sujet à son homologue soviétique, M. Gromyko, qu'il doit rencontrer la semaine prochaine à Madrid.

Le communiqué de Tass

19 heures. - L'agence Tass diffuse le communiqué suivant : « Un avion non identifié a pénétré dans l'espace aérien de l'Union soviétique au-dessus de la péninsule de Kamtchatka depuis l'océan Pacifique et, pour la deuxième fois, a violé l'espace aérien de l'U.R.S.S. au-dessus de l'île de Sakhaline au cours de la nuit du 31 août au 1^{er} septembre. L'avion n'avait pas allumé ses feux de navigation, n'a pas répondu aux appels et n'est pas entré en contact avec la contrainte aérienne ».

« Les chasseurs de la défense aérienne envoyés pour intercepter l'avion en infraction ont essayé de l'identifier à l'aide de l'écran radar le plus proche. Toutefois, l'avion en infraction n'a pas répondu aux signaux et aux avertissements des chasseurs soviétiques et a poursuivi son vol en direction de la mer du Japon ».

Dans la soirée, le porte-parole du département d'État annonçait que les États-Unis avaient rejeté la version de Moscou en affirmant que « totalement insatisfaisant » un message d'explication de M. Gromyko qui constituait « une répétition textuelle » du communiqué de l'agence Tass. M. Gromyko se bornait, selon Washington, à ajouter que l'U.R.S.S. avait entrepris des opérations de recherche et que « les signes d'une possible catastrophe aérienne » avaient été repérés sur l'île de Mororan, dans la mer du Japon, en territoire soviétique.

Erreur de route, pannes techniques tir sans sommations ?

Anchorage est reliée à Tokyo et Séoul par une route aérienne, appelée la « North Pac », qui, comme toutes les routes de l'espace aérien supérieur, mesure 60 milles nautiques (environ 111 kilomètres) de large. Entre les côtes d'Alaska et du Japon, cette route n'emprunte que l'espace international : sur à peu près la moitié de son parcours - jusqu'au méridien 180 - elle est sous la juridiction des contrôleurs aériens américains, et, au-delà, des Japonais. A l'approche du Japon, elle longe, à 100 milles nautiques (environ 185 kilomètres) au large, l'espace aérien soviétique.

Tant que les avions demeurent dans la « North Pac », la souveraineté - reconnue à chaque État signataire (dont l'U.R.S.S.) de la convention de Chicago de 1944, relative à l'aviation civile internationale - ne saurait donc être invoquée par l'Union soviétique pour exercer à l'égard des contrevenants quelconques rétorsion que ce soit. Au demeurant, on n'a jamais vu - sauf peut-être en temps de guerre - un État remettre en cause d'une manière aussi brutale l'existence au-dessus de son territoire de routes aériennes dant il a accepté le tracé par des accords internationaux : aucun chasseur soviétique n'aurait jamais les avions des compagnies occidentales qui exploitaient les droits de trafic que leur accordait l'U.R.S.S. entre Moscou et Tokyo.

L'avion de Korean Air Lines se serait donc écarté de sa route. Mais cette déviation aurait dû être constatée et corrigée par les centres de contrôle civils, surtout si elle s'est produite plus de deux heures avant l'interception.

Une erreur de navigation s'explique difficilement : les Boeing-747 sont dotés de trois centrales à inertie (qui sont insensibles aux effets du pôle magnétique) et, de mémoire de navigant, on n'a jamais eu à connaître de panne simultanée de tous ces équipements. L'appareil disposait certainement de tous ses moyens techniques. Il était pas très vieux : construit en 1972, il était entré en service en 1978 sur les lignes de la KAL, qui l'avait racheté à la compagnie charter nœst-allemande Condor. L'équipage devait, pour sa part, bien connaître ce type de machine : la KAL en possédait treize, dont quatre avions-cargos.

Autorisation de tir

En revanche, l'avion d'était-il pas en difficultés techniques et cherchait-il à gagner la côte la plus proche ? Dans ce cas, il n'eût pas manqué d'émettre les messages de détresse conventionnels, qu'aurait aussi bien captés les avions de la KAL en vol. Or, il n'en a rien été.

Si l'on en juge par les enregistrements diffusés ensuite par les contrôleurs japonais et américains, il s'agit de la piste du Boeing-747, mais interprétée par le pilote soviétique qui a dirigé les opérations durant plus de deux heures. Sauf cas de légitime défense, qui put être celui d'une mauvaise manœuvre du Boeing-747, mal interprétée par le pilote soviétique, il paraît exclu que le SU-15 n'ait pas demandé l'autorisation de tirer de son centre de détection, car personne n'ignore la centralisation - souvent excessive - du

commandement militaire, qui craint les initiatives personnelles de ses subordonnés. Les avions de combat modernes sont, en effet, complètement pris en charge, depuis le sol, pour leurs manœuvres d'interception et d'interception en temps de paix.

Il semble bien, du reste, à en croire les enregistrements radio, que le pilote soviétique a demandé des consignes du sol dès qu'il a effectué sa première approche, à vue, de l'avion sud-coréen, soit quatorze minutes avant le déclenchement du tir.

Il y a cinq ans déjà, les Soviétiques avaient contraint à atterrir un Boeing-707 - appartenant déjà à la KAL - égaré du côté de Mourmansk au cours d'un vol Paris-Anchorage. Les chasseurs soviétiques avaient, pour ce faire, tiré quelques coups de semence qui avaient tué deux passagers de l'avion civil. Au moins ils avaient-ils pas abattu l'avion.

Un dialogue « visuel »

Le SU-15 qui a tiré sur le Boeing-747 n'était pas seul dans le ciel, puisqu'il était accompagné par d'autres avions de combat soviétiques. Pourquoi aucun de ces appareils n'eût-il engagé un dialogue « visuel » avec l'avion sud-coréen, en l'encaissant d'abord, en s'en approchant, tantôt à sa gauche tantôt à sa droite, et se portant devant lui et en battant des ailes pour l'avertir de son infraction ? Autant de manœuvres, prévues par des règlements internationaux, d'interrogation et d'interception des avions civils par des appareils militaires.

Ces mêmes dispositions conventionnelles prévoient des tirs de semence dans les circonstances les plus graves, au terme d'une gradation dans les manœuvres qui évite que puisse être ouvert le feu, sans les formalités préalables, contre un avion commercial.

Dans l'attente d'autres précisions, on peut se demander s'il y eut un contact radio entre le sol et l'appareil. Quel cas, le pilote sud-coréen aurait refusé d'obtempérer à un ordre de changement de cap. Cette éventualité est difficile à admettre, s'agissant d'une interception, menée par les Soviétiques, qui a duré plus de deux heures et qui s'est achevée par le compte rendu, laconique, précis et professionnel, du pilote annonçant que le missile a été lancé et que la cible a été atteinte.

JACQUES ISNARD et JAMES SARAZIN.

Dans l'attente des explications de Moscou

(Suite de la première page.) Les deux dernières initiatives « de paix » de M. Andropov seraient ainsi réduites à néant : ses ouvertures en direction d'un accord sur les armes anti-satellites et sa proposition de détruire, en cas de solution à Genève, tout armement en surplus au lieu de le transférer dans la partie orientale de la Russie. Le comportement de Moscou en fin de manœuvre ne laisse pas de décevoir les pacifistes de bonne foi, auxquels Moscou s'est tellement attaché à fournir des arguments depuis quelques semaines.

Le prix à payer serait, on le voit, relativement élevé pour l'Union soviétique. Il est pourtant trop tôt pour exclure complètement cette hypothèse, car la première solution - celle des excuses - implique de la part du pouvoir civil soviétique un désaveu du pouvoir militaire. M. Andropov peut-il se le permettre, à supposer qu'il le veuille ? La bavure d'un pilote soviétique étant totalement exclue - l'opération d'interception a duré plus de deux heures, le pilote a utilisé un missile et non pas ses canons, qui n'auraient sans doute pas fait exploser le Boeing - on ne peut que s'interroger sur la nature de l'autorité qui eût pris la décision de faire détruire l'appareil sud-coréen et se demander s'il n'y eut pas eu volonté délibérée de sa-

boter l'actuelle politique de l'U.R.S.S. en faisant monter de plusieurs crans la tension internationale. Même si, finalement, l'explication du carnage réside dans la bêtise et la paranoïa de sécurité de quelques généraux, l'autorité responsable doit être d'un rang assez élevé, car le temps n'a pas manqué aux chasseurs soviétiques pour remonter la filière de la hiérarchie et demander des instructions. La pratique de l'ouverture du parapluie n'est pas plus étrangère à l'armée soviétique qu'à d'autres... Certains iront

jusqu'au bout du raisonnement, tant que Moscou ne se sera pas expliqué, et poseront brutalement la question : M. Andropov lui-même n'eût-il été mis en courant de l'affaire qui était en cours ?

Toutes ces interrogations sont fondamentales puisqu'elles soulèvent le problème des intentions réelles de l'U.R.S.S. et celui du rapport des forces entre civils et militaires en matière de l'appareil soviétique. D'où l'importance des réponses, qui leur seront - ou non - données à Moscou.

JACQUES AMALRIC.

La trajectoire en trait noir indique le parcours supposé suivi par l'avion ; celle en traits de point la route normale entre Anchorage et Séoul. L'étoile signale le lieu approximatif où l'avion a été abattu.

ANCHORAGE

CHINE

DOUGLAS

SEUL

TOYO

YOKO

YOKO

YOKO

YOKO

YOKO

YOKO

YOKO

YOKO

YOKO

YOKO

YOKO

YOKO

YOKO

YOKO

YOKO

TROIS PRÉCÉDENTS

L'affaire du Boeing sud-coréen abattu par les Soviétiques a eu trois précédents connus.

● LE 20 AVRIL 1978, un autre avion de la Korean Airlines, un Boeing-707 qui effectuait la liaison Paris-Séoul, était intercepté par la chasse soviétique au nord de l'U.R.S.S. L'avion, qui survolait par mégarde une zone stratégique fermée au trafic aérien, fut contraint d'atterrir sur un lac gelé à 350 kilomètres au sud de Mourmansk. Le pilote d'un Mig soviétique avait ouvert le feu sur l'appareil, tuant deux des quatre-vingt-dix-sept passagers.

● LE 21 FÉVRIER 1973, cent sept personnes ont trouvé la mort au-dessus du Sinaï à bord d'un Boeing-727 des lignes libyennes qui avait survolé des installations militaires israéliennes. Après les sommations d'usage, des chasseurs israéliens avaient tiré sur les ailes de l'appareil pour le forcer à se poser. Celui-ci s'était écrasé à l'atterrissage. L'erreur de navigation fut attribuée au pilote et à la tour de contrôle du Caire ; l'affaire avait été officiellement reconnue par Israël.

● LE 27 JUILLET 1955, un appareil de la compagnie israélienne El Al, parti de Londres vers Israël, s'était égaré au-dessus de la Bulgarie où il fut abattu par la chasse bulgare. Les cinquante-huit passagers avaient trouvé la mort. L'Etat bulgare, ayant reconnu sa responsabilité, a versé des compensations aux familles des victimes.

HUIT CENTS SU-15 EN SERVICE

L'intercepteur tout temps à hautes performances Suhoi SU-15, qui semble avoir été engagé contre le Boeing-747 sud-coréen, appartient au commandement de l'aviation de la défense aérienne soviétique qui a été créé, durant les années 50, pour réunir une flotte d'intercepteurs pilotes et une force de missiles sol-air en mesure de contraindre la puissance du Strategic Air Command (SAC) aux États-Unis.

On considère généralement que l'Union soviétique possède plus de huit cents de ces appareils, baptisés Flèches par les services de l'OTAN, depuis l'apparition du premier SU-15 en service en 1967.

Le SU-15 est un puissant bi-réacteur capable d'atteindre une vitesse maximale de 2 450 kilomètres à l'heure (soit Mach 2,3) et une altitude opérationnelle de l'ordre de 20 000 mètres. Outre un canon de 23 millimètres à deux tubes, le SU-15 peut emporter des missiles air-air AA-3 - Amb - (à guidage radar et infrarouge). Dans une autre configuration de vol, le SU-15 peut emporter des missiles air-air AA-6 - Acrid - qui sont les engins air-air les plus lourds du monde, et AA-7 - Apex - qui auraient une portée de 27 kilomètres.

LE BOEING-747 : UN AVION RELATIVEMENT SUR

Boeing a livré à ce jour cinq cent soixante-dix-neuf exemplaires de son quadrimoteur 747, dont les premiers sont entrés en service en 1969.

A ce jour, hors actes de destruction provoqués, quatre accidents ont été enregistrés avec un type d'appareil, ce qui en fait un avion relativement sûr :

- Le 20 novembre 1974, à Nalroli, l'un d'eux s'écrasa par suite d'une panne de vitesse (59 morts) ;
- Le 27 mars 1977, à Téhéran, deux 747, un de la Pan Am et un de la K.L.M., se tancèrent sur la piste (573 morts) ;
- Le 1^{er} janvier 1978, à Bombay, un avion d'Air India plongea dans la mer (213 morts) ;
- Le 19 novembre 1980, à Séoul, un autre 747 de K.A.L. sortit de la piste (14 morts).

en vrai bois

NOS ENSEMBLES D'ÉLÉMENTS (lattes) représentent la solution moderne pour l'aménagement de votre intérieur : bibliothèques, secrétaires, vitrines avec ou sans armoire-lit, toutes essences de bois. (CREDIT FACILE)

CAPELOU 37, AV. DE LA REPUBLIQUE TEL. 357.46.35 75011 PARIS • Métro Parmentier

Le Monde de L'ÉDUCATION DE SEPTEMBRE EST PARU

L'ETOILE DES NEIGES
Etablissement agréé et conventionné S.S.

Reçoit les enfants, garçons et filles de 6 à 13 ans, TOUTE L'ANNÉE

Scolarité dans l'établissement

- Maladies des voies respiratoires
- Asthme

Près de GAP - Cadre familial - 20 lits - Alt. 950 m.

05400 LA ROCHE-DES-ARNAUDS
Téléphone : (92) 57-82-57

CHASSEUR
ence en U.I.

PAR UN CHASSEUR SOVIÉTIQUE

silence en U.R.S.S.

rendue publique. L'équipage comprenait 29 personnes.

Au siège de l'OTAN, à Bruxelles, aucune réaction officielle n'avait encore été communiquée vendredi matin, mais une réunion des experts de l'Organisation sur les négociations américano-soviétiques de Genève à propos des euro-missiles, prévue pour vendredi, a été annulée jeudi soir.

Dans la plupart des capitales, l'émotion et l'indignation sont extrêmement vives. A Paris, le gouvernement français a publié jeudi soir un commu-

qué dans lequel il déclare notamment : « Au-delà de l'insécurité du transport aérien civil se trouvent ainsi mis en cause des principes qui régissent les relations internationales et le respect de la vie humaine. Le gouvernement français exprime sa plus vive indignation. Il a chargé le ministre des relations extérieures de demander toutes les explications nécessaires pour que soient précisées les responsabilités dans cette tragique affaire. » M. Gromyko, ministre soviétique des affaires étrangères, est attendu, rappelle-t-on, lundi prochain à Paris pour une visite de travail.

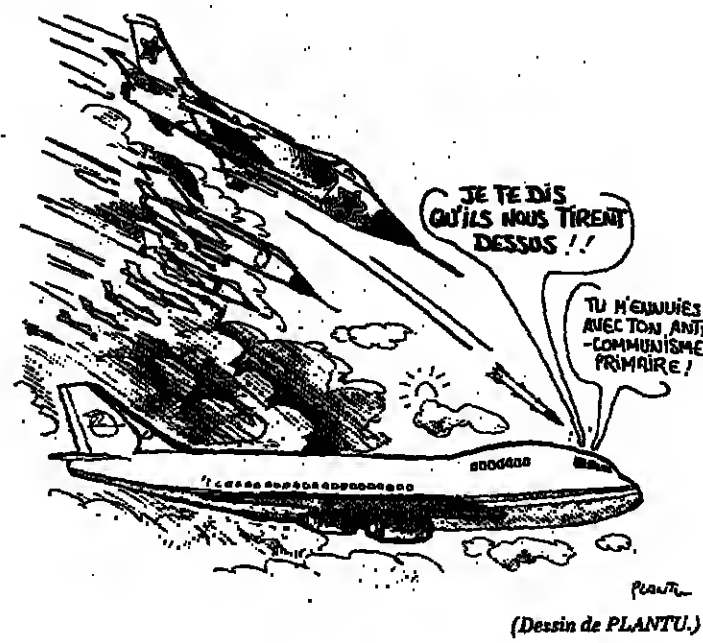
Si aucune réaction n'est enregistrée dans les pays socialistes européens, la Chine a en revanche exprimé, dans une déclaration émanant de Pékin du ministère des affaires étrangères, son « indignation » et ses « regrets » devant les circonstances de la disparition du Boeing sud-coréen. L'agence Chine nouvelle a, d'autre part, publié un compte rendu détaillé de la conférence de presse donnée jeudi à Washington par le secrétaire d'Etat américain.

● A MOSCOU, aucune information supplémentaire n'a pu être obtenue depuis la diffusion,

jeudi soir, du communiqué de l'agence Tass. Les porte-parole officiels se refusent à répondre aux questions qui leur sont posées par les correspondants étrangers.

L'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) refusait encore vendredi matin de se prononcer sur la version des faits présentée à Washington et à Tokyo, en attendant une réponse de l'U.R.S.S. L'OACI précisait qu'elle ignorait toujours quelle route exacte avait suivi le Boeing de la KAL.

Secret militaire et « parano-patriotisme »



(Dessin de PLANTU.)

WASHINGTON : les relations soviéto-américaines compromises ?

De notre correspondante

New-York. — « Scandaleux ! », « Inimaginable ! », « Barbare ! », telles sont quelques-unes des épithètes par lesquelles les dirigeants américains ont exprimé leurs sentiments à l'égard du drame du vol 007 des Korean Airlines.

Paru le mercredi soir 31 août de l'aéroport Kennedy, l'appareil comptait une trentaine d'américains parmi ses 269 passagers, un nombre beaucoup plus important de Coréens vivants aux Etats-Unis et un membre de la Chambre des représentants, démocrate, ultra-conservateur de George M. Larry McDonald, qui venait d'être élu président de la John Birch Society, une organisation d'extrême droite. Depuis 1974, il représentait au Congrès le septième district de George.

Après plusieurs heures d'informations contradictoires qui avaient commencé, au début de la nuit, par l'annonce que le vol 007 avait été contraint de se poser sur l'île soviétique de Sakhaline, le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, confiait à la presse que l'appareil avait été abattu par un missile soviétique et retraçait le fil des événements, reconstitués à partir des écarts radio de l'Agence nationale pour la sécurité. Le secrétaire d'Etat déclarait qu'il n'y avait aucune explication logique à cet acte « inqualifiable » qui provoquait aux Etats-Unis un sentiment d'« horreur ».

La tension est montée d'un cran dans la journée lorsque s'est parvenu à Washington le communiqué de l'agence Tass indiquant simplement qu'un appareil, apparemment égaré au-dessus du Kamchatka, n'avait pas répondu aux signaux des chasseurs soviétiques qui tentaient de le ramener sur son chemin et avait « poursuivi sa route vers la mer du Japon ». Un peu plus tard, le ministre soviétique des affaires étrangères faisait parvenir au secrétaire d'Etat une réponse calquée sur le communiqué de Tass. Le département d'Etat qualifiait aussitôt cette réponse de « totalement inadéquate » et réitérait sa demande d'une « explication satisfaisante ».

Paranoïa

L'affaire conserve bien des aspects mystérieux. Personne, d'abord, ne comprend très bien comment l'appareil coréen a pu s'égarer de cette façon alors que, comme on le fait remarquer au Pentagone, les cartes aériennes indiquent qu'il s'agit d'une région hautement stratégique pour les Soviétiques, qui n'hésitent pas à tirer à vue. Le fait, d'autre part, qu'aucune conversation entre les pilotes soviétiques et le pilote coréen n'ait été enregistrée, indique-t-il qu'une partie du système électronique du Boeing était en panne ? Faut-il croire qu'un des pilotes soviétiques a tiré parce qu'il n'obtenait pas de réponse d'un intrus qu'il ne pouvait, en aucune manière,

confondre avec un appareil militaire ?

A quel niveau de responsabilité l'ordre de tirer a-t-il été donné ? Faut-il imputer cet acte « barbare » à un excès de zèle de la part d'un responsable de rang moyen, ou à une décision délibérée destinée à « marquer » sans erreur possible un territoire ? Réaction d'un spécialiste des affaires soviétiques qualifiant jeudi soir, si elle se vérifiait, de « paranoïaque ».

Dans la soirée de jeudi, le président Reagan, qui avait d'abord annoncé qu'il poursuivrait, comme prévu, ses vacances californiennes jusqu'à lundi, fin du long week-end du Labour Day, a fait savoir qu'il avançait à samedi, puis à ce vendredi, son retour dans la capitale fédérale afin d'assister à une réunion du Conseil national de sécurité et de rencontrer les présidents des deux Chambres du Congrès.

Le porte-parole du président à Santa-Barbara a lu une déclaration de M. Reagan, qui affirme qu'à la suite de cet acte « inqualifiable », « l'Union soviétique doit une explication au monde ». Le président semble avoir ainsi décidé de rentrer en scène après que son apparent dévouement des affaires du pays depuis que la situation s'était aggravée au Liban ont commencé à inquiéter ses conseillers politiques.

La véritable question qui se posait jeudi soir dans la capitale fédérale concernait les répercussions de la tragédie des Korean Airlines sur les relations américano-soviétiques. A l'approche de la rencontre Shultz-Gromyko qui doit avoir lieu la semaine prochaine à Madrid, on avait cru discerner un certain rapprochement entre Moscou et Washington.

Parallèlement aux attaques « muscées » lancées par M. Reagan contre la politique soviétique un peu partout dans le monde, mais particulièrement en Afghanistan, en Pologne et en Amérique centrale, on assistait à un certain « dégel » : le renouvellement du contrat céréalière, l'abandon des restrictions sur les ventes de certains équipements pétroliers et gaziers, l'extension de l'accord de coopération en matière de recherche sur l'énergie atomique, paraissent autant d'« étapes » destinées à briser quelque peu les négociations de Genève et, peut-être, à préparer un sommet Reagan-Andropov.

Malgré la dimension humaine de la tragédie du Boeing des Korean Airlines, il semblait, jeudi soir, que personne n'avait intérêt à transférer en conflit politique un drame dans lequel toutes les responsabilités risquent de ne jamais être éclaircies. Encore faudrait-il que les Soviétiques cessent de nier l'évidence et trouvent une explication plausible à ce qui n'a peut-être été qu'une épouvantable « bavure ».

NICOLE BERNHEIM.

Dans tout autre pays que l'U.R.S.S., l'acte auquel se sont livrés les aviateurs soviétiques n'aurait probablement aucune autre explication que la stupidité ou la folie d'un pilote ou d'un commandant local. Dans le système rigide de commandement qui caractérise l'armée soviétique, cette explication peut moins facilement être retenue. D'autant que les quelques deux heures trente pendant lesquelles la chasse soviétique a pris en charge sa future cible étaient emplies de consultations, non seulement sur place mais à Moscou, éventuellement jusqu'au sommet de la hiérarchie militaire et politique.

Dans l'état actuel des choses et en attendant les explications plus complètes qui ne manqueront pas d'être données à Moscou, bornons-nous à mettre en lumière deux circonstances dont la conjonction peut aider à comprendre l'origine de la « bavure ».

La première est l'importance de la région survolée par le Boeing coréen sur le plan militaire. La zone délimitée par la péninsule du Kamchatka, l'île de Sakhaline, l'archipel des Kouriles et la baie de Vladivostok représente l'une des plus im-

portantes concentrations de forces du dispositif soviétique, autant que celle de Mourmansk et de la péninsule de Kola, à l'autre extrémité du pays, mais cette fois à proximité immédiate d'une zone « ennemie » très peuplée et fréquentée, celle du Japon et de la Corée du Sud. Or la région Sibérie-Extrême-Orient a fait l'objet d'un développement privilégié dans le cadre de l'effort militaire soviétique de la période brézhnevienne et de la tension sino-soviétique des années 60 et 70.

Un dispositif renforcé

Selon une estimation japonaise, on dénombre aujourd'hui dans cette zone un tiers des forces armées soviétiques contre un huitième environ il y a vingt ans. La nombre des avions, par exemple, y est passé de 300 en 1966 à 1 700 aujourd'hui et la flotte du Pacifique, avec 765 bâtiments (dont 120 sous-marins), est la plus importante des quatre flottes soviétiques (avant celle du Nord, basée à Mourmansk, et celles de la mer Noire et de la mer Baltique).

Or ce dispositif a été considérablement renforcé et consolidé

jusqu'à ces tout derniers mois. Sur le plan technique, des sous-marins de type Delta, porteurs du missile balistique SS-N-18, dernier-né des gros vecteurs soviétiques, patrouillent dans le lac intérieur qu'est devenue la mer d'Okhotsk, d'où ils couvrent tout le territoire des Etats-Unis. Le porte-avions Minsk s'est rajouté à la flotte basée à Vladivostok. Le port de Petropavlovsk (Kamchatka) — dont le Boeing coréen semble s'être rapproché dangereusement — est la plus grande base de sous-marins de tout le Pacifique occidental. Des bombardiers à moyen rayon d'action TU-22-M le fameux Backfire déployé également contre les Européens ont été introduits à Sakhaline.

Parallèlement les militaires soviétiques ont poussé des pointes jusqu'à l'extrême sud de ce dispositif, au risque de provoquer les Japonais : des troupes terrestres ont été amenées depuis deux ans en stationnement permanent à Kunashin et Etorofu, deux des îles revendiquées par Tokyo, à proximité immédiate de Hokkaido. A la fin du mois d'août encore, les Japonais annonçaient qu'une dizaine de Mig-23 venaient de faire leur apparition dans une de ces îles.

Pour justifier ce renforcement, Moscou a durci le ton de ses attaques contre le Japon, surtout depuis l'arrivée au pouvoir de M. Nakasone, et dressé un tableau souvent grossi à plaisir des « menaces » que feraient peser les forces américaines dans la région. Le 2 août, M. Gromyko affirmait devant la presse à Moscou, au grand dam du gouvernement japonais, qui a toujours nié la présence d'armes nucléaires sur son territoire : « Le Japon et les eaux qui l'entourent sont truffés d'armes nucléaires et des vecteurs correspondants. L'île d'Okinawa est une énorme base d'armement atomique. La Corée du Sud est une énorme base, en fait un complexe de bases d'armes nucléaires. »

Après avoir décliné quasiment dans les mêmes termes la situation dans l'océan Indien et le golfe Persique, le ministre soviétique en tirait argument pour juger inacceptable toute proposition qui exclurait le transfert vers l'Asie des SS-20 tombant sous le coup d'un accord de réduction en Europe. Une proposition que vient de faire précisément M. Andropov...

La seconde circonstance est l'obsession du secret qui caractérise les militaires soviétiques et ce que Serge July appela dans Libération les « lapsus de l'idéologie militaire communiste », autrement dit les retombées d'une éducation « super-patriotique » dispensée sans aucun contrepoint. Sait-on que le citoyen soviétique moyen ne peut lui-même se rendre sans autorisation à Sakhaline, au Kamchatka et sur les Kouriles ? A plus forte raison, les étrangers en sont-ils bannis : les seuls points qui leur sont ouverts sont Khabovsk et quelques autres localités sur les rives de l'Amour et de l'Oussouri — et encore avec une autorisation qui est loin d'être toujours accordée, — et, sur la côte, le seul port civil de Nakhodka, d'où l'on s'embarque pour le Japon.

Des « frontières sacrées »

Pour tous ceux — essentiellement militaires — qui vivent plus au nord, le seul étranger « concevable » ne peut venir que du ciel. Et, bien entendu, il ne peut être qu'animé d'intentions hostiles. Le seul fait qu'il se soit approché trop près est déjà irréparable, puisqu'il s'agit, évidemment, photographier des « objectifs » défendus. A moins que l'un des passagers se soit livré à de simples et déjà inadmissibles « observations visuelles », comme un journal soviétique en accusait un jour un attaché militaire américain circulant dans un train...

ECOLE SUPERIEURE DE SECRETARIAT

ENSEIGNEMENT PRIVE

AVENIR ASSURE

secrétariat de direction

secrétariat médical

40, RUE DE LIEGE - 75008 PARIS

Tél. : 387.58.83. M° : Liège - Europe - St-Lazare

TOKYO : pas d'huile sur le feu

De notre correspondant

Tokyo. — « Ici KAL 007. Ici KAL 007. » Ces appels répétés, suivis de grésillements, sont les derniers reçus par la tour de contrôle de Tokyo, le jeudi 1^{er} septembre, à 3 h 23 (heure locale), alors que le Boeing-747 des Korean Airlines navigait dans la nuit en bordure de l'une des zones militaires les plus sécurisées et les mieux défendues de l'Union soviétique : celle de la mer d'Okhotsk.

C'est une zone réputée dangereuse, mais normalement les nombreux vols intercontinentaux qui empruntent quotidiennement la route Anchorage (Alaska)-Tokyo et qui passent au large de Petropavlovsk (péninsule du Kamchatka) et de l'île de Sakhaline, avant de descendre vers la côte orientale du Japon, la longent sans problème. Il en est allé, semble-t-il, de même pour le vol 007 au moins jusqu'à 2 h 10, heure à laquelle Tokyo a reçu le dernier message normal. Le Boeing venait de passer comme prévu le point Nip, dans le couloir de rigueur au large de Petropavlovsk. Le pilote annonçait son passage au point Noka (à proximité de l'île japonaise de Hokkaido), pour 3 h 26. L'avion était attendu à l'aéroport de Seoul-Kimpo, à 6 heures. C'est après ce message de routine que Tokyo entreprit une série d'appels sans suite. Un peu avant 3 h 30, les radars des forces de défense nipponnes enregistrèrent pour la dernière fois la présence de l'appareil : il était très à l'ouest de la route prévue et poursuivait par trois avions à réaction en forme de points lumineux sur l'écran. L'avion semblait alors faire route au-dessus de Sakhaline, et, au-delà, vers la région côtière où se trouve la base aéronavale de Vladivostok, centre nerveux du dispositif stratégique soviétique dans la zone Pacifique. Moins de dix minutes plus tard, estimant désormais les autorités japonaises, l'avion s'écrasait en mer, tout près d'un îlot situé en bordure de la côte ouest de Sakhaline.

Le gouvernement japonais, a déclaré vendredi matin le secrétaire général du cabinet, M. Goyoda, a acquis la certitude que l'avion s'est écrasé après avoir été touché de plein fouet par un missile, au moins, tiré par l'un des appareils militaires soviétiques. Il est aussi convaincu que pour une raison ou pour une autre le Boeing a nettement dévié de sa route.

Ces certitudes sont fondées sur les renseignements fournis par les moyens de surveillance techniques et électroniques japonais et américains. Depuis la nuit dernière, elles ont été renforcées par l'admission de certains faits du côté soviétique. Enfin, elles paraissent corroborées par des pêcheurs japonais de la région, qui affirment avoir vu une lueur intense, suivie d'une explosion, déchirer la nuit jeudi matin, vers 3 h 30, au sud-ouest de Sakhaline.

Ces pêcheurs, ainsi que des bateaux de la marine japonaise et des avions dépêchés sur les lieux des

5 heures du matin, participent aux recherches au nord de Hokkaido, tout en prenant grand soin de ne pas pénétrer à leur tour dans l'espace où dans les eaux territoriales soviétiques. Des recherches semblent également avoir lieu du côté soviétique.

Les retombées

Le gouvernement de M. Nakasone a exprimé ses graves préoccupations à la suite de ce drame. Dans l'état actuel des choses, il demande à l'U.R.S.S. de faire au plus tôt toute la lumière sur cette affaire et de fournir des « informations correctes », compte tenu du fait que parmi les passagers se trouvaient vingt-sept ressortissants japonais. M. Goyoda a déclaré que, quelle que soit la justification invoquée, une attaque contre un appareil commercial civil est inadmissible. Le directeur des services d'informations sud-coréens, M. Choi, nous a déclaré, sur sa part, qu'elle était « inconcevable ».

L'éventualité de mesures de rétorsion contre Moscou n'est pas exclue à Tokyo ce vendredi, où l'on précise que toutes les démarches seront faites en consultation étroite avec Washington et Seoul. On se garde néanmoins ici de jeter de l'huile sur le feu, et le gouvernement nippon, tout en affichant sa solidarité avec son allié américain et son voisin coréen, espère que les négociations de Genève sur les armements nucléaires ne seront pas affectées par cette nouvelle affaire Est-Ouest.

Il est difficile de prévoir tous les développements et retombées de ce drame. Ce qui est certain, c'est qu'il risque d'une part de relancer durablement la tension et l'atmosphère de guerre froide dans toute la région, d'autre part qu'il est de nature à porter un coup fatal aux efforts diplomatiques de rapprochement entre la Corée du Sud et l'Union soviétique. Cette affaire intervient en effet à un mois de la conférence interparlementaire internationale qui doit se tenir à Seoul. Les Sud-Coréens comptent beaucoup sur la participation des délégations soviétiques et de l'Europe de l'Est pour marquer des points contre leurs adversaires nord-coréens.

R.-P. PARINGAUX.

Ajoutons à cela la propagande cent fois répétée, notamment à l'occasion de la journée annuelle des troupes garde-frontières, sur les « frontières sacrées » de la « grande patrie soviétique », la « vigilance de tous les instants » dont il faut faire preuve à l'égard de ceux qui, sous des dehors d'innocents touristes, « viennent dans notre pays avec de mauvaises intentions ». Vue dans cette optique, l'action des chasseurs soviétiques paraît aller de soi : la cible était un « violateur » de l'« espace sacré », donc un espion, donc un ennemi à qui il fallait donner la « riposte foudroyante » nécessaire.

Pourtant, quelque chose a cloché, même dans ce rituel « parano-patriotique ». Les règles du genre exigent en effet que le bon défenseur de la patrie soviétique soit vigilant, mais aussi courageux, qu'il affronte l'ennemi à armes égales et soit aussi un peu intelligent. Or, abattre un avion civil sans armes ne peut en aucune manière être exploité ou tout simplement présenté dans le cadre du rituel. Même pas dans celui de l'entraînement des troupes et de la « préparation au combat » : faire un carton sur un 747 n'est tout de même pas le même chose qu'intercepter un avion de combat ou un missile de croisière.

Décidément, les services de l'agit-prop devant trouver quelque chose...

MICHEL TATU.

● M. Pierre Juquin, membre du bureau politique du parti communiste français, s'est déclaré « très ému » par le drame du Boeing-747 sud-coréen. « Je suis Interloqué et, si les informations à ce sujet se vérifient, indigné », a-t-il dit au cours d'une rencontre avec des ouvriers devant les grilles de l'usine Marcel Dassault d'Argenteuil (Val-d'Oise), le vendredi 2 septembre.

● M. Didier Barion, président du parti radical, a notamment déclaré : « La folle meurtrière des Soviétiques s'exerce de sang-froid contre un avion de transport civil consacre une nouvelle fois la nature criminelle des actes du gouvernement de Moscou. Partout dans le monde, le communisme est synonyme de contraintes, de peur, de malheurs. La tragédie illusion de ceux qui persistent dans des compromis avec les régimes communistes se trouve une nouvelle fois cruellement démentie. Malgré un embarras visible, l'alignement des communistes français sur Moscou s'illustre une nouvelle fois dans cette tragédie et rend leur participation au gouvernement plus que jamais dangereuse pour la collectivité nationale. »

TRANSIT INTERNATIONAL

AUTOMOBILES - BAGAGES

U.S.A. - CANADA - ALGERIE
TUNISIE - MAROC - AFRIQUE
DOM-TOM - MOYEN ORIENT etc...

TOUTES DESTINATIONS

CARSHIP SARL • (1) 500-03-04

20, rue Le Suar - 75116 Paris

VOUS CHERCHEZ UN PIANO ?

LOCATION DEPUIS 250 F/mois

(région parisienne)

VENTE DEPUIS 298 F/mois

(sans apport ni caution)

Livr. gratuite dans toute la France

26 MARQUES REPRÉSENTÉES

Garantie jusqu'à dix ans

Ouv. du lundi au samedi 9 h 19 h

DAUDEL

75 BIS, AV. DE WAGRAM, 17-

227-88-64/763-34-17

حکومت الاموال

Le Monde

politique

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS SÉNATORIALES

Une opposition gênée par ses notables face à une gauche modeste

Le 25 septembre, quelque quarante-six mille grands électeurs (députés, conseillers généraux et délégués de conseils municipaux) seront appelés à voter pour le renouvellement d'un tiers des sièges du Sénat (le Monde du 31 août). Avec la création de treize sièges supplémentaires dans la série B concernée par cette élection, cent deux sénateurs feront, à l'automne, leur entrée à la Haute Assemblée ou

seront reconduits pour neuf ans. De telles élections, au deuxième degré, qui font appel à un collège électoral restreint, ne supposent pas la mobilisation des appareils partisans, l'engagement de campagnes nationales. Pas plus qu'elles ne soulèvent la passion de l'opinion publique.

Pourtant, les affrontements locaux ne manquent pas d'intérêt, même si l'on peut

considérer que le mode d'élection et le poids toujours grand des notables engendreront une certaine stabilité. Les candidatures de quelques députés, d'un ministre, M. Quilliot, et d'un secrétaire d'Etat, M. Auzan, dans la mesure où elles entraînent, en cas de succès, des élections législatives partielles et un léger remaniement ministériel, auront des retombées intéressantes.

n'aurait pas tenu compte des vœux, voire des premières décisions, du bureau politique de l'U.D.F.

Dans le Nord, où l'U.D.F. comptait sur les deuxième, quatrième et sixième places sur la liste conduite par MM. Carous (R.P.R., sénateur sortant), Diligent (C.D.S., maire de Roubaix) et Maurice Schumann (R.P.R., sénateur sortant). Le P.R. reproche à M. Diligent d'avoir laissé la sixième place à M. Prouvovoyeur (C.N.I.P.), maire de Dunkerque.

Le P.R. revendiquait cette place pour M. Durieux (P.R.), ancien député et conseiller général. Dans la Moselle, le P.R., qui espérait la troisième place sur la liste conduite par M. Jean-Marie Rausch (sénateur sortant, maire C.D.S. de Metz), se retrouve en cinquième place. Dans le Pas-de-Calais, M. Léonce Despres (P.R., maire du Touquet) se bat comme un beau diable pour obtenir la troisième place sur la liste menée par M. Poudonson, sénateur (U.C.D.P.) sortant, et cette place a été attribuée à M. Henri Elby (rad.).

M. Despres a reçu le soutien de M. François Léotard, secrétaire général du P.R. Il pourrait tenter de faire cavalier seul. Cette tension entre le parti républicain et le Centre des démocrates sociaux pourrait laisser quelques traces. S'il n'espère pas obtenir gain de cause, le P.R. entend cependant manifester sa « mauvaise humeur » lors du prochain bureau politique de l'U.D.F.

On ne peut accepter de se soumettre à un mécanisme qui n'est pas respecté localement par tous », remarque M. François Léotard.

« Discipline républicaine »

au second tour

M. Pierre Méhaignerie, président du C.D.S., pense pour sa part que le P.R. ne tient pas assez compte de la spécificité de ces élections sénatoriales, qu'il ne laisse pas assez s'exprimer les forces locales. Il souligne qu'il faut savoir tenir compte pour la composition des listes des modérés qui n'appartiennent à aucun parti politique et respecter un équilibre sociologique et géographique. Il reconnaît aussi qu'il est parfois difficile de faire vivre l'U.D.F. localement.

La gauche, de son côté, doit résoudre des conflits entre P.C. et

tats obtenus aux dernières élections locales. Elle insiste toutefois sur le rôle plus politique de la Haute Assemblée depuis que le pouvoir a changé de mains.

Le principal - voire l'unique - bénéficiaire de ce renforcement de la majorité sénatoriale (les départements de la série B votent plutôt à droite) sera le R.P.R. qui peut raisonnablement espérer, de l'avis même du président du groupe sénatorial, M. Charles Pasqua, sept ou huit sièges, peut-être même dix ou onze. Ces résultats ne feraient en fait que confirmer avec retard la progression du R.P.R. ces dernières années. Le groupe du Rassemblement pour la République devient ainsi le deuxième groupe du Sénat et rattrape les républicains indépendants l'un des trois postes très convoités de questeurs.

La « mauvaise humeur »

du P.R.

Le groupe U.C.D.P., qui, avec soixante-dix membres (dont neuf rattachés administrativement), est le plus important actuellement au Sénat, devrait, comme l'ensemble de l'intergroupe U.D.F. du Sénat, rester stable. Si l'union reste la règle dans l'opposition, elle subit, en raison du poids des personnalités locales, quelques entorses. C'est le cas notamment dans la Mayenne. Le R.P.R. soutient M. Henri de Gastines, député, et l'U.D.F. soutient le sénateur sortant, M. René Bailly (U.C.D.P.), président du conseil général, et M. Jean Arthuis, maire (C.D.S.) de Château-Gontier.

C'est le cas aussi dans les Pyrénées-Atlantiques, où l'U.D.F. a investi M. Jacques Moutet, sénateur (U.C.D.P.) sortant, et M. Boroka (C.D.S.) et a accordé son soutien à M. Greet (P.R.) tandis que le R.P.R. a investi M. Caralet, Dubouché et Eburard. Au sein de l'U.D.F., le P.R. et le C.D.S. semblent rencontrer des difficultés à s'entendre, notamment dans le Nord, le Pas-de-Calais, la Marne et la Moselle où demeure un contentieux sérieux, même si la liste U.D.F. est définitivement arrêtée. Dans ces départements le P.R. reproche au C.D.S. d'avoir privilégié les alliances avec le R.P.R. et de

Les dirigeants politiques reprennent la parole

(Suite de la première page.)

En septembre 1982, M. Chirac assimilait la gauche à la « régression sociale ». Aujourd'hui, tout en condamnant la politique économique du pouvoir, il admet qu'en matière sociale, elle a marqué « quelques points positifs ». M. Michel Fontana, de son côté, n'a pas encore précisé si son « mai 1982 » à l'envers est à l'ordre du jour de ses réflexions, ou 1983, comme il l'était en septembre 1982.

Quotidien à M. Valéry Giscard d'Estaing, il s'accorde quelques mois pour publier ses réflexions et ses propositions sur l'avenir de la France. C'est autant de gagné pour une gauche que l'on disait « en survie ».

Le ton de l'opposition - bien que M. Giscard d'Estaing n'ait jamais été particulièrement agressif - a changé, remarquent les socialistes qui parviennent à son propos de « nouveau langage ». « Les leaders de la droite semblent avoir soudain compris que leur combat s'inscrit dans la durée et que les échéances ne sont pas pour demain », écrit M. Claude Estier dans l'Unité, hebdomadaire du P.S.

De ce point de vue, la « saison » 1983-1984 est une saison charnière. Si les échéances ne sont pas pour

demain, elles sont pour l'année prochaine. Les élections européennes de juin 1984 auront valeur de test intérieur et, dès les résultats enregistrés, les états-majors politiques se lanceront activement dans la préparation des élections législatives de 1986.

L'échéance de 1986 balise le parcours de la gauche. Son approche rend plus probable le respect des délais constitutionnels. Cela contribue ainsi à banaliser la présence de la gauche au pouvoir dans la mesure où les esprits les plus revanchards de l'opposition sont aujourd'hui contraints d'admettre qu'elle sera soumise, comme tout le monde, aux rythmes habituels du jugement populaire.

JEAN-YVES LHOMEAU.

Etudes en SUISSE

littéraires, scientifiques et commerciales
Baccalauréat (séries A, B, C, D)
Baccalauréats suisses. Admission
dès 10 ans. Internat et externat.
Ambiance calme et studieuse.
Excellents résultats.

école
lémania
lausanne

3, ch. de Préville, Tél. 19-41/21 20 15 01, Téléc 26600

(Publicité)
29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-1056-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1072-1073-1074-1075-1076-1077-1078-1079-1080-1081-1082-1083-1084-1085-1086-1087-1088-1089-1090-1091-1092-1093-1094-1095-1096-1097-1098-1099-1100-1101-1102-1103-1104-1105-1106-1107-1108-1109-1110-1111-1112-1113-1114-1115-1116-1117-1118-1119-1120-1121-1122-1123-1124-1125-1126-1127-1128-1129-1130-1131-1132-1133-1134-1135-1136-1137-1138-1139-1140-1141-1142-1143-1144-1145-1146-1147-1148-1149-1150-1151-1152-1153-1154-1155-1156-1157-1158-1159-1160-1161-1162-1163-1164-1165-1166-1167-1168-1169-1170-1171-1172-1173-1174-1175-1176-1177-1178-1179-1180-1181-1182-1183-1184-1185-1186-1187-1188-1189-1190-1191-1192-1193-1194-1195-1196-1197-1198-1199-1200-1201-1202-1203-1204-1205-1206-1207-1208-1209-1210-1211-1212-1213-1214-1215-1216-1217-1218-1219-1220-1221-1222-1223-1224-1225-1226-1227-1228-1229-1230-1231-1232-1233-1234-1235-1236-1237-1238-1239-1240-1241-1242-1243-1244-1245-1246-1247-1248-1249-1250-1251-1252-1253-1254-1255-1256-1257-1258-1259-1260-1261-1262-1263-1264-1265-1266-1267-1268-1269-1270-1271-1272-1273-1274-1275-1276-1277-1278-1279-1280-1281-1282-1283-1284-1285-1286-1287-1288-1289-1290-1291-1292-1293-1294-1295-1296-1297-1298-1299-1300-1301-1302-1303-1304-1305-1306-1307-1308-1309-1310-1311-1312-1313-1314-1315-1316-1317-1318-1319-1320-1321-1322-1323-1324-1325-1326-1327-1328-1329-1330-1331-1332-1333-1334-1335-1336-1337-1338-1339-1340-1341-1342-1343-1344-1345-1346-1347-1348-1349-1350-1351-1352-1353-1354-1355-1356-1357-1358-1359-1360-1361-1362-1363-1364-1365-1366-1367-1368-1369-1370-1371-1372-1373-1374-1375-1376-1377-1378-1379-1380-1381-1382-1383-1384-1385-1386-1387-1388-1389-1390-1391-1392-1393-1394-1395-1396-1397-1398-1399-1400-1401-1402-1403-1404-1405-1406-1407-1408-1409-1410-1411-1412-1413-1414-1415-1416-1417-1418-1419-1420-1421-1422-1423-1424-1425-1426-1427-1428-1429-1430-1431-1432-1433-1434-1435-1436-1437-1438-1439-1440-1441-1442-1443-1444-1445-1446-1447-1448-1449-1450-1451-1452-1453-1454-1455-1456-1457-1458-1459-1460-1461-1462-1463-1464-1465-1466-1467-1468-1469-1470-1471-1472-1473-1474-1475-1476-1477-1478-1479-1480-1481-1482-1483-1484-1485-1486-1487-1488-1489-1490-1491-1492-1493-1494-1495-1496-1497-1498-1499-1500-1501-1502-1503-1504-1505-1506-1507-1508-1509-1510-1511-1512-1513-1514-1515-1516-1517-1518-1519-1520-1521-1522-1523-1524-1525-1526-1527-1528-1529-1530-1531-1532-1533-1534-1535-1536-1537-1538-1539-1540-1541-1542-1543-1544-1545-1546-1547-1548-1549-1550-1551-1552-1553-1554-1555-1556-1557-1558-1559-1560-1561-1562-1563-1564-1565-1566-1567-1568-1569-1570-1571-1572-1573-1574-1575-1576-1577-1578-1579-1580-1581-1582-1583-1584-1585-1586-1587-1588-1589-1590-1591-1592-1593-1594-1595-1596-1597-1598-1599-1600-1601-1602-1603-1604-1605-1606-1607-1608-1609-1610-1611-1612-1613-1614-1615-1616-1617-1618-1619-1620-1621-1622-1623-1624-1625-1626-1627-1628-1629-1630-1631-1632-1633-1634-1635-1636-1637-1638-1639-1640-1641-1642-1643-1644-1645-1646-1647-1648-1649-1650-1651-1652-1653-1654-1655-1656-1657-1658-1659-1660-1661-1662-1663-1664-1665-1666-1667-1668-1669-1670-1671-1672-1673-1674-1675-1676-1677-1678-1679-1680-1681-1682-1683-1684-1685-1686-1687-1688-1689-1690-1691-1692-1693-1694-1695-1696-1697-1698-1699-1700-1701-1702-1703-1704-1705-1706-1707-1708-1709-1710-1711-1712-1713-1714-1715-1716-1717-1718-1719-1720-1721-1722-1723-1724-1725-1726-1727-1728-1729-1730-1731-1732-1733-1734-1735-1736-1737-1738-1739-1740-1741-1742-1743-1744-1745-1746-1747-1748-1749-1750-1751-1752-1753-1754-1755-1756-1757-1758-1759-1760-1761-1762-1763-1764-1765-1766-1767-1768-1769-1770-1771-1772-1773-1774-1775-1776-1777-1778-1779-1780-1781-1782-1783-1784-1785-1786-1787-1788-1789-1790-1791-1792-1793-1794-1795-1796-1797-1798-1799-1800-1801-1802-1803-1804-1805-1806-1807-1808-1809-1810-1811-1812-1813-1814-1815-1816-1817-1818-1819-1820-1821-1822-1823-1824-1825-1826-1827-1828-1829-1830-1831-1832-1833-1834-1835-1836-1837-1838-1839-1840-1841-1842-1843-1844-1845-1846-1847-1848-1849-1850-1851-1852-1853-1854-1855-1856-1857-1858-1859-1860-1861-1862-1863-1864-1865-1866-1867-1868-1869-1870-1871-1872-1873-1874-1875-1876-1877-1878-1879-1880-1881-1882-1883-1884-1885-1886-1887-1888-1889-1890-1891-1892-1893-1894-1895-1896-1897-1898-1899-1900-1901-1902-1903-1904-1905-1906-1907-1908-1909-1910-1911-1912-1913-1914-1915-1916-1917-1918-1919-1920-1921-1922-1923-1924-1925-1926-1927-1928-1929-1930-1931-1932-1933-1934-1935-1936-1937-1938-1939-1940-1941-1942-1943-1944-1945-1946-1947-1948-1949-1950-1951-1952-1953-1954-1955-1956-1957-1958-1959-1960-1961-1962-1963-1964-1965-1966-1967-1968-1969-1970-1971-1972-1973-1974-1975-1976-1977-1978-1979-1980-1981-1982-1983-1984-1985-1986-1987-1988-1989-1990-1991-1992-1993-1994-1995-1996-1997-1998-1999-2000-2001-2002-2003-2004-2005-2006-2007-2008-2009-2010-2011-2012-2013-2014-2015-2016-2017-2018-2019-2020-2021-2022-2023-2024-2025-2026-2027-2028-2029-2030-2031-2032-2033-2034-2035-2036-2037-2038-2039-2040-2041-2042-2043-2044-2045-2046-2047-2048-2049-20

Le Monde

LOISIRS ET TOURISME

Rendez-vous d'été

A TOUT VENT

Le retour de la montgolfière

Le bocage sarthois défile sous nos yeux à une lenteur que notre siècle a oubliée. Parcourir le pays en ballon, dans les chaumes, ou encore de jouer à saute-mouton avec les haies et les taillis. A d'autres moments, c'est au contraire vers l'éther déjà roissant de cette claire soirée d'été que nous nous hissons, découvrant, tapie au fond de son val, et déjà gagnée par l'ombre, la paisible bourgade de La Ferté-Bernard. Sur notre droite, le soleil décline insensiblement, jetant des reflets d'or sur les collines. Devant nous, les tours d'un manoir émergent peu à peu d'une clairière. Sous nos pieds, les vaches affolées cherchent un couvert. Les automobilistes ébahis s'arrêtent en pleine route pour mieux savourer le spectacle d'un autre âge que nous leur offrons. Dans les cours des fermes, les chiens aboient. Et la montgolfière passe...

Aux commandes — ici le manche à balai se réduit à un robinet de propane — Philippe Galland pilote d'une main sûre. Le pachyderme de toile, haut comme une maison de huit étages, lui obéit au doigt et à l'œil. Trois à quatre fois par minute, il décoche une longue giclée de propane qui s'enflamme en rugissant au-dessus de nos têtes et réchauffe les 1 600 mètres cubes d'air emprisonnés dans l'énorme nef de nylon grâce à laquelle nous tisons l'air.

Par petites touches, il ajuste la trajectoire de l'aérostat avec une précision étonnante.

Philippe Galland est un vieux roulier de l'air chaud, l'un des cinq pilotes qui défendent en ce moment même les couleurs de la France aux sixièmes championnats du monde de montgolfières, à Nantes. Depuis six ans qu'il survole presque quotidiennement la région, il en connaît les moindres bosquets, les layons les mieux cachés, les chemins les plus oubliés. Habitué à voir passer au-dessus de leurs têtes son ballon bleu-blanc-rouge, les gens du sol l'interpellent : « Bonsoir M. Galland ; où allez-vous aujourd'hui ? » « Certainement à Cormes », répond-il, comme si tout cela allait de soi.

En fait, nous allons d'abord où Eole le souhaite. Sur un ballon « libre », le gouvernail c'est le vent. Étrange image de la liberté... A vrai dire, l'aéronaute parvient quand même à maîtriser la troisième dimension, à se guider en azimut. L'aéroglobe a des lois, les courants aériens obéissent à des règles. On sait que le sens du vent varie en altitude dans le sens des aiguilles d'une montre : si, au sol, il vient du nord, un peu plus haut il soufflera du nord-est, et ainsi de suite. Un certain Coriolis en a établi le principe, il y a un siècle et demi. On peut donc choisir son niveau de vol en fonction

de la route qu'on veut suivre. Dans certains championnats, il existe des épreuves de vol en circuit fermé, et l'on voit des virtuoses revenir se poser sur la remorque qu'ils ont quittée deux ou trois heures plus tôt !

1 kilo de propane toutes les deux minutes

En contrepartie, la recherche d'une altitude favorable pénalise l'autonomie, car elle oblige à chauffer beaucoup, et elle consomme donc une importante quantité de gaz, denrée précieuse pour le ballon à air chaud. En régime normal, ce dernier consomme 1 kilo de propane toutes les deux minutes. Or la charge utile de l'engin est étroitement limitée par le volume de l'enveloppe : il faut 1 mètre cube d'air chaud pour élever un poids de 400 grammes. La masse du pilote étant incompressible, tout comme celle de la nacelle d'osier (pour les

records, on lui préfère toutefois la fibre de verre), le nombre de bouteilles de gaz à emporter ne peut, sur un ballon moyen, dépasser quatre ou cinq. Même piloté avec beaucoup de finesse, un ballon à air chaud ne tient donc l'air, au maximum, que trois à quatre heures. À la différence du ballon à gaz, gonflé à l'hélium, qui n'a besoin d'aucun combustible et qui peut voler aussi longtemps qu'il n'a pas épuisé son gaz et son lest au fil des manœuvres, c'est-à-dire parfois des jours et des jours. Ce qui explique que les grands raids — traversée de l'Atlantique, du Pacifique... — aient été réalisés avec des ballons à gaz. Pourtant, le seul ballon qui ait jamais fait le tour du monde — mais il était inhabité — était un ballon à air chaud, d'un type très particulier, il est vrai : construit par le Centre national d'études spatiales, il était chauffé par les rayons infrarouges du soleil qui captait son enveloppe.

VACANCES-VOYAGES

MOLINES (Alpes du Sud), 1750 m - 2450 m. Station village au cœur du parc naturel du Queyras. Un lieu privilégié (300 jours de soleil par an). Promenades sans limites dans un pays qui a su préserver sites et traditions. Tous types d'accueil. Avant vos prochaines vacances d'été, demandez une documentation au Bureau du Tourisme. 05390 Moline en Queyras. Tél. : (16 92) 45.83.22.

VACANCES EN SEPTEMBRE dans le PARC NATIONAL du MERCANTOUR sous le SOLEIL de la CÔTE D'AZUR. Dénommée la « SUISSE NICOISE », la région de St-MARTIN-VESUBIE vous OFFRE calme, fraîcheur dans la MONTAGNE à 60 km de NICE. alt. 1.000 m. Nombreux HOTELS, CHALET, STUDIOS et APPARTEMENTS meublés. RÉDUCTION de 30 à 40 % en SEPTEMBRE et hors vacances scol. SKI ALPIN et de FOND, promades, excursions, tennis, piscine chauffée. Ecr. S.I. St-MARTIN-VESUBIE, 06450. Tél. (93) 03-21-28.

LAC LÉMAN - MORGES
Hôtel du Mont-Blanc au Lac
Situation tranquille directement au bord du lac.
Restaurant français - Snack - Bar - Des 30,00 F.S. avec petit déjeuner.
Arrangements forfaitaires avantageux.
Tél. : 1941/21/71 - 27/07 - Téléc 26 572.

VENISE
HOTEL LA FENICE
ET DES ARTISTES
(près du Théâtre la Fenice)
5 minutes à pied de la place St-Marc
Atmosphère intime, tout confort.
Prix modérés
Réservation : 41-33-333 VENISE
Téléc : 411150 FENICE I
Directeur : Dante Apollonio.

HÔTELS

Côte d'Azur
HOTEL BEAU SEJOUR ***
Rue des Fauvettes, 06404 CANNES-CEDEX
Tél. : (93) 39.63.00 - Téléc 470975
Prix spéciaux selon durée du séjour
Proche centre ville, plages et Supermarché.
06502 MENTON. B.P. 142 Hôtel Carlton NN bd mer, très chambres, vue mer, bains, douches, w.c., demi-pension. Téléphone : (93) 57-74-40.

Provence
ROUSSILLON - 84220 GORDES
Découvrez le petit hôtel de charme du Luberon. Haut confort, calme, cuisine de femme et de marché. Week-end ou séjour. Piscine dans l'hôtel. Tennis, équitation à proximité.

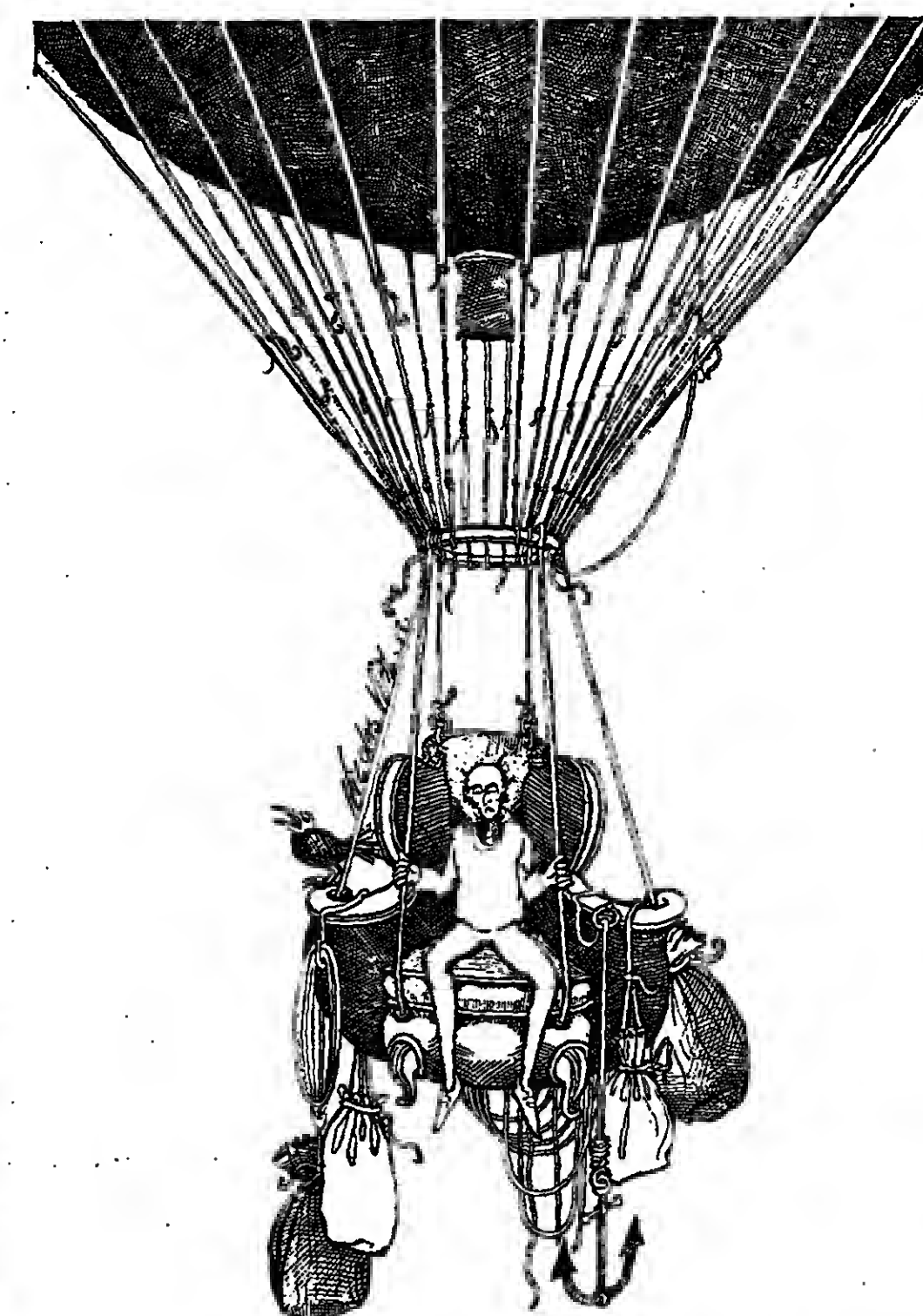
MAS DE GARRIGON***
Roussillon 84220 Gordes.
Tél. : (90) 75-63-22.
Accueil : Christiane RECH.

HOTEL CHATEAU DES ALPILLES
Ancienne route du grès 13210
Saint-Rémy-de-Provence (90) 92-03-33
Téléc : Alpilles 43 1487 F
Vieille demeure au milieu d'un parc ombragé aux arbres séculaires. Tout confort. Télév. Assens. Tennis. Piscine. Séminaires au printemps et en automne. Bungalows luxueux possibles. Long séjour.

Montagne
05490 ST-VERAN (Hautes-Alpes)
LE VILLARD - Tél. : (92) 45-92-08
Chambres et duplex avec cuisinière. 2 à 6 pers. Tarif hiver spécial septembre.

Voyages d'affaires
MARSEILLE-LYON
Hôtels neufs, ultra-modernes, insonorisés, situés au cœur des quartiers d'affaires, proches d'une station de métro :
HOTEL CASTELLANE, 31, rue du Rouet 13006 Marseille, Tél. (91) 79-27-54
Métro Castellane
HOTEL DE CRÉQUIL, 158, rue de Créqui 69003 Lyon, Tél. (7) 860-20-47
Métro Place Guichard

Italie
VENISE
HOTEL LA FENICE
ET DES ARTISTES
(près du Théâtre la Fenice)
5 minutes à pied de la place St-Marc
Atmosphère intime, tout confort.
Prix modérés
Réservation : 41-33-333 VENISE
Téléc : 411150 FENICE I
Directeur : Dante Apollonio.



Dessin de NICOLAS VIAL

marquis d'Arlande. Jules Verne lui-même avait préféré le ballon à hydrogène à l'appareil gonflé à l'air chaud pour assurer la fuite de ses héros vers l'île mystérieuse et pour permettre au docteur Samuel Ferguson de traverser l'Afrique en cinq semaines...

Ce sont pourtant les militaires et les scientifiques, gens réputés sérieux, qui l'ont sorti de sa désuétude. Au milieu des années 60, l'armée américaine demandait à la NASA d'étudier un moyen de récupérer en plein vol les pilotes contraints d'abandonner leur avion au-dessus du Vietnam. L'agence mit au point un dérivé du projet de parachute quasi sphérique, à l'intérieur chauffé au gaz, pour ralentir la chute de l'aviateur en perdition, lequel devait ensuite finir sa course dans un filet traîné par un avion cargo. Ce moyen de sauvetage ne vit jamais le jour. Mais, avec son parachute à air chaud, la NASA avait bel et bien réinventé la montgolfière.

Au centimètre près

Quelques curieux s'emparèrent alors de l'idée en l'adaptant au vingtième siècle : le nylon traité enduit de polyuréthane ultra-léger (40 grammes au mètre carré) formait des enveloppes bien plus résistantes que l'antique taffetas bouillonné ; le propane se comportait comme un combustible plus inoffensif que la paille de jadis, et plus maniable que les vieilles godasses et les charognes d'animaux que brûlaient les frères Montgolfier pour profiter de leur pouvoir calorifique (1).

En pleine fièvre de retour aux sources qui leur faisait découvrir en même temps le vol libre, les Américains se prirent au jeu du ballon à air chaud avant de contaminer la planète. Un peu partout, des artisans s'initiaient à la fabrication des machines. Un maître-voilier stéphanois, M. Maurice Chaze, est ainsi passé avec bonheur du spi au ballon. Mais c'est un Britannique, Donald Cameron, qui s'est taillé la part du lion sur le marché : ses ateliers sortent une montgolfière par jour.

Voilà non plus à un hypothétique usage utilitaire mais à la satisfaction esthétique d'amateurs de grands espaces, le ballon à air chaud révèle vite dans ce rôle des qualités qui lui permettent de supplanter le ballon à gaz.

JAMES SARAZIN.

(Lire la suite page 8.)

(1) *La Conquête de l'espace : deux cents ans d'histoire*, ouvrage de Marie-Hélène Reynaud, Patrick Facon et Philippe de La Cotardière, publié récemment par Larousse-R.T.L.-Édition (158 pages, 99 francs) à l'occasion du bicentenaire du premier vol humain, relate remarquablement les premières expériences de Joseph et Étienne de Montgolfier et la rivalité qui les opposa au physicien parisien Jacques-Alexandre Charles, qui, au même moment, mettait au point un ballon gonflé non pas à l'air chaud, mais au gaz.

RÉSIDENCES

Campagne - Mer - Montagne

LE CANNET (Alpes-Marit.)
2 pers. env. réf. à seul, 48 m² + balcon plein sud. Parking + cave. 300 000 F. Tél. (93) 88-82-42

A Cassis, belle villa provençale, 210 m², 500 m de la Méditerranée, sur terrain en hauteur, 1.100 m² arboré. Px 1.690.000 F.

A Gordes, face au Lubéron, maison pierres, 120 m². Séjour, 3 chbres, 2 s.d.b. + garage, sur 14.000 m². Parfait état. Px 950.000 F. Frais réduits.

Gordes Immobilier
84220 Gordes (90) 73-00-70

Mis de Vaucluse, Mazet restauré, sur 2,5 ha, très belle vue, bel env. Petit séj., cuis., 2 ch. Pour amoureux du calme. Px 275.000 F.

A Gordes, maison pierres 120 m², séj., 3 ch., 2 s.d.b. + gar. s/14.000 m². Parf. état. Px 950.000 F. fr. réduits.

Gordes Immobilier
84220 Gordes (90) 73-00-70

JUAN-LES-PINS
100 m de la mer
très belle villa, 4 grandes pièces
grande cuisine, grandes salles de bains.
Garage 2 voitures, 250 m² de jardin
+ petit 2 pièces tout confort.
1 600 000 F Tél. : (93) 88-82-42

Vends Villa standing 210 m²

Grande terrasse sur mer - Plage 200 mètres située Moulins Guadeloupe - 3 chambres - 1 salle de bains - 2 w.c. - 2 dressing-rooms - Chambre principale climatisée - Téléphone - Cuisine bien aménagée - Garage au sous-sol - Buanderie - Cave - Débarras - Jardin tout autour bien entretenu

Prix : 1 250 000,00 Meubles appropriés : 100 000,00
S'adresser : M. Henry, appart n° 2 Résid. les Manguiers.
97110 Abymes Dugazon. Téléphone : (16) 890-84-53-42

MAISON DE MAÎTRE
BONNY-SUR-LOIRE (Loiret)
Sur un étage + grenier.
Surface = + 800 m². Très bon état.
Toiture et crépi refaits 2 ans.
22 ha de terrain dont 11 ha de bois clos d'un seul tenant.
PRIX SOUHAITÉ : 1 900 000 F.
Tél. : (93) 88-82-42.

مسكن في الجزائر

CARNETS DE ROUTE

Le Périgord des fantômes

PORTÉ au pinacle des guides pour ses grottes, ses châteaux et sa gastronomie, le Périgord est victime d'une injustice. Les guides s'attachent à Périgueux, la « capitale », Sarlat, la ville du Festival du théâtre, le Périgord noir, terre de Jacques le Croquant, enfin le Bergeracois du Monbazillac. Et puis plus rien.

Pourtant se blottit au sud du département de la Dordogne le Pays aux Bois, la terre des bastides, zone de contact où le Périgord noir vient doucement mourir sur les franges du Quercy. Là, on vous dira qu'on est en pays bâtarde. Celui de deux terroirs qui se côtoient sans se distinguer vraiment l'un de l'autre. Les Périgourdins ont une expression pour signifier cette absence d'identité. Le Pays aux Bois c'est « méta chi, méta porc » (moitié chiezo, moitié cochon).

C'est le Périgord méridional. La Dordogne des gabariers ondule au nord le long de ses méandres où rouloient les derniers rapides. Les urbanisations demeurent d'une grande discrétion, enfermées dans des murs, pour les gros bourgs ; blotties dans des clairières, pour les villages.

L'architecture trace des rues monacordes, rectilignes en dessinant des bastides toutes pareilles. Seule la pierre ocre du pays jette des éclairs dorés quand l'heure mauve descend, le soir, sur la rivière. La ligne est ainsi, place forte posée face au rocher de saint Front, l'apôtre du Périgord qui vint affronter et terrasser le Couloire, monstre mi-serpent, mi-dragon, engoulant dans un tourbillon des eaux.

Le paysage est rompu de collines pentues plantées de forêts de chênes et de châtaigniers. De hauts murs barrent les horizons. La Dordogne de trait d'union devient une frontière entre le royaume de France et les possessions du souverain d'Angleterre. Villambard, Lalinde, Moirans, Beaumont, Monpazier, Domme, forteresses bâties sur les plateaux, édifiées à l'orée de la forêt de la Bessède, sont des villes géométriques organisées autour d'une place centrale à cornières et d'une église fortifiée. Elles étaient gardées des troupes, des chemins et des marchands.

Monpazier est la plus belle de ces villes, bastides. En plein XIII^e siècle, le bandit Buffaro, chef des Cro-

quats révoltés, un Robin des Bois des rives du Dropt, fut décapité sur la place face à un séchoir impavide et distrait. Le fier larron a laissé une bien belle complainte que les troubadours contemporains chantent les soirs d'août à la lumière des réverbères sous les cornières restaurées.

Monpazier n'est qu'à quelques lieues de Biron, la baronnie qui commande le sud du Périgord. Un véritable pouding architectural où se côtoient cinq siècles de constructions.

L'abbaye de Cadouin

Un cloître en bois de chêne découpe ses arcatures noires sur les horizons quercynois. Depuis six siècles, les piliers de bois ont bravé les ans et le temps. Personne, ici, ne sait par quel miracle. Pas plus que l'histoire de cette silhouette blanche portant sa tête sous son bras gauche, dont on dit qu'elle glisse sur le chemin de ronde chaque année le 30 juillet à minuit. C'est le fantôme de Charles de Gontaud Biron, qui complota contre Henri IV et qui fut décapité en 1602 dans la cour de la Bastille.

En Pays aux Bois, il faut s'engager dans la lacs de chemins vicinaux, pénétrer la forêt de la Bessède, déboucher dans une clairière coulant entre les chênes rabougris comme une lagune paresseuse et entrer dans Cadouin. Il y a longtemps que cette fondation cistercienne n'a plus ni porte ni rempart. Tout au plus un panneau de lieu-dit. Cadouin n'est même plus une commune depuis qu'une fusion avec la grosse bourgade de la vallée, Le Buisson, lui a ôté toute autonomie. Mais qu'importe.

A Cadouin, on revient à l'origine des peuplements en Pays aux Bois. C'est en 1115 qu'un ermite, Gérard de Sales, vint fonder une abbaye dans ce lieu retiré du monde, où la futaie le disputait à la garenne, aux couderettes et aux « jarrissades ».

L'abbaye de Cadouin subjugue par la finesse de ses formes, la sobriété de la décoration intérieure, les remplacements flamboyants du cloître et la lumière, enfin, qui joue sur l'ocre des pierres calcaires. De là partent de multiples colonies de moines installant des granges dans tout le Pays aux Bois, entre la Dordogne et le Dropt. Pourtant, Cadouin vit tou-

jours en contant l'histoire la plus étonnante d'un lieu de culte en Périgord. En 1117, en effet, un tissu sacré, supposé être le suaire du Christ, fut déposé dans l'abbatiale. Des siècles durant, des milliers de pèlerins vinrent vénérer le liège saiot. Jusqu'au jour où la science s'en mêla. En 1934, des experts conclurent au faux. Le supposé suaire n'était qu'une étoffe du dixième siècle.

Aujourd'hui, l'abbaye oubliée exhale toujours un sentiment de puissante spiritualité, de grand œuvre achevé, et les rares habitants, nés ici, témoins des pèlerinages de jadis, espèrent encore un miracle. Pour eux, le suaire était vrai. Seulement, la science a toujours été perdue au Périgord comme la pierre pousée par le diable. Les portes du cloître sont fermées. On écoute le silence comme le ballet imaginaire des blancs capucins dans de loquaces processions chantant des hymnes inaudibles.

Le Pays aux Bois distille ainsi ses humbles secrets. La forêt joue sur les tons des verts bruns des chênes et des verts transparents des châtaigniers. Dans la blanche alchimie des matins de juillet, les murs des bastides, à contre-jour, se dressent comme des sentinelles pétrifiées. Rien n'est plus prégnant que ces terres à l'écart des routes, où le bruit des eaux dans les rapides de la Dordogne, l'odeur des genévriers en fleur dans la lande et le cri des moineaux dans les murs écaillés des forteresses sont les seuls événements.

BERNARD STÉPHAN.

Le retour de la montgolfière

(Suite de la page 7.)

Il autorise, par exemple, une conduite plus précise, avantage notable en particulier à l'atterrissage, où un pilote chevronné peut choisir son « point de toucher » au centimètre près. Mais il est surtout plus facile à mettre en œuvre : deux personnes y suffisent, et le gonflement, à l'aide d'un groupe de ventilation, ne prend qu'une vingtaine de minutes, alors qu'il faut trois heures et deux à trois fois plus de monde pour préparer un ballon à bélium.

En revanche, outre sa plus faible autonomie, la montgolfière présente

sur le ballon à gaz un inconvénient important : elle fait du bruit. Chaque coup de baudouin pour maintenir l'intérieur de l'enveloppe aux alentours de 85 degrés déclenche un véritable tonnerre qu'on entend de très loin, et, donc, en tout cas du sol proche, où la mise en fuite des troupeaux d'appareil comme un moindre mal : dans les campagnes, certains prétendent que le bruit peut provoquer des crises cardiaques chez les porcs d'élevage et la mort de couvées d'oiseaux des bois.

Les humains, eux, semblent s'accommoder un peu mieux du ballon à air chaud. Il est vrai que le parc français ne compte actuellement que trois cent vingt aérostats. La compréhension des rivaux serait certainement moindre s'ils étaient des milliers.

Et arrivera-t-elle ? Les pratiquants, les premiers, les accablent pas. « Cette activité demeure confidentielle », elle ne se développe jamais comme le football », estime un responsable de la Fédération française d'aérostation, Gilles de Mareuil. A cela, quelques solides raisons. D'abord la sécurité. En dépit d'une apparente facilité, le pilotage d'un ballon ne s'improvise pas : il faut beaucoup de temps pour savoir chausser, sentir et prévenir l'inertie de l'engin, le décoller et le poser sans risques, se délier des lignes électriques, déjouer les pièges aérologiques invisibles comme les ascendances thermiques qui peuvent entraîner l'aérostat dans une spirale fatale ; beaucoup de temps aussi pour soumettre aux règles de la circulation aérienne — applicables à tout ce qui vole — un appareil d'une maniabilité aléatoire qui en fait souvent un mal-aimé des « aiguilleurs du ciel » ; beaucoup de temps, enfin, pour faire face sans trop d'émotion aux « pépins » que constituent les autorisations par grand vent ou les déchirures de l'enveloppe. Il faut savoir que, en 1982, sur huit mille pratiquants dans le monde, quinze — dont cinq très bons pilotes — ont trouvé la mort (aucun en France). Ce qui fait dire à M. de Mareuil : « Je suis pour une sévérité accrue des contrôles et du brevet. Il faut écartier les « ringards ». Si on avait bien la montgolfière en respectant les consignes de sécurité, il n'y a aucun danger. Sinon, un jour, on va au tapis... »

Le coût

L'autre raison majeure qui s'oppose à un développement anarchique de la montgolfière, c'est son coût. Un bon ballon coûte à l'achat de 70 000 à 100 000 francs (de 30 000 à 50 000 francs d'occasion). L'enveloppe, qui représente une bonne moitié du prix, doit être changée toutes les trois cent cinquante à cinq cents heures de vol, selon la manière dont elle a été chauffée. Les 80 décimètres carrés de la nacelle se vendent au prix de l'immobilier parisien (15 000 francs). Heureusement, le propane est bon marché : il faut compter 200 francs par sortie. Tout compris, un vol en club revient à 750 francs. Pour prétendre au brevet, on doit en compter douze, dont deux en solo, et, par la suite, le pilote consciencieux se doit de cultiver assez fréquemment sa passion, cha-

Arbres en péril

Enfin, depuis 1960, trois maladies graves détruisant les ormes, les hêtres et les platanes se sont fait remarquer par leur extension rapide.

Tous les Parisiens se souviennent de la destruction foodroyante des ormes de la place des Vosges par la graphiose, ou maladie hollandaise, causée par un champignon colonisant les vaisseaux conducteurs de la sève, *Graphium ulmi* (également dénommé *Ceratocystis ulmi* lorsqu'il se présente sous sa forme sexuée).

L'extraordinaire rapidité de la progression de la maladie, du Nord-Est vers le Sud-Ouest, est due au fait que l'agent infectieux peut être transmis par simple contact entre les racines des arbres, mais aussi par les morsures d'un insecte xylophage, le scolyte de l'orme, qui parasite spécifiquement cette essence, et dont les vols assurent la dissémination à longue distance du champignon d'un arbre malade vers les arbres sains.

Le dépérissement des hêtres a commencé en Sologne-Maritime. Il s'étend peu à peu vers le nord et l'ouest de l'Île-de-France. Sa maladie, dénommée *Chrysomya*, est causée par un insecte xylophage, le scolyte de l'orme, qui parasite spécifiquement cette essence, et dont les vols assurent la dissémination à longue distance du champignon d'un arbre malade vers les arbres sains.

Enfin, le platane, arbre non forestier mais important pour les alignements qui ornent nos villes, notam-

ment dans le midi de la France, est à son tour victime depuis une quinzaine d'années d'une maladie, le chancre doré, dont l'agent, *Ceratocystis fimbriata*, est voisin de celui qui cause le dépérissement de l'orme. La maladie, transmise par contact racinaire, mais aussi par les élagages, voire le contact de la sève d'arbres infectés, semble à l'heure actuelle cantonnée au sud de Lyon, après avoir ravagé les alignements de Marseille, Montpellier, Aix-en-Provence et de nombreuses autres villes.

Parasites

Devant l'importance des préjudices engendrés par de telles maladies, il est nécessaire de s'interroger sur leurs causes, qui s'avèrent multiples lorsqu'on pénètre dans le détail : parfois imparables, comme dans le cas de l'apparition par mutation d'une nouvelle souche agressive d'un parasite jusque-là relativement peu dangereux (ce qui semble être le cas de la graphiose de l'orme), elles sont beaucoup plus fréquemment le résultat plus ou moins direct d'actions humaines.

En effet, en créant, pour des facilités d'exploitation et des raisons de rentabilité, des peuplements monospécifiques et le plus souvent issus de boutures — dont le patrimoine génétique est donc la résistance aux maladies sont très homogènes, contrairement aux arbres issus de semences, — l'homme a créé des milieux extrêmement favorables au développement de parasites propres aux essences en cause.

De plus, les échanges constants de matériel végétal entre pays différents et même entre continents favorisent considérablement l'introduction de parasites nouveaux, dont la virulence peut s'avérer redoutable dans leur milieu d'introduction.

Contre des éphyties d'une telle ampleur, l'homme est désarmé pour agir à court terme (même quand un procédé de lutte chimique existe comme pour les ormes) tant les moyens à mettre en œuvre sont importants.

La lutte est donc avant tout préventive, comme vis-à-vis de *Ceratocystis* du chêne, dont on redoute depuis plusieurs années l'importation d'Amérique du Nord, ce qui a conduit à édicter des normes draconniennes sur les grumes et le bois de chêne en provenance des États-Unis, ainsi que sur leurs conditions de stockage.

Cependant, si la maladie est implantée malgré ces précautions, seule une stratégie à long terme est possible.

Toute la question est de savoir combien de temps les espèces ou variétés utilisées en remplacement resteront indemnes de parasites graves.

JAMES SARAZIN.

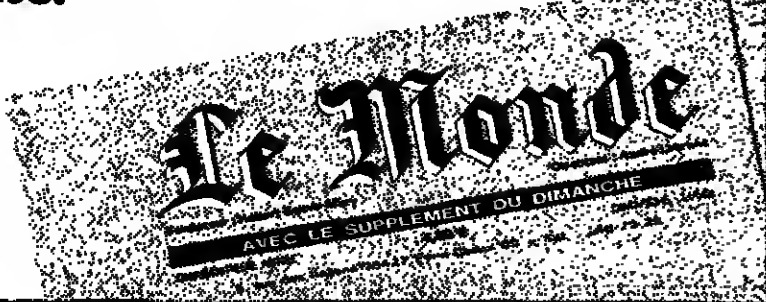
JEAN-MARIE DAVID.

SAMEDI DIMANCHE

- **DATES :**
La naissance des Etats-Unis
- **YÉMEN DU NORD :**
Le quat, ce fléau bien-aimé
- **MAURITANIE :**
La mauvaise exploitation de l'or gris
- **GRANDE-BRETAGNE :**
Un syndicat et son baron
- **DÉMOGRAPHIE :**
Un déclin ou une étape ?
- **ÉCONOMIE :**
La Chapelle-Darblay : un conflit exemplaire pour la C.G.T.
- **FRANCE :**
Les habits neufs de l'Elysée

Et, avec « le Monde Dimanche » de l'été, quatre pages de radio et de télévision

Chaque week-end une nouvelle lecture de l'actualité.



Partir

Week-end nature

— Golle de Morbihan. A découvrir dans cette grande baie aux multiples îlots la migration et l'hivernage des bernaches, des canards siffleurs, des harles huppés et fimoles. Le séjour s'achève par une visite dans l'estuaire de la Vilaine et dans les marais de Guérande. Du 29 au 31 octobre. Transport en car depuis Paris. Inscription : 800 F.

À Société nationale de protection de la nature, 57, rue Carles, 75005 Paris.

Le Monde DES PHILATÉLISTES

SEPTEMBRE 1983

L'HISTOIRE DE FRANCE RACONTÉE PAR LES TIMBRES ET LES OBLITÉRATIONS
LES PREMIERS PAQUEBOTS FRANÇAIS DE LA LIGNE DE NEW-YORK
HISTOIRE DES OBLITÉRATIONS ET DES TIMBRES T.A.A.F.

EN VENTE 10,50 F CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX ET AU MONDE

Le Monde
5, RUE DES ITALIENS 75009 PARIS

INDEX DES

Plaisirs de la table

La table et le pain

Le mois prochain doivent se tenir, à Paris, les États généraux de la boulangerie artisanale. J'ai eu, juste avant les vacances, l'honneur d'assister à une réunion de la commission « pain et gastronomie » préparant cette manifestation.

J'en ai retenu, pour l'intérêt du consommateur, le prochain étiquetage obligatoire, dans les boulangeries, des composantes d'un pain. Ainsi le client saura-t-il (combien s'en doutent aujourd'hui ?) que l'adjonction de farine de blé (2 % maximum) est légale, par exemple ! Celle aussi d'acide ascorbique. La farine de blé blanchit la pâte (cette maladie du pain blanc) mais dénature le goût.

Ne pourrait-on, de même, obliger les boulangers à indiquer s'ils utilisent les fours rotatifs qui donnent un pain « usiné » ? Passons. En ce qui concerne le pain au restaurant, il me semble que ces États généraux pourraient avoir grande utilité en incitant les restaurateurs à ne pas servir des pains médiocres. Ils me diront que le bon pain revient plus cher (ne s'en souvient-on ? l'un d'eux, comme on lui faisait remarquer que son pain

n'était plus de qualité, eut cette réponse : « Ah non ! l'œuf, « ils » en mangent trop ! »). La suppression du couvert, on ne le répètera jamais assez, fut une sottise. Elle a une incidence sur la qualité du pain au restaurant, entre autres. Mais il y a aussi l'esprit de la loi, la négligence, la difficulté aussi de trouver un bon artisan prêt à livrer son bon pain en quantité suffisante. Et pourquoi ne pas le dire ? - la sottise du client, trop souvent attaché à la baguette dite croustillante et qui, moulée, mal cuite, n'est plus croustillante du tout.

Où, il y a une gastronomie du pain. Elle incite quelques rares restaurateurs à faire eux-mêmes celui-ci (quelquefois raté, il n'en inspire pas moins meilleure confiance), tel Barrière à Tours, Pierre Laporte à Biarritz, Alain Senderens à Paris. Elle devrait conduire à une recherche de la qualité mais aussi de la diversité (ces merveilleuses auberges de Suisse où l'on vous apporte une dizaine de pains différents !). A la recherche, aussi, d'accords à la fois gustatifs et diététiques (le pain de mie, gras, avec du saumon fumé, est, entre autres, une erreur courante).

Cette matinée passée à écouter des experts (producteurs de blé, minotiers, boulangers) parlant de leur métier m'instruisit beaucoup. J'ai noté, par exemple, cette remarque judicieuse : « Si cela sent trop bon dans le four, ce sont des odeurs qui ne seront plus dans votre pain ! ». On entendait que l'on a importé, en 1982, 500 000 tonnes de blé canadien et américain !

Et puisqu'il fallait bien terminer cette matinée à table, j'ai mené Monique Richard (du laboratoire des céréales) goûter le pain biologique de Goareguet à l'Auberge de l'Argoat.

Car nous avions, aussi, parlé du bio-pain (que l'on trouve aujourd'hui partout, qui a du succès mais qui n'est pas toujours pain). L'Argoat, on le sait, le beurre est fermier, salé et frais sortant de la baratte, le vin lui-même est biologique, et les fromages ! Et le poisson

d'une fraîcheur convaincante. Les étonnantes terrines, le saint-pierre au vinaigre de mûres ou tel autre poisson au vinaigre de pêches (préparé par Goareguet), l'andouillette à la vapeur de cidre, la salade de coques à l'huile de pépins de courtille... Tout respire la fraîcheur. Selon votre porte-monnaie, vous pouvez contenter - et en serez content - du vin breton du Reiz (biologique, bien sûr), ou d'un crémant original. Ou enfin, pour la fête, de ce champagne rosé de Gosset dont Goareguet est un « fan » à juste titre.

Mais une simple compote de crêpes-marines sur une tranche de bio-pain grillé au beurre salé, c'est, déjà, un appel à l'appétit.

Cet hiver, je demanderai à Goareguet une soupe au pain...

LA REYNIERE.

* L'Auberge de l'Argoat, 27, avenue de la République, 51-55-57-59.

Armagnac aux « States »

Les vertigineux cours du dollar américain et la récente vignette inventée par M. Pierre Bérégovoy, voilà deux bonnes raisons qui peuvent inciter le négociant français en alcools et spiritueux à tenter une aventure commerciale outre-Atlantique. Encore lui faut-il, prudence oblige, disposer d'un produit original. D'une substance capable de surprendre et de séduire des nez et des papilles plus sensibles aux puissants alcools de grain qu'aux fines essences aromatisées des distilleries françaises. M. Michel Coste, qui cherche à commercialiser de volumineux stocks de vieux armagnacs, estime posséder de tels atouts.

Ce jeune et dynamique président de la Compagnie commerciale de Guyenne (1) entend faire de cet alcool le fer de lance international de sa politique d'exportation. Première cible donc, les États-Unis. Il ne fait en cela que reprendre le flambeau du marquis Eliot de Caussade, qui, en 1934, lors du voyage inaugural du paquebot Normandie, introduisit la première bouteille d'armagnac sur le sol américain.

Des débouchés français stagnants, bon en mal an, aux alentours de 50 000 hectolitres, un marché intérieur en régression, une image souffrante de l'ombre faite par ce trop grand cousin qu'est le cognac : on estime à la Compagnie commerciale de Guyenne que le passage à une taille adulte du marché de l'armagnac suppose que l'on se donne des perspectives internationales. La société bénéficie à cet égard d'un statut non négligeable, puisque, sous la marque Caussade présente depuis 1934, elle vend la moitié de l'armagnac échelée sur le sol américain, soit 60 000 bouteilles. « Un marché qui végète », estime néanmoins M. Coste, qui vise quatre fois plus, moyennant un investissement annuel de 250 000 dollars.

Vendue aux États-Unis entre 15 et 70 dollars, la bouteille d'armagnac se situe dans les prix des cognacs V.S.O.P. « Or, rappelle M. Coste, il y a depuis quelques années un véritable « boom » sur les ventes de cognac aux États-Unis, le marché étant passé de 6 millions à 24 millions de bouteilles. On espère donc que l'armagnac-brandy y parviendra à bien se situer dans ce sillage. Autres cibles, les pays d'Extrême-Orient : le Japon, déjà converti depuis plusieurs années au whisky, Hongkong, le Malaisie et Singapour.

Il restera alors pour cette société à revenir prêcher dans son pays, avec peut-être d'autres méthodes, une autre pédagogie. Pour l'heure, la Compagnie commerciale de Guyenne déclare ne vendre en France que 60 000 bouteilles, en majorité dans les grandes chaînes de distribution. Trop souvent coincé entre café et cigare, victime d'images fautes faites, l'armagnac mérite, comme souvent les trop vieux et trop bons produits, d'être redécouvert et réapprécié.

JEAN-YVES NAU.

Philatélie

N° 1807

FRANCE : Conseil de coopération domaniale.

L'émission du timbre du C.C.D., pour ses trente années d'existence, coïncidera avec l'inauguration du Musée des domaines, installé dans le décor historique de l'hôtel des domaines de Bordeaux. L'édifice représenté sur le timbre est l'œuvre de Jacques V. Garbier, architecte du Roi. Vente générale le 2 septembre (43°/83).



230 F., noir, bleu, vert, marron clair. Format 36 mm x 22 mm. Dessin et gravure de Jacques Jubert. Tirage : 100 000 000 d'exemplaires. Taille-douce, Périsse.

Mise en vente anticipée :
- Le 22 septembre, de 8 h à 18 h, par le bureau de poste temporaire ouvert à l'hôtel des domaines, place de la Bourse à Bordeaux (Gironde) - Oblitération - P.J.
- Le 22 septembre, de 8 h à 19 h, au bureau de Bordeaux R.P. - Boîte aux lettres spéciales pour « P.J. ».

Les couvertures de carnets « Philéfrance »

Lors de l'exposition internationale de « Philéfrance », l'an dernier, une machine de Périgord confectonna devant les visiteurs des carnets de timbres avec une couverture spéciale pour l'exposition. La couleur de cette couverture changea quotidiennement. Afin que nos fidèles lecteurs collectionneurs puissent distinguer les dates avec les couleurs, voici les renseignements :

11 juin : violet soie.
12 juin : violet bleu sangolite.
13 juin : bleu de France.
14 juin : bleu turquoise.
15 juin : vert soie.
16 juin : vert prairie.
17 juin : orange mandarine.
18 juin : rouge corail.
19 juin : brun curry.
20 juin : brun tabac.
21 juin : brun letchie.

● CAMEROUN : Série des oiseaux du Cameroun, trois valeurs, 25 F, 50 F, 100 F, édit. S.N. Cartor, d'après Alozo Belinga Sylvester.

Calendrier des manifestations avec bureaux temporaires

● 69000 Lyon (gare de Lyon Part-Dieu) les 24 et 25 sept. - Service Lyon-Paris en deux heures par T.G.V.
● 94290 Villeneuve-le-Roi (rue Paul-Vaillant-Couturier), les 24 et 25 sept. - 100^e anniversaire de la caisse des écoles.
● 93150 Wattrelos (centre socio-éducatif), les 24 et 25 sept. - Exposition philat. régionale de la jeunesse.
● 63160 Billom (ancienne église Saint-Loup), le 25 sept. - Exposition sur les Enfants de troupe.
● 75012 Paris (gare de Lyon), le 25 sept. - Mise en service de la totalité du T.G.V. Paris Sud-Est.

En bref...

● BARRADES : 200^e anniversaire du premier vol de l'homme, 20 c, 40 c, 55 c, 1 F. Les sujets sont : dirigeable de la marine U.S., Douglas DC-3, Victors Viscount et Lockheed Tristar, sous le signe du Montgolfier (1783-1983).

● HONGKONG : quatre timbres pour « Hongkong la nuit », 30 cents, 1, 1,30 et 3 F.

● KENYA : 30^e anniversaire du Conseil de coopération domaniale, 70 c, 2,50, 3,50 et 10 shillings.

● LESOTHO : 200^e anniversaire du premier vol de l'homme, rétrospective à travers les quatre valeurs de la série « Du ballon au supersonique », 7 s., Montgolfier ; 30 s., les frères Wright ; 60 s., premier vol d'un aéroplane ; 1 mètre, Concorde. Bloc-feuillet (dentié) avec les mêmes valeurs et au milieu un timbre de très grand format, 6 s., « Dornier 228 ».

● MALAWI : série d'oiseaux rapaces de la mer, cinq valeurs de 30 timbres imprimés en tenant, sujets divers.

● MAURICE (île) : Année mondiale de la communication, 25 c, téléphone ; 1,25 F, télégraphe ; 2 F, satellite ; 10 roupies, le premier ballon sur l'île (le 30 juin 1784).

● SRI-LANKA : Série « Vesak 1983 », dont les sujets sont chapautés par les noms de George Key, Murals, Gnanam Vihara et Colombo, 0,35 c, 0,50 c, 5 et 10 roupies. Année mondiale et 125^e anniversaire des Télécommunications, 2 et 10 roupies.

● VANUATU : « Zone économique », feuillet de six timbres, sujets divers, se tenant 6 x 25 w (poissons et géographie). Inscriptions marginales, format 100 x 90 mm.

ADALBERT VITALYOS.

Sur la route...

Merci aux lecteurs qui me signalent - ou me font savoir - de ces maisons hors grande où l'on ne trouve pas de guides.

A Saint-Bas (dans la Loire, entre Moulins et Roanne) deux eaux jaillissent depuis deux siècles sur pour le bonheur de nos réins et de notre véhicule, parait-il, le Grand Hôtel (tél. 64-30-81), dans le Vaucluse, le Source (tél. 75-21-58) est de haute cuisine et de bon accueil.

A Saint-Martin-de-Castillon (dans le Vaucluse), la Source (tél. 75-21-58) est de haute cuisine et de bon accueil.

Au Mont-sur-Oger, au cœur du vignoble champenois, le Mennil, où Claude Jallat vous mènera ses

créations aromatisées des grands crus du pays (tél. 50-95-57).

A Mantes-la-Jolie, un petit nouveau : la Galiote (1, rue du Fort, tél. 477-03-02). L'équipe de Météo est en train de s'imposer dans Mantes, qui, sur le plan gastronomique, n'était pas jolie.

A Chambéry, le restaurant la Vanille (44, rue Pierre Laffrey, tél. 69-02-79) a mérité une étoile au Guide Gourmand (rien au Michelin). Pour la cuisine de Philippe Lemaire. Pour mon goût, rien que sa soupe d'huîtres aux épaves et sa lotte au bord sur grates de choucroute valent le voyage.

L. R.

Rive gauche

PIZZA SANTA LUCIA
7, RUE DES CISEAUX
75006 PARIS
Tél. : 326-00-43

O BRASIL F/dim.
10, rue Guinégand 101 - 354-90-56
Disc. brésiliennes - Amb. musicale
DISCOTHÈQUE (après 22 heures pour les dames du lundi au jeudi, sans valises et jours de fête).
« Carnaval » de 22 h 30 à l'aube.

le bar à huîtres
le seul bar à Paris où vous pouvez déguster même une huître
Spécialités de poissons et de coquillages
TERRASSE OUVERTE
112, bd du Montparnasse - 14 - 320-71-01
Ouvert les jours où sont vendus 2 à 4 de coquillages
possibilité de parking

Rive droite

24 H/24. TOUJOURS OUVERTS QUAND LES AUTRES SONT FERMÉS.
AUX HALLES
AU PIED DE COCHON
35 rue de la Harpe - 35 rue de la Harpe
35 rue de la Harpe - 35 rue de la Harpe
35 rue de la Harpe - 35 rue de la Harpe

la MAISON D'ALSACE
35 rue de la Harpe - 35 rue de la Harpe
35 rue de la Harpe - 35 rue de la Harpe
35 rue de la Harpe - 35 rue de la Harpe

le grand café
35 rue de la Harpe - 35 rue de la Harpe
35 rue de la Harpe - 35 rue de la Harpe
35 rue de la Harpe - 35 rue de la Harpe

AMBASSADE D'AUVERGNE
Entre le Centre Beaumont et le Musée
Parking face Beaumont
Grande Cuisine Régionale et Traditionnelle
Vins de France, Grand Cru
22, rue de la Harpe - 75003 Paris
Tél. 272-31-22

GARNIER
Le Restaurant de mer
Déjeuner, Dîner, Souper
Banc d'huîtres
111, rue Saint-Lazare
75003 PARIS 357-50-40

LE RESTAURANT PRUNIER-MADELEINE
est ouvert
tous les jours tout l'été
(sauf conditionnel)
9, rue Dufour - 75001 PARIS
260-36-04

2 des plus belles brasseries 1900
OUVERTES APRÈS MINUIT
FLC
Fête gras frais 39,50 F.
Andouillette 39 F.
Choucroute spéciale 39,50 F.
Fruits de mer
et banc d'huîtres
2 cours des Petites Écuries, Paris 10e
Tél. 770-13-59

Julien
Soupons en fillette 35,50 F.
Huîtres chaudes
au champagne 43 F.
Cassoulet d'été 54,50 F.
Coquillages chauds
18, rue de la République, Paris 10e
Tél. 770-12-06
SERVICE TOUTS LES JOURS
JUSQU'À 2 H. DU MATIN

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

BAC-MONTELEMBERT TAN DINH, 60, rue de Valenciennes, 7. 544-64-64. Restaurant vietnamien. PRIX MARCO POLO 1979. 600 Grands Crus, dont 150 Pomerols. Service assuré jusqu'à 23 h 15. F/dimanche. BATIGNOLLES - ROME EL PICADOR, 80, bd des Batignolles 387-28-57. F. lundi, mardi. Jusqu'à 100 couverts. Paella, zarzuela. Réouverture le 7 septembre. CHAMPS-ÉLYSÉES RELAIS BELMAN, 37, r. François- 1 ^{er} 733-54-42. Jusqu'à 22 h. Cadre élégant. INDRA, 10, r. Côte-Rivière. F. dim. 359-46-40. Spécialités indiennes. CHEZ DIEP, 22, rue de Poitiers, 256-23-96. Nouvelles spécialités thaïlandaises dans le quartier. Gastronomie chinoise, vietnamienne. F/sam. midi. Avenue des Champs-Élysées N° 102. COPENHAGUE. 1 ^{er} étage FLORA DANICA, sur son agréable jardin ELY. 20-41. Ouvert tout l'été.	FAUBOURG-MONTMARTRE Rue du Faubourg-Montmartre AUBERGE DE RIQUERH, 770- 62-39. SPÉC. ALSACIENNES. GARE DE LYON L'ESCAPADE EN TOURAINE, 24, r. Traversière. 343-14-96. Spéc. F. dim. JUSSIEU PRINCE DES ILES, 9, rue des Bou- langers (91), 633-17-79. Spéc. anti- laises. F/dim. midi. Fermé en août. LA BARBACANE, 13, r. Cardinal- Lemoine (91), 326-37-01. Spéc. anti- laises, vend. sam. soir, amb. folk. Fermé en août. LES HALLES CAVEAU F. VILLON, 64, r. Arbre-Sec, 236-10-92. Ses caves du XV ^e . Fermé dimanche et lundi. P.M.R. 150 F. Rue Etienne-Marcel N° 18. CHEZ PIERROT. Cuisine bourgeoise. 508-05-48 - 508-17-64. Fermé samedi, dimanche.	MAUBERT-MUTUALITÉ MAHARAJAH, 72, bd Saint-Germain. T.J. 354-26-07. Indien et pakistais. Spécial. Biriani. Ouvert tout l'été. RAFFAÏT ET HONORINE, 16, bd St-Germain. 354-22-21. F. D., L. midi. MONTAGNE STE-GENEVIÈVE LE VILLARS PALACE. M. Tailleux propose ses spéc. : POISSONS, CO- QUILLAGES, banc d'HUÎTRES, 3 salons. Pianiste L. r. s. Elégance, 8, r. Descazes. Ouv. T.J. : 326-39-08 et 75-30. Ouvert le dimanche. MONTPARNASSE MAHARAJAH, 15, r. J.-Chaplain, 6. Carref. Montparnasse Raspail F. mardi 325-12-84. Indien et pakist. Ouvert tout l'été. LA CLOSERIE DES LILAS, 171, bd du Montparnasse, 326-70-50 et 354-21-68. Souper après minuit. Au piano : Y. MEYER. Tous les jours. Terrasse en plein air.	OPÉRA PIERRE, place Gallien. 265-87-04. F. dim. déjeuner, dîner, souper. Terrasses et sal. Menu 118 F. s.n.c. carte. Park. Ouvert tout l'été. VISHNOU, 21, r. Daumesnil, 297-36-54. F. dim. Spécialités indiennes. ORDÈRE CHEZ TOI OU CHEZ MOI, 8, rue Marché-Ordère. 229-58-24. Ouv. L.J. PICPUS LA PALETTE, 307-46-27. 86, bd de Picpus. Spéc. poissons F/sam. midi, dim. PLACE Clichy Rue de Clichy (près du Casino de Paris) N° 41. REST. DU CASINO, 210-14-42. DINERS AVANT SPECTACLES. Cuis. traditionnelle. F/sam. midi-dim. Ouvert tout l'été. WEPLER, 14, place Clichy. 522-53-29 Son banc d'huîtres, ses poissons. PLACE DU PALAIS ROYAL JARDIN DU LOUVRE, 2, pl. du Palais-Royal. 261-18-00. Volatiers. Dj. Din. Soupers jusqu'à 0 h 30. Fête permanente et cuisine légère. Ouvert tout l'été.	PLACE PEREIRE N° 9 DESSIER, maître d'hôtel. Jusqu'à 1 h du matin, 227-82-14. T.J. Poissons, grillades, ses spécialités. LE SAINT-SIMON, 116, bd Pereire, 380-83-68. F. dim. Ses spécialités de poissons. Menu à 110 F. s.n.c. Terrasse. PORTE MAILLOT CHEZ GEORGES, 273, bd Pereire, 574-31-00. F/samedi. Maison cinquante- tenaire. L'on vous reçoit jusqu'à 23 h. Gigot, train de côtes tranchées devant vous. Vins de propriétaires. PORTE D'ORLÈANS LE FRIANT, 40, r. Friant, 539-59-98. Fermé dim. Spéc. Périgord. Poissons. RÉPUBLIQUE - BASTILLE LE REPAIR DE CARTOUCHE 700-25-86 - 8, bd Filles-du-Calvaire, 11 ^e . Fermé le dimanche. RICHELIEU-DROUOT AU PETIT RICHE, 25, r. Le Peletier, 770-88-08 et 770-86-30. Son dîner MENU à 95 F. s.n.c. Salons. Décor cen- tenaire. Vins du Val de Loire. F/dim. SAINT-AUGUSTIN LE SARLADAIS, 2, rue de France, 522-23-62. Cassoulet 65 F. Confit 65 F.	SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS LA FOULX, 2, rue Clément (61, F. dim. 325-77-66. Alex. aux fourneaux. Ouvert tout l'été. PETITE CHAISE, 36, rue de Grenelle, 222-13-35. Menu 70 F. Ouv. t. l. j. ST-GERMAIN-ST-MICHEL ALSACE A PARIS, 326-89-36. 9, pl. St-André-des-Arts. 6 ^e , T.J., grillades, choucroute, poissons. SALONS. Dé- gustation d'huîtres et coquillages. Ouvert tout l'été. SAINT-MICHEL LAPÉROUSE, 51, q. des Gds- Augustins, 326-68-04 - 326-90-14. Menu dégust. 240 F. s.n.c. Carte prix fixe 190 F. vin et s.n.c. Grande cuisine. Ouvert tout l'été. Environs de Paris BOIS DE BOULOGNE VIEUX GALLON, 51, r. LON 26-10. Une table raffinée à bord d'un navire du XIX ^e siècle. Réceptions. Cocktails. Séminaires. Présenta- tions. Parking.
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

صلى الله عليه وسلم

Jeux

échecs N° 1036

LA FORCE DU PION PASSÉ

(Championnat des États-Unis, Greenville, 1983)
Blancs : BROWNE
Noirs : GUREVICH
Gambit - D. Défense semi-Tarrasch

1. d4 Cx6 24. Tg6/jj Dd8
2. c4 d5 25. Tg6 Fx4
3. Cf3 d5 26. Dd4 Cx3+
4. Cc3 c5 27. gx3(k) Rb8
5. exd5 Cxd5 28. Td1 Dd8
6. d4 Cx3 29. Td5/jj f6
7. h3 Cx4 30. f4 Dd8(m)
8. exd4 Cx6 31. f3 Dd7
9. Fc4(a) b5 32. f5 Td4(n)
10. Fd2(b) Fb4+ 33. Rf2 Td5
11. Fd1 Dd5(c) 34. Cg5 Dd8
12. d5(d) exd5 35. Txd5 Dxb5(f)
13. exd5 Cx7 36. Td3 Dxb5(p)
14. e4 Fx4 37. d7 Fd5
15. Cxd2 e4 38. Dd3 Dd5
16. d6(d) Cx5 39. Td8 Dxb2+
17. Ff3 Td6 40. Rf1 Dg1+
18. Cx4(f) Dd6(g) 41. Rf2 Dg2+
20. Td1 Td8 43. Rf2 Dd2+
21. d4(h) a6 44. Dd2 Dd4+
22. d5(i) Cx4 45. Rg2 (abandon)

NOTES

a) Contre Petrosian, à Tilburg en 1982. Larsen joua 9. Fd2 et tenta, après 9... Fb4+ : 10. Fd2, Fxd2+ ;

11. Dxd2, 0-0 : 12. Tg1, Dd6 ; 13. 0-0, Fd7 la poussée 14. d5 mais tomba dans une légère infériorité : 14... exd5 ; 15. Dxd5, Dd7.
b) Et non 10. Fxb5 ? Dd5+.
c) Sur 11... a6 les Blancs répondent au mieux 12. Tg1 ; par exemple, 12... Fb7 ; 13. Fxb4, Cxb4 ; 14. Fb1. La partie Browne-Pinter (Las Palmas, 1982) se poursuivit par 11... a6 ; 12. Tg1, Fxd2+ ; 13. Dxd2, Fb7 ; 14. 0-0, 0-0 ; 15. d5 une avance qui tendresse le grand maître américain, exd5 ; (si 15... Cc7 : 16. fx6, fx6 ; 17. Cg5) : 16. exd5, Cc7 ; 17. d6, Cg8 ; 18. Cg5, g6 ; 19. d7, Cb6 ; 20. Td1, Dd7 avec égalité.
d) Browne poursuit son plan.
e) Probablement supérieur à la suite comme 16. Cb3.
f) A l'issue de l'ouverture, les Blancs ont un clair avantage, outre leur pion passé d6.
g) 18... b4 est à considérer.
h) Pose aux Noirs un problème diffi-

cile : en ils défendent le pion b5 par 21... a6 ou ils jouent 21... b4 avec le risque de perdre le pion b4 après 22. a5.
i) Fixant la faiblesse du pion a6.
j) 24. Cg5 était plus simple : 24... Ff5 ; 25. Fd4 (on 25... Cx3+ ; 26. gx3, g6 ; 27. Cc4, f5 ; 28. Cg5).
k) Menace 28. Tg5, f6 ; 29. Cxf6+.
l) Menace 30. Cg5 ou 30. Cf6.
m) Menace 31... Dg4+.
n) Une erreur : 32... Td4 était nécessaire.
o) Si 35... dxd5 ; 36. Dxd5, fx6 ; 37. Cx6 et les Blancs ont une position de gain ; par exemple, 37... Td7 ; 38. Cg5, Td7 ; 39. Txb7+ ; 40. f5, Txd6 ; 41. T7+1, Fx7 ; 42. Td8+ ou bien 35... fx6 ; 36. Dd4, b5 ; 37. d7, Dd5 ; 38. d7, Dxd7 ; 39. Txb6+ ; 40. Dxb6+ ; 41. Dxb6+ ; 42. Cg5 mat.
p) Les échecs ne changent rien : 36... Dxb2+ ; 37. Rf1, Dg1+ ; 38. Rf2, Df2+ ; 39. Rf1, Dg1+ ;

40. Rg2, Df2+ ; 41. Dd2, Dxd2+ ; 42. Rxd2, Td8 ; 43. d7, Ff7 ; 44. Td7+ ; 45. Ch7. q) Si 39... Txd5 ; 40. dxd5=D, Dxd5 ; 41. Dxd5.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1035

H. KALLSTROM

(«Tidskrift för Schack», 1978).
(Blancs : Rf6, Dd3, Fb6, Ch4. Noirs : Rb8, Dg8, Fd7, Pds, e7, d4, e2, f4.)

ÉTUDE

V. DOLGOV
et A. KUZNETSOV

(1978)

BLANCS (6) : Rg7, Pp6, d6, d7, f3, h4.
NOIRS (7) : Rf3, Pa7, b6, c5, b4, a3, f2.

Les Blancs jouent et gagnent.
CLAUDE LEMOINE.

1. Cg6+, Rb7 ; 2. Cb8+, Rb8 ; 3. Dd3, Fd4 ; 4. Rb7, Fc5+ ; 5. Rb8, Fx7+ ; 6. Fx7+, Dd7 ; 7. Dd3+ ; 8. Dd3+, Rb8 ; 9. Dd3+, Rb8 ; 10. Dd3+, Rb8 ; 11. Dd3+, Rb8 ; 12. Dd3+, Rb8 ; 13. Dd3+, Rb8 ; 14. Dd3+, Rb8 ; 15. Dd3+, Rb8 ; 16. Dd3+, Rb8 ; 17. Dd3+, Rb8 ; 18. Dd3+, Rb8 ; 19. Dd3+, Rb8 ; 20. Dd3+, Rb8 ; 21. Dd3+, Rb8 ; 22. Dd3+, Rb8 ; 23. Dd3+, Rb8 ; 24. Dd3+, Rb8 ; 25. Dd3+, Rb8 ; 26. Dd3+, Rb8 ; 27. Dd3+, Rb8 ; 28. Dd3+, Rb8 ; 29. Dd3+, Rb8 ; 30. Dd3+, Rb8 ; 31. Dd3+, Rb8 ; 32. Dd3+, Rb8 ; 33. Dd3+, Rb8 ; 34. Dd3+, Rb8 ; 35. Dd3+, Rb8 ; 36. Dd3+, Rb8 ; 37. Dd3+, Rb8 ; 38. Dd3+, Rb8 ; 39. Dd3+, Rb8 ; 40. Dd3+, Rb8 ; 41. Dd3+, Rb8 ; 42. Dd3+, Rb8 ; 43. Dd3+, Rb8 ; 44. Dd3+, Rb8 ; 45. Dd3+, Rb8 ; 46. Dd3+, Rb8 ; 47. Dd3+, Rb8 ; 48. Dd3+, Rb8 ; 49. Dd3+, Rb8 ; 50. Dd3+, Rb8 ; 51. Dd3+, Rb8 ; 52. Dd3+, Rb8 ; 53. Dd3+, Rb8 ; 54. Dd3+, Rb8 ; 55. Dd3+, Rb8 ; 56. Dd3+, Rb8 ; 57. Dd3+, Rb8 ; 58. Dd3+, Rb8 ; 59. Dd3+, Rb8 ; 60. Dd3+, Rb8 ; 61. Dd3+, Rb8 ; 62. Dd3+, Rb8 ; 63. Dd3+, Rb8 ; 64. Dd3+, Rb8 ; 65. Dd3+, Rb8 ; 66. Dd3+, Rb8 ; 67. Dd3+, Rb8 ; 68. Dd3+, Rb8 ; 69. Dd3+, Rb8 ; 70. Dd3+, Rb8 ; 71. Dd3+, Rb8 ; 72. Dd3+, Rb8 ; 73. Dd3+, Rb8 ; 74. Dd3+, Rb8 ; 75. Dd3+, Rb8 ; 76. Dd3+, Rb8 ; 77. Dd3+, Rb8 ; 78. Dd3+, Rb8 ; 79. Dd3+, Rb8 ; 80. Dd3+, Rb8 ; 81. Dd3+, Rb8 ; 82. Dd3+, Rb8 ; 83. Dd3+, Rb8 ; 84. Dd3+, Rb8 ; 85. Dd3+, Rb8 ; 86. Dd3+, Rb8 ; 87. Dd3+, Rb8 ; 88. Dd3+, Rb8 ; 89. Dd3+, Rb8 ; 90. Dd3+, Rb8 ; 91. Dd3+, Rb8 ; 92. Dd3+, Rb8 ; 93. Dd3+, Rb8 ; 94. Dd3+, Rb8 ; 95. Dd3+, Rb8 ; 96. Dd3+, Rb8 ; 97. Dd3+, Rb8 ; 98. Dd3+, Rb8 ; 99. Dd3+, Rb8 ; 100. Dd3+, Rb8 ; 101. Dd3+, Rb8 ; 102. Dd3+, Rb8 ; 103. Dd3+, Rb8 ; 104. Dd3+, Rb8 ; 105. Dd3+, Rb8 ; 106. Dd3+, Rb8 ; 107. Dd3+, Rb8 ; 108. Dd3+, Rb8 ; 109. Dd3+, Rb8 ; 110. Dd3+, Rb8 ; 111. Dd3+, Rb8 ; 112. Dd3+, Rb8 ; 113. Dd3+, Rb8 ; 114. Dd3+, Rb8 ; 115. Dd3+, Rb8 ; 116. Dd3+, Rb8 ; 117. Dd3+, Rb8 ; 118. Dd3+, Rb8 ; 119. Dd3+, Rb8 ; 120. Dd3+, Rb8 ; 121. Dd3+, Rb8 ; 122. Dd3+, Rb8 ; 123. Dd3+, Rb8 ; 124. Dd3+, Rb8 ; 125. Dd3+, Rb8 ; 126. Dd3+, Rb8 ; 127. Dd3+, Rb8 ; 128. Dd3+, Rb8 ; 129. Dd3+, Rb8 ; 130. Dd3+, Rb8 ; 131. Dd3+, Rb8 ; 132. Dd3+, Rb8 ; 133. Dd3+, Rb8 ; 134. Dd3+, Rb8 ; 135. Dd3+, Rb8 ; 136. Dd3+, Rb8 ; 137. Dd3+, Rb8 ; 138. Dd3+, Rb8 ; 139. Dd3+, Rb8 ; 140. Dd3+, Rb8 ; 141. Dd3+, Rb8 ; 142. Dd3+, Rb8 ; 143. Dd3+, Rb8 ; 144. Dd3+, Rb8 ; 145. Dd3+, Rb8 ; 146. Dd3+, Rb8 ; 147. Dd3+, Rb8 ; 148. Dd3+, Rb8 ; 149. Dd3+, Rb8 ; 150. Dd3+, Rb8 ; 151. Dd3+, Rb8 ; 152. Dd3+, Rb8 ; 153. Dd3+, Rb8 ; 154. Dd3+, Rb8 ; 155. Dd3+, Rb8 ; 156. Dd3+, Rb8 ; 157. Dd3+, Rb8 ; 158. Dd3+, Rb8 ; 159. Dd3+, Rb8 ; 160. Dd3+, Rb8 ; 161. Dd3+, Rb8 ; 162. Dd3+, Rb8 ; 163. Dd3+, Rb8 ; 164. Dd3+, Rb8 ; 165. Dd3+, Rb8 ; 166. Dd3+, Rb8 ; 167. Dd3+, Rb8 ; 168. Dd3+, Rb8 ; 169. Dd3+, Rb8 ; 170. Dd3+, Rb8 ; 171. Dd3+, Rb8 ; 172. Dd3+, Rb8 ; 173. Dd3+, Rb8 ; 174. Dd3+, Rb8 ; 175. Dd3+, Rb8 ; 176. Dd3+, Rb8 ; 177. Dd3+, Rb8 ; 178. Dd3+, Rb8 ; 179. Dd3+, Rb8 ; 180. Dd3+, Rb8 ; 181. Dd3+, Rb8 ; 182. Dd3+, Rb8 ; 183. Dd3+, Rb8 ; 184. Dd3+, Rb8 ; 185. Dd3+, Rb8 ; 186. Dd3+, Rb8 ; 187. Dd3+, Rb8 ; 188. Dd3+, Rb8 ; 189. Dd3+, Rb8 ; 190. Dd3+, Rb8 ; 191. Dd3+, Rb8 ; 192. Dd3+, Rb8 ; 193. Dd3+, Rb8 ; 194. Dd3+, Rb8 ; 195. Dd3+, Rb8 ; 196. Dd3+, Rb8 ; 197. Dd3+, Rb8 ; 198. Dd3+, Rb8 ; 199. Dd3+, Rb8 ; 200. Dd3+, Rb8 ; 201. Dd3+, Rb8 ; 202. Dd3+, Rb8 ; 203. Dd3+, Rb8 ; 204. Dd3+, Rb8 ; 205. Dd3+, Rb8 ; 206. Dd3+, Rb8 ; 207. Dd3+, Rb8 ; 208. Dd3+, Rb8 ; 209. Dd3+, Rb8 ; 210. Dd3+, Rb8 ; 211. Dd3+, Rb8 ; 212. Dd3+, Rb8 ; 213. Dd3+, Rb8 ; 214. Dd3+, Rb8 ; 215. Dd3+, Rb8 ; 216. Dd3+, Rb8 ; 217. Dd3+, Rb8 ; 218. Dd3+, Rb8 ; 219. Dd3+, Rb8 ; 220. Dd3+, Rb8 ; 221. Dd3+, Rb8 ; 222. Dd3+, Rb8 ; 223. Dd3+, Rb8 ; 224. Dd3+, Rb8 ; 225. Dd3+, Rb8 ; 226. Dd3+, Rb8 ; 227. Dd3+, Rb8 ; 228. Dd3+, Rb8 ; 229. Dd3+, Rb8 ; 230. Dd3+, Rb8 ; 231. Dd3+, Rb8 ; 232. Dd3+, Rb8 ; 233. Dd3+, Rb8 ; 234. Dd3+, Rb8 ; 235. Dd3+, Rb8 ; 236. Dd3+, Rb8 ; 237. Dd3+, Rb8 ; 238. Dd3+, Rb8 ; 239. Dd3+, Rb8 ; 240. Dd3+, Rb8 ; 241. Dd3+, Rb8 ; 242. Dd3+, Rb8 ; 243. Dd3+, Rb8 ; 244. Dd3+, Rb8 ; 245. Dd3+, Rb8 ; 246. Dd3+, Rb8 ; 247. Dd3+, Rb8 ; 248. Dd3+, Rb8 ; 249. Dd3+, Rb8 ; 250. Dd3+, Rb8 ; 251. Dd3+, Rb8 ; 252. Dd3+, Rb8 ; 253. Dd3+, Rb8 ; 254. Dd3+, Rb8 ; 255. Dd3+, Rb8 ; 256. Dd3+, Rb8 ; 257. Dd3+, Rb8 ; 258. Dd3+, Rb8 ; 259. Dd3+, Rb8 ; 260. Dd3+, Rb8 ; 261. Dd3+, Rb8 ; 262. Dd3+, Rb8 ; 263. Dd3+, Rb8 ; 264. Dd3+, Rb8 ; 265. Dd3+, Rb8 ; 266. Dd3+, Rb8 ; 267. Dd3+, Rb8 ; 268. Dd3+, Rb8 ; 269. Dd3+, Rb8 ; 270. Dd3+, Rb8 ; 271. Dd3+, Rb8 ; 272. Dd3+, Rb8 ; 273. Dd3+, Rb8 ; 274. Dd3+, Rb8 ; 275. Dd3+, Rb8 ; 276. Dd3+, Rb8 ; 277. Dd3+, Rb8 ; 278. Dd3+, Rb8 ; 279. Dd3+, Rb8 ; 280. Dd3+, Rb8 ; 281. Dd3+, Rb8 ; 282. Dd3+, Rb8 ; 283. Dd3+, Rb8 ; 284. Dd3+, Rb8 ; 285. Dd3+, Rb8 ; 286. Dd3+, Rb8 ; 287. Dd3+, Rb8 ; 288. Dd3+, Rb8 ; 289. Dd3+, Rb8 ; 290. Dd3+, Rb8 ; 291. Dd3+, Rb8 ; 292. Dd3+, Rb8 ; 293. Dd3+, Rb8 ; 294. Dd3+, Rb8 ; 295. Dd3+, Rb8 ; 296. Dd3+, Rb8 ; 297. Dd3+, Rb8 ; 298. Dd3+, Rb8 ; 299. Dd3+, Rb8 ; 300. Dd3+, Rb8 ; 301. Dd3+, Rb8 ; 302. Dd3+, Rb8 ; 303. Dd3+, Rb8 ; 304. Dd3+, Rb8 ; 305. Dd3+, Rb8 ; 306. Dd3+, Rb8 ; 307. Dd3+, Rb8 ; 308. Dd3+, Rb8 ; 309. Dd3+, Rb8 ; 310. Dd3+, Rb8 ; 311. Dd3+, Rb8 ; 312. Dd3+, Rb8 ; 313. Dd3+, Rb8 ; 314. Dd3+, Rb8 ; 315. Dd3+, Rb8 ; 316. Dd3+, Rb8 ; 317. Dd3+, Rb8 ; 318. Dd3+, Rb8 ; 319. Dd3+, Rb8 ; 320. Dd3+, Rb8 ; 321. Dd3+, Rb8 ; 322. Dd3+, Rb8 ; 323. Dd3+, Rb8 ; 324. Dd3+, Rb8 ; 325. Dd3+, Rb8 ; 326. Dd3+, Rb8 ; 327. Dd3+, Rb8 ; 328. Dd3+, Rb8 ; 329. Dd3+, Rb8 ; 330. Dd3+, Rb8 ; 331. Dd3+, Rb8 ; 332. Dd3+, Rb8 ; 333. Dd3+, Rb8 ; 334. Dd3+, Rb8 ; 335. Dd3+, Rb8 ; 336. Dd3+, Rb8 ; 337. Dd3+, Rb8 ; 338. Dd3+, Rb8 ; 339. Dd3+, Rb8 ; 340. Dd3+, Rb8 ; 341. Dd3+, Rb8 ; 342. Dd3+, Rb8 ; 343. Dd3+, Rb8 ; 344. Dd3+, Rb8 ; 345. Dd3+, Rb8 ; 346. Dd3+, Rb8 ; 347. Dd3+, Rb8 ; 348. Dd3+, Rb8 ; 349. Dd3+, Rb8 ; 350. Dd3+, Rb8 ; 351. Dd3+, Rb8 ; 352. Dd3+, Rb8 ; 353. Dd3+, Rb8 ; 354. Dd3+, Rb8 ; 355. Dd3+, Rb8 ; 356. Dd3+, Rb8 ; 357. Dd3+, Rb8 ; 358. Dd3+, Rb8 ; 359. Dd3+, Rb8 ; 360. Dd3+, Rb8 ; 361. Dd3+, Rb8 ; 362. Dd3+, Rb8 ; 363. Dd3+, Rb8 ; 364. Dd3+, Rb8 ; 365. Dd3+, Rb8 ; 366. Dd3+, Rb8 ; 367. Dd3+, Rb8 ; 368. Dd3+, Rb8 ; 369. Dd3+, Rb8 ; 370. Dd3+, Rb8 ; 371. Dd3+, Rb8 ; 372. Dd3+, Rb8 ; 373. Dd3+, Rb8 ; 374. Dd3+, Rb8 ; 375. Dd3+, Rb8 ; 376. Dd3+, Rb8 ; 377. Dd3+, Rb8 ; 378. Dd3+, Rb8 ; 379. Dd3+, Rb8 ; 380. Dd3+, Rb8 ; 381. Dd3+, Rb8 ; 382. Dd3+, Rb8 ; 383. Dd3+, Rb8 ; 384. Dd3+, Rb8 ; 385. Dd3+, Rb8 ; 386. Dd3+, Rb8 ; 387. Dd3+, Rb8 ; 388. Dd3+, Rb8 ; 389. Dd3+, Rb8 ; 390. Dd3+, Rb8 ; 391. Dd3+, Rb8 ; 392. Dd3+, Rb8 ; 393. Dd3+, Rb8 ; 394. Dd3+, Rb8 ; 395. Dd3+, Rb8 ; 396. Dd3+, Rb8 ; 397. Dd3+, Rb8 ; 398. Dd3+, Rb8 ; 399. Dd3+, Rb8 ; 400. Dd3+, Rb8 ; 401. Dd3+, Rb8 ; 402. Dd3+, Rb8 ; 403. Dd3+, Rb8 ; 404. Dd3+, Rb8 ; 405. Dd3+, Rb8 ; 406. Dd3+, Rb8 ; 407. Dd3+, Rb8 ; 408. Dd3+, Rb8 ; 409. Dd3+, Rb8 ; 410. Dd3+, Rb8 ; 411. Dd3+, Rb8 ; 412. Dd3+, Rb8 ; 413. Dd3+, Rb8 ; 414. Dd3+, Rb8 ; 415. Dd3+, Rb8 ; 416. Dd3+, Rb8 ; 417. Dd3+, Rb8 ; 418. Dd3+, Rb8 ; 419. Dd3+, Rb8 ; 420. Dd3+, Rb8 ; 421. Dd3+, Rb8 ; 422. Dd3+, Rb8 ; 423. Dd3+, Rb8 ; 424. Dd3+, Rb8 ; 425. Dd3+, Rb8 ; 426. Dd3+, Rb8 ; 427. Dd3+, Rb8 ; 428. Dd3+, Rb8 ; 429. Dd3+, Rb8 ; 430. Dd3+, Rb8 ; 431. Dd3+, Rb8 ; 432. Dd3+, Rb8 ; 433. Dd3+, Rb8 ; 434. Dd3+, Rb8 ; 435. Dd3+, Rb8 ; 436. Dd3+, Rb8 ; 437. Dd3+, Rb8 ; 438. Dd3+, Rb8 ; 439. Dd3+, Rb8 ; 440. Dd3+, Rb8 ; 441. Dd3+, Rb8 ; 442. Dd3+, Rb8 ; 443. Dd3+, Rb8 ; 444. Dd3+, Rb8 ; 445. Dd3+, Rb8 ; 446. Dd3+, Rb8 ; 447. Dd3+, Rb8 ; 448. Dd3+, Rb8 ; 449. Dd3+, Rb8 ; 450. Dd3+, Rb8 ; 451. Dd3+, Rb8 ; 452. Dd3+, Rb8 ; 453. Dd3+, Rb8 ; 454. Dd3+, Rb8 ; 455. Dd3+, Rb8 ; 456. Dd3+, Rb8 ; 457. Dd3+, Rb8 ; 458. Dd3+, Rb8 ; 459. Dd3+, Rb8 ; 460. Dd3+, Rb8 ; 461. Dd3+, Rb8 ; 462. Dd3+, Rb8 ; 463. Dd3+, Rb8 ; 464. Dd3+, Rb8 ; 465. Dd3+, Rb8 ; 466. Dd3+, Rb8 ; 467. Dd3+, Rb8 ; 468. Dd3+, Rb8 ; 469. Dd3+, Rb8 ; 470. Dd3+, Rb8 ; 471. Dd3+, Rb8 ; 472. Dd3+, Rb8 ; 473. Dd3+, Rb8 ; 474. Dd3+, Rb8 ; 475. Dd3+, Rb8 ; 476. Dd3+, Rb8 ; 477. Dd3+, Rb8 ; 478. Dd3+, Rb8 ; 479. Dd3+, Rb8 ; 480. Dd3+, Rb8 ; 481. Dd3+, Rb8 ; 482. Dd3+, Rb8 ; 483. Dd3+, Rb8 ; 484. Dd3+, Rb8 ; 485. Dd3+, Rb8 ; 486. Dd3+, Rb8 ; 487. Dd3+, Rb8 ; 488. Dd3+, Rb8 ; 489. Dd3+, Rb8 ; 490. Dd3+, Rb8 ; 491. Dd3+, Rb8 ; 492. Dd3+, Rb8 ; 493. Dd3+, Rb8 ; 494. Dd3+, Rb8 ; 495. Dd3+, Rb8 ; 496. Dd3+, Rb8 ; 497. Dd3+, Rb8 ; 498. Dd3+, Rb8 ; 499. Dd3+, Rb8 ; 500. Dd3+, Rb8 ; 501. Dd3+, Rb8 ; 502. Dd3+, Rb8 ; 503. Dd3+, Rb8 ; 504. Dd3+, Rb8 ; 505. Dd3+, Rb8 ; 506. Dd3+, Rb8 ; 507. Dd3+, Rb8 ; 508. Dd3+, Rb8 ; 509. Dd3+, Rb8 ; 510. Dd3+, Rb8 ; 511. Dd3+, Rb8 ; 512. Dd3+, Rb8 ; 513. Dd3+, Rb8 ; 514. Dd3+, Rb8 ; 515. Dd3+, Rb8 ; 516. Dd3+, Rb8 ; 517. Dd3+, Rb8 ; 518. Dd3+, Rb8 ; 519. Dd3+, Rb8 ; 520. Dd3+, Rb8 ; 521. Dd3+, Rb8 ; 522. Dd3+, Rb8 ; 523. Dd3+, Rb8 ; 524. Dd3+, Rb8 ; 525. Dd3+, Rb8 ; 526. Dd3+, Rb8 ; 527. Dd3+, Rb8 ; 528. Dd3+, Rb8 ; 529. Dd3+, Rb8 ; 530. Dd3+, Rb8 ; 531. Dd3+, Rb8 ; 532. Dd3+, Rb8 ; 533. Dd3+, Rb8 ; 534. Dd3+, Rb8 ; 535. Dd3+, Rb8 ; 536. Dd3+, Rb8 ; 537. Dd3+, Rb8 ; 538. Dd3+, Rb8 ; 539. Dd3+, Rb8 ; 540. Dd3+, Rb8 ; 541. Dd3+, Rb8 ; 542. Dd3+, Rb8 ; 543. Dd3+, Rb8 ; 544. Dd3+, Rb8 ; 545. Dd3+, Rb8 ; 546. Dd3+, Rb8 ; 547. Dd3+, Rb8 ; 548. Dd3+, Rb8 ; 549. Dd3+, Rb8 ; 550. Dd3+, Rb8 ; 551. Dd3+, Rb8 ; 552. Dd3+, Rb8 ; 553. Dd3+, Rb8 ; 554. Dd3+, Rb8 ; 555. Dd3+, Rb8 ; 556. Dd3+, Rb8 ; 557. Dd3+, Rb8 ; 558. Dd3+, Rb8 ; 559. Dd3+, Rb8 ; 560. Dd3+, Rb8 ; 561. Dd3+, Rb8 ; 562. Dd3+, Rb8 ; 563. Dd3+, Rb8 ; 564. Dd3+, Rb8 ; 565. Dd3+, Rb8 ; 566. Dd3+, Rb8 ; 567. Dd3+, Rb8 ; 568. Dd3+, Rb8 ; 569. Dd3+, Rb8 ; 570. Dd3+, Rb8 ; 571. Dd3+, Rb8 ; 572. Dd3+, Rb8 ; 573. Dd3+, Rb8 ; 574. Dd3+, Rb8 ; 575. Dd3+, Rb8 ; 576. Dd3+, Rb8 ; 577. Dd3+, Rb8 ; 578. Dd3+, Rb8 ; 579. Dd3+, Rb8 ; 580. Dd3+, Rb8 ; 581. Dd3+, Rb8 ; 582. Dd3+, Rb8 ; 583. Dd3+, Rb8 ; 584. Dd3+, Rb8 ; 585. Dd3+, Rb8 ; 586. Dd3+, Rb8 ; 587. Dd3+, Rb8 ; 588. Dd3+, Rb8 ; 589. Dd3+, Rb8 ; 590. Dd3+, Rb8 ; 591. Dd3+, Rb8 ; 592. Dd3+, Rb8 ; 593. Dd3+, Rb8 ; 594. Dd3+, Rb8 ; 595. Dd3+, Rb8 ; 596. Dd3+, Rb8 ; 597. Dd3+, Rb8 ; 598. Dd3+, Rb8 ; 599. Dd3+, Rb8 ; 600. Dd3+, Rb8 ; 601. Dd3+, Rb8 ; 602. Dd3+, Rb8 ; 603. Dd3+, Rb8 ; 604. Dd3+, Rb8 ; 605. Dd3+, Rb8 ; 606. Dd3+, Rb8 ; 607. Dd3+, Rb8 ; 608. Dd3+, Rb8 ; 609. Dd3+, Rb8 ; 610. Dd3+, Rb8 ; 611. Dd3+, Rb8 ; 612. Dd3+, Rb8 ; 613. Dd3+, Rb8 ; 614. Dd3+, Rb8 ; 615. Dd3+, Rb8 ; 616. Dd3+, Rb8 ; 617. Dd3+, Rb8 ; 618. Dd3+, Rb8 ; 619. Dd3+, Rb8 ; 620. Dd3+, Rb8 ; 621. Dd3+, Rb8 ; 622. Dd3+, Rb8 ; 623. Dd3+, Rb8 ; 624. Dd3+, Rb8 ; 625. Dd3+, Rb8 ; 626. Dd3+, Rb8 ; 627. Dd3+, Rb8 ; 628. Dd3+, Rb8 ; 629. Dd3+, Rb8 ; 630. Dd3+, Rb8 ; 631. Dd3+, Rb8 ; 632. Dd3+, Rb8 ; 633. Dd3+, Rb8 ; 634. Dd3+, Rb8 ; 635. Dd3+, Rb8 ; 636. Dd3+, Rb8 ; 637. Dd3+, Rb8 ; 638. Dd3+, Rb8 ; 639. Dd3+, Rb8 ; 640. Dd3+, Rb8 ; 641. Dd3+, Rb8 ; 642. Dd3+, Rb8 ; 643. Dd3+, Rb8 ; 644. Dd3+, Rb8 ; 645. Dd3+, Rb8 ; 646. Dd3+, Rb8 ; 647. Dd3+, Rb8 ; 648. Dd3+, Rb8 ; 649. Dd3+, Rb8 ; 650. Dd3+, Rb8 ; 651. Dd3+, Rb8 ; 652. Dd3+, Rb8 ; 653. Dd3+, Rb8 ; 654. Dd3+, Rb8 ; 655. Dd3+, Rb8 ; 656. Dd3+, Rb8 ; 657. Dd3+, Rb8 ; 658. Dd3+, Rb8 ; 659. Dd3+, Rb8 ; 660. Dd3+, Rb8 ; 661. Dd3+, Rb8 ; 662. Dd3+, Rb8 ; 663. Dd3+, Rb8 ; 664. Dd3+, Rb8 ; 665. Dd3+, Rb8 ; 666. Dd3+, Rb8 ; 667. Dd3+, Rb8 ; 668. Dd3+, Rb8 ; 669. Dd3+, Rb8 ; 670. Dd3+, Rb8 ; 671. Dd3+, Rb8 ; 672. Dd3+, Rb8 ; 673. Dd3+, Rb8 ; 674. Dd3+, Rb8 ; 675. Dd3+, Rb8 ; 676. Dd3+, Rb8 ; 677. Dd3+, Rb8 ; 678. Dd3+, Rb8 ; 679. Dd3+, Rb8 ; 680. Dd3+, Rb8 ; 681. Dd3+, Rb8 ; 682. Dd3+, Rb8 ; 683. Dd3+, Rb8 ; 684. Dd3+, Rb8 ; 685. Dd3+, Rb8 ; 686. Dd3+, Rb8 ; 687. Dd3+, Rb8 ; 688. Dd3+, Rb8 ; 689. Dd3+, Rb8 ; 690. Dd3+, Rb8 ; 691. Dd3+, Rb8 ; 692. Dd3+, Rb8 ; 693. Dd3+, Rb8 ; 694. Dd3+, Rb8 ; 695. Dd3+, Rb8 ; 696. Dd3+, Rb8 ; 697. Dd3+, Rb8 ; 698. Dd3+, Rb8 ; 699. Dd3+, Rb8 ; 700. Dd3+, Rb8 ; 701. Dd3+, Rb8 ; 702. Dd3+, Rb8 ; 703. Dd3+, Rb8 ; 704. Dd3+, Rb8 ; 705. Dd3+, Rb8 ; 706. Dd3+, Rb8 ; 707. Dd3+, Rb8 ; 708. Dd3+, Rb8 ; 709. Dd3+, Rb8 ; 710. Dd3+, Rb8 ; 711. Dd3+, Rb8 ; 712. Dd3+, Rb8 ; 713. Dd3+, Rb8 ; 714. Dd3+, Rb8 ; 715. Dd3+, Rb8 ; 716. Dd3+, Rb8 ; 717. Dd3+, Rb8 ; 718. Dd3+, Rb8 ; 719. Dd3+, Rb8 ; 720. Dd3+, Rb8 ; 721. Dd3+, Rb8 ; 722. Dd3+, Rb8 ; 723. Dd3+, Rb8 ; 724. Dd3+, Rb8 ; 725. Dd3+, Rb8 ; 726. Dd3+, Rb8 ; 727. Dd3+, Rb8 ; 728. Dd3+, Rb8 ; 729. Dd3+, Rb8 ; 730. Dd3+, Rb8 ; 731. Dd3+, Rb8 ; 732. Dd3+, Rb8 ; 733. Dd3+, Rb8 ; 734. Dd3+, Rb8 ; 735. Dd3+, Rb8 ; 736. Dd3+, Rb8 ; 737. Dd3+, Rb8 ; 738. Dd3+, Rb8 ; 739. Dd3+, Rb8 ; 740. Dd3+, Rb8 ; 741. Dd3+, Rb8 ; 742. Dd3+, Rb8 ; 743. Dd3+, Rb8 ; 744. Dd3+, Rb8 ; 745. Dd3+, Rb8 ; 746. Dd3+, Rb8 ; 747. Dd3+, Rb8 ; 748. Dd3+, Rb8 ; 749. Dd3+, Rb8 ; 750. Dd3+, Rb8 ; 751. Dd3+, Rb8 ; 752. Dd3+, Rb8 ; 753. Dd3+, Rb8 ; 754. Dd3+, Rb8 ; 755. Dd3+, Rb8 ; 756. Dd3+, Rb8 ; 757. Dd3+, Rb8 ; 758. Dd3+, Rb8 ; 759. Dd3+, Rb8 ; 760. Dd3+, Rb8 ; 761. Dd3+, Rb8 ; 762. Dd3+, Rb8 ; 763. Dd3+, Rb8 ; 764. Dd3+, Rb8 ; 765. Dd3+, Rb8 ; 766. Dd3+, Rb8 ;

Enseigner l'histoire autrement

te rabâchage chronologique d'hier (-1515. Marignan -...) pour une formation trop vague, déstructurée, qui désorientait maîtres et élèves ?

Une « mission pour l'histoire », créée il y a un an et présidée par M. René Girault, professeur à l'université de Paris-X Nanterre, vient de remettre ses conclusions à M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale. Celui-ci a déclaré, jeudi 1^{er} septembre : « Nous nous aussi vite que possible.

Les précédentes réformes de l'enseignement de l'histoire ont échoué parce qu'elles ont été imposées à des enseignants qui n'étaient pas préparés. Nous élaborerons avec eux les prochaines mesures à prendre. »

par JEAN PEYROT (*)

ALAIN GIRAUDO.

(G.-B.), 6-2, 6-3.
B. Gadusek ((E.-U.) b. C. Kohde
(R.F.A.), 5-7, 6-1, 6-2
L. Bonder (E.-U.) b. B. Potter
(E.-U.), 7-5, 6-7, 7-6.

Après le retrait des Français, des Autrichiens, des Allemands de l'Ouest et des Yougoslaves, il ne reste plus que quatre pays candidats : l'Angleterre, la Grèce, l'Italie et l'Union soviétique. Le comité exécutif de la Fédération internationale fera son choix le 8 décembre prochain.

La réunion de Rome était pour Thierry Vigneron la dernière d'une saison où il eut connu une grande déception à Helsinki en se classant, avec 5,40 mètres, seulement huitième du concours de perche des premiers championnats du monde d'athlétisme.

Tourbillon

Les premiers donnent des vues partielles. Les seconds, qui ont pris une ampleur sans précédent, nous plongent dans un tourbillon désordonné reçu dans une attention passive. L'école devrait fournir des grilles de coordonnées pour se repérer dans ce tourbillon. Elle s'est mal adaptée à ce nouveau rôle, alors qu'elle avait très bien su corriger la mémoire transmise par les familles en élargissant les horizons. Bousculée par les médias, elle s'est mise à singer leur séduction : beaucoup de flashes, pas trop d'efforts, un peu de

Du rabâchage chronologique à l'oubli des dates

De Jules Ferry à mai 68, des générations d'écoliers ont énoncé les cours du Lavoisier puis du Mallet-Lisaac, enregistré parfois jour par jour les grands événements d'une histoire essentiellement hexagonale et politique, ponctuée par les guerres et les régnes, peuplée de « grands hommes ». Cette éducation, centrée sur la mémorisation par cœur d'un maximum de faits aussi isolés de leur contexte, fut critiquée par quelques historiens dès les années 30. Elle ne devait pas résister à la bourgeoisie soviétique - huitarde, contemporaine de l'explosion démographique et scolaire, et de l'évènement des médias.

l'étève est préféré au traditionnel manuel. L'enquête remplace la leçon apprise par cœur. Dans le collège né de la réforme Heby (1977), trois heures hebdomadaires sont consacrées à un ensemble « histoire-géographie-économie-instruction civique » réuni assez artificiellement par grands thèmes. En classe de cinquième par exemple, on étudie « le transport à travers les âges » mais aussi des grandes civilisations du neuvième au seizième siècle.

Transposition tardive des nouvelles tendances de la recherche historique symbolisée par les tra-

Dès 1979, les excès de ces orientations et les premières dégâts constatés chez les enfants sont dénoncés par l'association des professeurs d'histoire et géographie de l'enseignement public et par la revue *Historien et géographes*. Deux hommes politiques joignent leurs voix à ce défilé de protestations. Les nouveaux programmes du cycle moyen de l'école élémentaire publiés en 1980, en réintroduisant l'essentiel de ce que succédaient les grandes périodes de l'histoire de France », répondent à ces critiques.

vaux de Fernand Braudel, ou victoires des adversaires de l'histoire à l'école, les nouveaux programmes scolaires, rédigés à partir de 1969 et toujours en vigueur, réagissent contre les excès du « pointillisme chronologique ». L'histoire, intégrée dans l'ensemble plus vaste des sciences humaines, n'est plus coupée en tranches mais abordée de manière thématique. La participation active des élèves à la découverte de leur passé, une pédagogie centrée plutôt sur des objectifs d'apprentissage que sur des contenus, sont prônées.

Mais aujourd'hui, alors que les premiers collégiens formés selon les programmes Haby entrent en terminale, la véritable réforme de l'enseignement de l'histoire reste à mettre en place. Pourra-t-elle dégager l'indispensable moyen terme entre les excès du rabâchage de la chronologie et ceux de l'histoire sans dates ?

PHILIPPE BERNARD.

par PHILIPPE VIGIER (*)

A titre personnel, je partage pleinement l'inquiétude présidentielle. Mais je souhaite aussi que ce constat d'"insuffisance" ne vienne pas encore davantage nourrir une campagne qui, depuis des mois, dénonce la paresse intellectuelle et le conservatisme profond de ceux auxquels le nation a confié prioritairement la mission d'éduquer ses enfants. Ni qu'il masque la fait que la question est d'abord un problème de société et de définition, par la nation, de ce qu'elle attend de ses maîtres et de l'enseignement de l'histoire.

dans l'enseignement technique en général. Comparativement, la situation apparaît meilleure dans les lycées, en bonne partie parce que la qualification des maîtres y est nettement supérieure, dans notre spécialité en tout cas. Mais cela n'exclut pas tout autant les débats autour des programmes, du contenu de l'enseignement et de la fameuse épreuve écrite du baccalauréat.

La meilleure preuve de la prise de conscience, par une partie ou moins du corps enseignant, de l'urgence du problème est la création de la mission sur l'enseignement de l'histoire qui fonctionne depuis un an auprès du ministre de l'éducation et dont les conclusions provisoires (pour autant que nous le sachions...) semblent avoir été à l'origine des déclarations présidentielles.

Ce constat de crise n'est certes pas nouveau. En 1979-1980, déjà, un grand débat public avait mobilisé Michel Debré, Alain Decaux, de nombreuses autres personnalités du monde politique, scientifique ou littéraire, autour du thème de la faillite de l'histoire à l'école. Il avait surtout mis l'accent sur un aspect, effectivement essentiel, de cet insuccès : cette méconnaissance croissante du passé national sur laquelle, à son tour, François Mitterrand était à lui seul notre attention. Encore faut-il que soient connues et analysées les causes de cette faillite.

C'est après avoir entendu un universitaire nanterrois, mon ami René Girault, qu'Alain Savary - profondément conscient, comme François Mitterrand, de la place que la démarche et la mémoire historique tiennent dans la tradition républicaine française - a décidé de mettre en place cette mission et de la soutenir contre vents et marées.

Je ne puis en citer ici que quelques-uns. Il y a, par exemple, le fait que, dans le primaire, une pédagogie d'éveil — au résultat par ailleurs remarquable lorsqu'elle est menée par des enseignants de qualité, et formés en conséquence — a noyé l'histoire dans un ensemble de disciplines, dites d'éveil, qui ne permettent pas à l'enfant de prendre progressivement conscience du temps, et de son déroulement. D'au, chez les jeunes élèves, un évident — et dangereux — mépris de la chronologie et des dates, maintes fois dénoncé.

Quant à René Girault, euquel e été tout naturellement confiée la responsabilité d'une mission à laquelle il s'est consacré tout entier, son intervention initiale résulte, me semble-t-il, de ses contacts avec ses anciens étudiants entrés dans l'enseignement, ou avec ses autres collègues historiens soucieux de former, ou d'être de bons maîtres, lesquels sont beaucoup moins rares qu'on ne le dit souvent. Citons seulement l'édiction remarquable menée, depuis une dizaine d'années, par les actuels animateurs de l'Association des professeurs d'histoire et de géographie.

Alors, faut-il revenir à Margnani 1915 et à *« nos ancêtres les Gaulois »* ? Ce serait — parmi bien d'autres objections — dissocier de façon inacceptable enseignement et recherche. Depuis Marc Bloch et Lucien Febvre, cette dernière pourfend volontiers l'histoire événementielle (de façon, d'ailleurs, excessive), et privilégie l'histoire des civilisations aux dépens de l'histoire politique nationale.

Il n'en reste pas moins qu'il a fallu que nous parvenions aux notes de René Girault, telle ou telle apocryphe, ou que nous analysions les réponses faites aux questionnaires diffusés auprès d'un échantillon représentatif d'élèves de première et de seconde, pour que nous prissions conscience, à la fois, de l'inépuisable, voire du désastre des maîtres, et de l'inculture historique de beaucoup d'élèves. Sans préjuger pour autant des conclusions définitives du rapport Girault, je dirais que la crise — en ce qui concerne, bien sûr, l'enseignement de l'histoire, qui est seul ici en cause — semble particulièrement grave dans le primaire (et dans l'enseignement des écoles normales), dans les collèges, ainsi que

On assiste, certes, depuis quelques années, à une réaction face aux outrances de certains partisans de l'histoire structurale et thématique. Il ne saurait être question pour autant de revenir à Levisse, aux historiens positivistes et jacobins de la III^e République... tout en les admirant d'avoir su si intimement associer, aux histoire et instruction civique !

Quelle histoire, pour quelle école ? Un beau débat pour la rentrée...

(*) Professeur à l'université de Paris-X Nanterre.

ÉDUCATION

LA RENCONTRE ENTRE DOUZE MILLIONS D'ÉLÈVES ET UN MILLION D'ENSEIGNANTS

Pour réussir la rentrée

« La rentrée scolaire a présenté, en 1982, des difficultés. Nous nous sommes efforcés de prendre en compte, cette année, tout ce qui est de notre responsabilité pour que les choses se passent mieux. » Invité de M. M. Gallo, secrétaire d'Etat, porte-parole du gouvernement, à l'occasion de son « point de presse », le jeudi 1^{er} septembre, M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, a tenté de désamorcer par avance les incidents qui risquent de se produire à la prochaine rentrée scolaire, le 8 septembre. Ce jour-là — et le lendemain en Corse — il s'agit, a souligné le ministre, de « réussir la rencontre entre douze millions d'élèves et un million d'enseignants ».

M. Savary a relevé que, « globalement, les effectifs pourraient augmenter de 30 000 enfants, avec un accroissement attendu en maternelle et dans le second degré, les classes élémentaires (du cours préparatoire au cours moyen 2^e année) perdant quelque 115 000 élèves. L'affectation des enseignants titulaires a été effectuée plus précocement que l'an dernier, précédant celle des maîtres auxiliaires. Un volant de 12 000 à 15 000 auxiliaires reste en réserve pour « faire face à l'impondérable prévisible » : absence justifiée, le matin de la rentrée, de maîtres malades, victimes d'accidents ou empêchés. Pour évi-

ter le « déshabillage » des académies du Nord et de l'Est en enseignants, constaté l'an dernier, les mutations vers le Midi et le Sud-Ouest ont été retardées, en attendant que les académies considérées par certains comme terre d'exil soient pourvues.

Voulant ramener les points sensibles à « leurs justes proportions », M. Savary a déclaré que, dans le premier degré seulement, 0,1 % des classes comptent plus de 35 élèves et 10 % (15 000) moins de 16 élèves. Dans 82 % des collèges, les classes regroupent 25 élèves ou moins et 52 % des lycées ont un effectif moyen égal ou inférieur à 30 élèves par classe.

M. Savary : « Un métier magnifique et ingrat »

M. Savary a renouvelé « sa confiance » dans les enseignants sur qui « pèsent de lourdes contraintes ». Il s'adresse à eux dans une lettre dont nous publions ci-dessous les principaux extraits et qui a été envoyée aux 80 000 chefs d'établissements publics et privés.

Les explications du ministre de l'éducation nationale répondaient à l'invitation du premier ministre appelant, dans ses colonnes (le Monde du 2 septembre) la majorité à « se mobiliser pour la reconquête de

l'apillon ». Bataille l'estrade n'est pas une occupation qu'il affectionne particulièrement. Il l'a fait à sa manière, pondérée, pragmatique, dénuée d'embrouille, en concluant : « Tout n'est fait techniquement pour que cette rentrée réussisse. Il restera à voir si c'était suffisant... »

Dans la lettre adressée, mercredi 31 août, aux recteurs et aux 80 000 chefs d'établissements scolaires, le ministre de l'éducation nationale, M. Alain Savary écrit notamment :

« En contact étroit depuis deux ans avec tous les artisans de l'institution scolaire, à l'écoute aussi des parents et des jeunes, je sais que la grande majorité de nos concitoyens attendent de l'éducation nationale qu'elle évolue dans le sens d'une plus grande démocratie et aussi d'une amélioration qualitative de ses prestations (...).

« Un système plus démocratique, c'est d'abord un système où tout le pouvoir n'est pas détenu par l'Etat, où les établissements scolaires ont, dans un cadre national, une part d'autonomie réelle, où ils peuvent se diversifier en fonction de projets pédagogiques, où les parents et les collectivités territoriales disposent de responsabilités dans les affaires de l'école (...). L'attente porte aussi, c'est incontestable, sur une meilleure adaptation de notre enseignement aux élèves. Les Français partagent très largement l'idée que notre système éducatif n'est plus aussi performant qu'il l'a pu l'être et, pour dire les choses très simplement, que l'on n'apprend plus suffisamment ou peut-être de façon suffisamment sérieuse, dans nos établissements scolaires (...).

« Le grand effort de scolarisation, au sens quantitatif, est derrière nous, même si des disparités géographiques demeurent, même si la scolarisation des jeunes de seize à vingt-cinq ans est encore insuffisante comme peuvent en témoigner les comparaisons internationales. Il s'agit donc bien aujourd'hui d'améliorer la qualité de notre système scolaire.

« C'est pourquoi j'ai souhaité que le projet de budget pour 1984 accorde une priorité réelle, malgré la rigueur des temps, à la formation permanente des personnels (...). J'observe même parfois, avec étonnement, une certaine tendance des familles à demander à l'école et à ses personnels ce qu'elles ne savent plus toujours faire : l'éducation des enfants. Chacun doit assumer les responsabilités qui sont les siennes. Celles des enseignants sont lourdes et la politique du ministère de l'éducation nationale qui consiste à lutter contre les sorties prématurées du système éducatif complique incontestablement leur tâche en augmentant le nombre des élèves dans les classes. Pour ce qui me concerne, je suis pleinement conscient des difficultés du métier d'enseignant, tout à la fois magnifique et ingrat, et de l'effort quotidien qu'il implique. Il m'arrive souvent de souhaiter que cette conscience soit plus générale, et aussi plus vive, chez tous nos concitoyens. La mutation attendue du système éducatif n'a de chances de réussir que si elle devient un objectif pour tous les Français dans la reconnaissance et le respect mutuels. »

Faits et jugements

Le docteur Colombani ne veut pas être jugé à Marseille

Il n'est pas certain que le procès de l'affaire des grâces médicales de Marseille, dans laquelle sont impliqués trois médecins, dont le docteur Alain Colombani, ait lieu à Marseille. Troisier, ancien médecin-inspecteur de l'administration pénitentiaire, et M. André Fratielli, puisse débiter comme prévu le 21 septembre devant le tribunal correctionnel de Marseille. Le docteur Colombani a en effet saisi la chambre criminelle de la Cour de cassation d'une requête en suspension de la procédure tendant à dessaisir du dossier ce tribunal et toute autre juridiction du ressort géographique de la cour d'Aix-en-Provence.

Le docteur Colombani, qui fut médecin-chef de l'hôpital de la prison des Baumettes, trouve anormal, en particulier, que des magistrats de Marseille soient appelés à le juger, en raison des fonctions qu'il a occupées et de celles qu'occupait, jusqu'à sa disparition, M. Fratielli. La requête du docteur Colombani pourrait être examinée le 17 septembre par la chambre criminelle de la Cour de cassation.

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible en suivant
LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC
cours avec explications en français
Documentation gratuite :
ÉDITIONS DISQUES BBC
6, rue de Serri - 75008 Paris

« L'agresseur du gardien de la paix toulousain blessé par balles, jeudi 1^{er} septembre (nos dernières éditions), a été identifié. En fuite, M. Michel Bagat, 27 ans, a été reconnu à l'aide de photographies. Il était déjà recherché par les services de police. Les jours de gardien de la paix, M. Michel Bagat, blessé à la jambe et au bras, ne sont pas en danger.

« De nouveaux faits échoués. Cent cinquante flics, en provenance d'Espagne, se sont échoués, jeudi 1^{er} septembre, sur les plages landaises, s'ajoutant aux cent cinquante — dont vingt-sept contenant du cyanure — déjà ramassés depuis lundi sur le littoral des Landes et des Pyrénées-Atlantiques, a indiqué la sous-préfecture de Dax (Landes). La baignade reste interdite dans les Landes, alors qu'elle continue à être autorisée sur les plages basques et gironnaises.

DES ETUDES QUI ONT UN AVENIR

« Depuis 30 ans, l'objectif du Groupe Ecole des Cadres est de donner aux jeunes une formation concrète. Afin qu'ils aient un métier.

« Le Brevet de Technicien Supérieur, diplôme d'Etat, correspond à cette orientation parce qu'il est centré sur la vie active.

« C'est pourquoi l'ITL, pour vocation — au sein du Groupe E.D.C. —

de préparer les jeunes qui le désirent à ce diplôme dans le secteur de l'Activité Touristique (production et vente, accueil, administration etc.).

« Vous souhaitez des études aussi passionnantes que le métier qu'elles préparent. Aussi, le programme de l'ITL comprend-il des stages, trainings, visites de sites touristiques, ou de musées afin de compléter votre formation théorique.

Conditions d'admission :

• Non bacheliers : sur examen d'entrée • Bacheliers : sur présentation du dossier scolaire et entretien

Examen d'entrée 13-14 Septembre

Institut du Tourisme et des Loisirs

Groupe Ecole des Cadres
Etablissement privé d'enseignement supérieur mixte
92, av. Charles de Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine, tél. 747.06.40+

DES ETUDES QUI DONNENT DU TRAVAIL

« Depuis 30 ans, l'objectif du Groupe Ecole des Cadres est de donner aux jeunes une formation concrète. Afin qu'ils aient un métier.

« Le Brevet de Technicien Supérieur, diplôme d'Etat, correspond à cette orientation parce qu'il est centré sur la vie active.

« C'est pourquoi l'ITL, pour vocation — au sein du Groupe E.D.C. —

au sein du Groupe E.D.C. — de préparer les jeunes qui le souhaitent à ce diplôme dans les secteurs suivants :

— Commerce International, Comptabilité-Gestion, Informatique, Action Commerciale, Assurance, Publicité, Relations Publiques, Assistance et Secrétariat de Direction bilingue, trilingue.

Conditions d'admission :

• Non bacheliers : sur examen d'entrée • Bacheliers : sur présentation du dossier scolaire et entretien

Examen d'entrée 12-14 Septembre

Institut Supérieur d'Etudes Appliquées

Groupe Ecole des Cadres
Etablissement privé d'enseignement supérieur mixte
92, av. Charles de Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine, tél. 747.06.40+

Préparez votre BAC tout en préparant une école supérieure de commerce.

CLASSES PREPARATOIRES SUPERIEURES
GROUPE ECOLE DES CADRES, 92 AV. CHARLES DE GAULLE
92200 NEUILLY-SUR-SEINE, TEL. 747.06.40+

Etablissement privé d'enseignement supérieur mixte reconnu par l'Etat.

Le Groupe Ecole des Cadres offre aux élèves du niveau des classes terminales une triple opportunité :

• Une préparation efficace au Baccalauréat (sections A et B) par un contrôle continu des connaissances, un entraînement accéléré, des horaires renforcés en mathématiques, économie, langues...

• Une solide formation méthodologique pour « apprendre à travailler » par des méthodes modernes et dynamiques (visites d'entreprises, études de cas...)

• Une initiation économique pratique, préparant l'accès à des études supérieures : gestion, commerce international, comptabilité, informatique, publicité...

Admission sur dossier et sur entretien d'orientation (60 places).

CARNET

Naissances

— Madeleine et Jean-Luc COLLINOT ont la joie de faire part de la naissance de leur fille

Marie

le 26 août 1983.
15, avenue de Livry,
93340 Le Raincy.

Mariages

— M. et M^{me} Witold RATYNSKI, M. et M^{me} Peter BRADSHAW, ont la joie d'annoncer le mariage de leurs enfants,

Philippe et Lynn Alison.

le 3 septembre à Sassiargues-Saint-Germain (Indre).

Décès

— On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Ruth ACKERMANN,

survenue subitement à Casablanca le 30 août 1983.

Casablanca, Alto-Diab,
8, rue d'Hossegor,
Paris.
Friedburg et Speier (R.F.A.).

— M. Maurice Bellonte, son épouse,
M. et M^{me} Maxime Dubaut,
M. et M^{me} Olivier Dubaut,
M. et M^{me} Emmanuel Dubaut
et leurs enfants Guillaume et Nicolas,
M. et M^{me} Etienne Fontanille
et leurs enfants David et Hélène,
ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès, le 28 août 1983, de

M^{me} Raymond BELLONTE,
née Lafon,

munie des sacrements de l'Eglise; dans sa quatre-vingt-septième année.
Les obsèques auront lieu le lundi 5 septembre 1983, à 11 heures, en l'église Notre-Dame de l'Assomption, à Paris-16.

L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille au cimetière de Passy,
65, rue du Ranelagh,
75016 Paris.

— M. André Fernébot et M^{me} née Bianovici, et leur fils Willy,
M. et M^{me} Maurice Bianovici et leurs enfants Sophie et David,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Fanny BLAUER,

veuve Benjamin Bianovici,
leur mère, belle-mère et grand-mère,
survenue le 28 août 1983 à Paris.
Les obsèques ont eu lieu le mercredi 31 août dans la plus stricte intimité au cimetière du Père-Lachaise.
Cet avis tient lieu de faire-part.

80, rue Spontini,
75016 Paris.
57, boulevard de Picpus,
75012 Paris.

— M. Nicole Bloch et ses enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jeanne BLOCH-POTTIER.

Les obsèques seront célébrées en l'église Saint-Pierre de Neuilly le 6 septembre, à 15 h 30.

— M. et M^{me} Jean-Baptiste, 46, rue A.-Briand, Levallois.

— M. Pierre Boulais, son épouse,
M. et M^{me} Jean Boulais, ses enfants,
M. et M^{me} Serge Thomas et Sébastien,
M^{me} Catherine et Sophie Boulais, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,
M^{me} René Poulin, ses enfants,
et Nicolas,

M^{me} Marie Bernard,
M. et M^{me} Lucien Bernard, leurs enfants, et Chloé,
ses sœurs, beau-frère et belles-sœurs,
ses neveux et nièces,
M^{me} Georges Damians, sa tante, ses enfants et petits-enfants,
Les familles Terrasson, Demossier, Sigier et Turquois,
ses cousins et cousines,
Toute la famille et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre BOULAIS,

survenu pieusement à Paris, le 20 août 1983, dans sa quatre-vingt-troisième année.
Le service religieux en l'église Notre-Dame des Oranges et l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

7, rue Vidal-de-la-Blache,
75020 Paris.

3, rue Combes,
33000 Bordeaux.

— M. Fred Freed a le regret de faire part du décès de

M. Fred FREED,

compositeur de musique, pianiste,
survenu, le 31 août 1983, des suites d'une longue maladie.

Selon la volonté du défunt, il a été fait don de son corps à la faculté de médecine.

36, avenue Junot,
75018.

— M^{me} Maurice Kremski et sa fille,
M^{me} Gellip,
sa sœur,
ont la tristesse de faire part du décès de

Maurice KREMSKI,
chevalier de l'Ordre national du Mérite,
survenu le 10 août 1983 à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité le 12 août 1983.

93, boulevard Jean-Jaures,
92100 Boulogne.

— M^{me} Françoise Lhopiteau, sa fille,
M^{me} Valérie Lefranc,
sa petite-fille,
sa famille et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

docteur Marcel LHOPITEAU,

survenu à Paris, dans sa quatre-vingt-quatrième année, le 28 août 1983, à la suite d'une longue et cruelle maladie.

Selon ses volontés, les obsèques civiles ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale à Camaret-sur-Mer (Finistère), le 1^{er} septembre 1983.
Cet avis tient lieu de faire-part.

17, rue des Acacias,
75017 Paris.

M^{me} Anne-Marie Solans,
directrice-gérante,
Les membres du personnel,
Collaborateurs et amis du journal l'Officiel de la Fourrière-Fourrières-Magazine,
ont la grande tristesse de faire part du décès de l'éditeur-fondateur de ce journal :

M. Marcel LHOPITEAU,

survenu à Paris le 28 août 1983 à la suite d'une longue et douloureuse maladie.

Selon ses volontés, les obsèques civiles ont eu lieu dans la plus stricte intimité à Camaret-sur-Mer (Finistère), le 1^{er} septembre 1983.

Cet avis tient lieu de faire-part.

11, faubourg Poissonnière,
75009 Paris.

— La famille Liebreich

et ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Elisabeth LIEBREICH,

survenue à Boulogne le 30 août 1983 dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La levée de corps aura lieu le lundi 5 septembre 1983, à 15 heures, à l'hôpital Ambroise-Paré de Boulogne, suivie de l'inhumation au cimetière de Bagneux-Parisien.

— M. Georges Montredon,

M^{me} Andrée Delmas,

M. et M^{me} Alain Montredon et leurs enfants,

M^{me} Mariette Montredon,

ses époux, sœur, fille, fille et petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Thérèse MONTREDON,

officier de l'Instruction publique,

chevalier de l'Ordre national du Mérite,

décédée à l'âge de soixante et onze ans, le 24 août 1983.

Selon ses dernières volontés, son corps a été remis à la science.

105, avenue de la Moyenne-Corniche,
83700 Saint-Raphaël.

— M. Armand Raynal,

M. et M^{me} Jean-René Raynal et leurs enfants,

M. Olivier Raynal

et M^{me} G. Bré,

M. et M^{me} Yves Raynal,

Leurs parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Armand RAYNAL,

survenu le 31 août 1983.

Anniversaires

— Que ceux qui ont connu, aimé et admiré

Jean VADON,

compositeur de musique,

organiste du grand orgue de Saint-Jean de Montmartre,

aient une pensée fidèle, en ce dixième anniversaire de son décès, le 3 septembre, en y associant le souvenir de son épouse, née

Denyse FERLIN.

Une messe sera dite à Arcingues (Loire).

ROBLOT S.A.

622-27-22

ORGANISATION D'OBSEQUES

Listes de Mariage

AUX TROIS QUARTIERS

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mot/col.	Le mot/lg. T.T.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	81,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	38,85
AGENCE	33,60	39,85

* Déterminé selon surface ou nombre de parutions.

L'immobilier

Le Monde

économie

SOCIAL

Un entretien avec M. Bergeron

(Suite de la première page.)

« Mais si l'on compare la France avec des pays confrontés à des problèmes de même importance que le nôtre, on observe que la participation de l'Etat à l'assurance-chômage est inférieure à celle de la plupart de ses concurrents. Pour l'instant, elle gravite autour de 30 %. C'est une question qui, à l'avenir, peut se discuter. Il faut bien trouver une solution, car on ne peut laisser les chômeurs sans rien. On nourrit de temps à autre une controverse sur les faux chômeurs. Je ne dis pas qu'il n'y en a pas, mais attention : il ne faudrait pas que l'opinion publique en vienne à penser que tous les chômeurs sont des bricoleurs. Je rejette ce raisonnement qui est dangereux. »

« Ne redoutez-vous pas un interventionnisme croissant de l'Etat ? »

« Je reconnais qu'il y a un risque réel. Je ne suis pas favorable à un renforcement de l'interventionnisme étatique, car plus l'Etatisme devient lourd, plus la démocratie devient fragile. On parle de plus en plus de budgetiser, donc de financer la protection sociale par l'impôt. Ce n'est pas en soi scandaleux. Mais ne risque-t-on pas de dénaturer les assurances sociales par rapport aux conceptions qui étaient à l'origine de leur création ? Ne vaut-il pas mieux aller davantage dans le sens de la mutualisation ? »

« On ne responsabilisera pas les assurés en budgétisant tous azimuts. On aboutira au contraire, et les assurés finiront par raisonner à l'égard de l'impôt sur le revenu. A tous égards, une budgétisation générale de la protection sociale n'est pas souhaitable. »

« C'est en sens inverse qu'il faut aller, mais je reconnais que ce n'est pas facile. Peut-être faut-il imaginer un système de cotisations qui ne repose plus exclusivement sur le salaire : les idées lancées sur une cotisation assise sur la valeur ajoutée, sur la cotisation-machine seront dans la pratique terriblement difficiles à mettre en œuvre. Quant à un recours à la T.V.A., il présente des inconvénients dans la mesure où tout le monde la supporte de la même manière. »

Le Livre blanc du ministère des affaires sociales indique que,

LA PRODUCTION EST ARRÊTÉE À L'USINE CITROËN D'AULNAY À LA SUITE D'UNE « GRÈVE BOUCHON »

Le 1^{er} septembre, jour de rentrée après les congés d'été, la production de l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois a été arrêtée dans l'après-midi. Selon la direction, un atelier où travaillent deux cents personnes aurait été bloqué à l'appel d'un délégué C.G.T. Le syndicat, de son côté, affirme que la direction a pris « la décision de bloquer la production » et évoque des « provocations de la part des chefs d'équipe ».

D'autre part, le 2 septembre, le mouvement s'est poursuivi dans l'atelier de ferrage et a entraîné l'arrêt total de la production, dès le début de la matinée, les grévistes demandant le « déplacement » d'un chef d'équipe et une augmentation de 3 % de leurs salaires. Une manifestation des métallurgistes C.G.T. d'Ile-de-France aura lieu, le 8 septembre, devant le siège de l'Union des industries métallurgiques et minières (U.I.M.M.) à Paris, a confié M. André Sainjon, secrétaire général de la Fédération des travailleurs de la métallurgie (F.T.M.), au cours d'une conférence de presse, le 1^{er} septembre.

Par cette action, les métallurgistes entendent faire connaître leur préoccupation pour l'emploi (55 000 suppressions d'emploi auraient été annoncées ou réalisées dans la branche depuis janvier). M. Sainjon a d'ailleurs lancé un appel pour que les métallurgistes de province agissent de même auprès des directions d'entreprises et des organisations patronales locales.

Réclamant l'ouverture de négociations, M. Sainjon a indiqué que « la question du pouvoir d'achat est, avec l'emploi, celle qui doit être abordée et réglée en priorité ». Il a en outre réaffirmé que la C.G.T. refuserait « une quelconque diminution du pouvoir d'achat, même dans le cas d'une réduction du temps de travail ».

Le secrétaire général de la F.T.M.-C.G.T. a ensuite abordé la situation dans l'automobile et proposé de « mettre sur pied une véritable coopération entre tous les constructeurs français, y compris Talbot. [...] »

pour faire face aux besoins de financement de la protection sociale, on risque de devoir chaque année procéder à un « dosage » entre une augmentation des recettes et un ralentissement des dépenses. Plus d'économies et plus de prélèvements, est-ce une voie inéluctable ?

« L'opinion publique doit prendre conscience qu'elle est face à un problème de choix : jusqu'où veut-on être géré dans le domaine de la maladie, de l'accident, de la retraite, du chômage par rapport à la consommation immédiate ? Quelle est la part du salaire qu'on peut économiser pour se garantir contre les aléas de l'existence par rapport à ce dont on peut disposer immédiatement ? C'est un problème qui est réel même s'il est contesté, y compris dans nos milieux, et on ne peut pas le balayer d'un revers de la main. »

« Est-ce que vous pensez que les élections à la Sécurité sociale vont être l'occasion pour les salariés de réfléchir à ces problèmes ? Qu'est-ce que vous attendez de cette consultation ? »

« La campagne électorale ne va durer qu'un mois et demi. La réflexion sur la protection sociale a commencé avant et elle se poursuivra après. Des élections à la Sécurité sociale on tirera des conclusions sur la représentativité des différentes organisations syndicales, ce qui n'est pas négligeable. Nous tenterons de convaincre l'opinion que nous sommes meilleurs que les autres, et ceux-ci feront de même. Si FO pouvait obtenir autour de 20 %, je serais bien content. Mais l'organisation des élections pose un certain nombre de problèmes. Quand on voit la façon dont les inscriptions ont été faites, les moins qu'on puisse dire, c'est qu'il y a eu des anomalies réelles. Je ne les efface pas, mais je ne les efface pas non plus. Les efforts incontestables du ministère des affaires sociales, qui est parvenu en partie à réduire les difficultés, mais il en subsiste encore beaucoup. Quand on procède à une consultation de cette importance, mieux vaut, quitte à se donner un délai supplémentaire, l'organiser convenablement. »

« Le système fiscal n'est pas juste »

« Une aggravation de la pression fiscale pour 1984 serait-elle un casus belli ? Allez-vous faire des propositions précises ? »

« Le système fiscal n'est pas juste. Nous ne ferons pas de propositions au sens propre du terme car cela relève du Parlement et du gouvernement, mais nous émettrons des avis et des opinions sur la réforme de la fiscalité. Une aggravation de la pression fiscale pose le problème du pouvoir d'achat. Si d'un côté l'évolution des rémunérations se maintient sans cesse et que de l'autre on ponctionne encore davantage les revenus, comment voulez-vous que tel ou tel ne tarde pas à provoquer des réactions ? Il y aura à coup sûr des réactions qui seront dues non à des mots d'ordre de Bergeron ou d'autres, mais à un phénomène de ras-le-bol de gens qui ne supporteront plus le niveau de la pression fiscale. »

« N'êtes-vous pas en train de forcer la note quand vous dites que la politique gouvernementale est d'« image de celle de M. Thatcher » ? Ou cela signifie-t-il que face à la crise il n'y a pas de politique de rechange ? »

« La politique appliquée par le gouvernement français n'est pas exactement, dans les détails, à l'image de celle de Mme Thatcher ou des libéraux, mais pour l'essentiel c'est en effet la même. Il y a un an, dans vos colonnes, j'avais conseillé au gouvernement la prudence, convaincu que les difficultés ne tarderaient pas à se manifester en raison de l'étrange interdépendance des économies nationales. J'ai toujours pensé qu'il n'était pas possible de mettre en œuvre dans un seul pays une politique fondamentalement différente de celles des gouvernements de pays à économie comparable. Les faits m'ont donné raison. Le salut, si salut il y a, ne peut venir que d'une meilleure coopération européenne. »

« Les risques de « rupture de l'équilibre social » sont-ils plus grands aujourd'hui qu'en 1968, en 1973, ou en 1980 ? »

« On ne peut pas prendre comme base de référence les événements de 1968 : le contexte était différent, et il ont trouvé leur origine dans le milieu étudiant. Déjà, du temps des anciens gouvernements, j'attirais l'attention sur les risques, en dépassant certaines limites, de provoquer des réactions sociales pouvant mettre en cause la politique gouvernementale. »

« Nous redoutons que le rigorisme de la politique gouvernementale ne conduise à la récession, avec toutes les conséquences qui en découlent, notamment dans le domaine du chômage. L'expérience montre que, lorsque l'on dégringole dans la récession, il est toujours difficile d'en sortir. C'est pourquoi nous craignons une dégradation du climat social à plus ou moins long terme. Lorsque de tels mouvements se produisent, toutes les théories économiques s'envolent comme feuilles au vent. Si je demande au gouvernement de lâcher du lest sur les salaires, c'est que l'équilibre social est ébranlé, qu'il est en danger. Si des conflits éclatent, on ne pourra pas se contenter de bonnes paroles. Ce qu'on aura refusé sur le pouvoir d'achat, on sera obligé de le lâcher sous la pression des événements. La politique conventionnelle mérite d'être préservée, car elle permet de réduire les tensions. Or je suis très préoccupé par son avenir. Avant le gouvernement pendant la première période du septennat ne tenait pas ses comptes des réalités économiques, et tant nous pensons aujourd'hui que nous arrivons à un point qu'il est difficile de dépasser, d'autant que toutes les déclarations gouvernementales semblent montrer que la rigueur actuelle va durer jusqu'à la fin de 1984. Avec la poursuite du rassemblement du pouvoir d'achat - en 1982 il a baissé environ

de 3 % en moyenne - le gouvernement risque de provoquer des réactions qui remettront tout en cause, y compris les orientations de sa propre politique. »

« Pensez-vous que le plan Delors va réussir ? »

« Je n'ai jamais vu de politique économique réussir totalement ou échouer totalement. Je ne conteste pas que le gouvernement soit parvenu à ralentir l'inflation. Même si l'objectif qu'il s'est fixé n'est pas atteint - ce qui m'apparaît vraisemblable - j'admets que le taux d'inflation sera en 1983 inférieur à ce qu'il était ces années dernières et je m'en réjouis. Cependant qu'il s'agisse de l'inflation ou du commerce extérieur, il faut accueillir avec prudence les données dont on dispose durant l'été : le nombre de gens travaillant à l'étranger, de ces statistiques étant moins grand qu'à l'ordinaire, on a souvent tendance à extrapoler. »

« Ma préoccupation dominante demeure l'emploi. Je crains que l'objectif du gouvernement qui vise au rétablissement des équilibres fondamentaux ait une contrepartie grave sur le niveau du chômage. »

« Comment vous situez-vous dans le débat sur la croissance ? »

« Je ne suis pas personnellement un religieux de la croissance à tout prix. Mais quand on veut améliorer les conditions d'existence des gens, encore faut-il que le volume des richesses à partager existe. La somme des besoins non satisfaits dans notre pays, et plus encore dans le monde - où les quatre cinquièmes des gens manquent de nourriture - est telle qu'on ne peut pas véritablement imaginer une croissance zéro. »

« Qu'est-ce que vous pensez des propositions de M. Marchelli sur un retour dans leurs pays des immigrés étant depuis au moins dix ans en France ? »

« Depuis plusieurs années, je déclare qu'il faut réglementer l'immigration, c'est-à-dire ne pas laisser les gens courir à l'import comme à l'export. Je crois en mon âme et conscience, sans qu'on puisse me soupçonner une seconde de racisme ou de xénophobie, qu'on a atteint un niveau qu'il est impossible de dépasser. Si les frontières demeurent des passoirs, alors nous verrons naître ou renâtrer le racisme et la xénophobie. Quant à aider les pays d'origine à développer leur économie, c'est une tâche qui ne peut être confiée qu'à la main-d'œuvre qui, pour l'instant, est obligée de s'exporter, c'est une idée juste qui s'inscrit dans la philosophie développée par M. Mitterrand. De là à dire qu'il faut renvoyer les immigrés étant depuis moins de dix ans en France, je ne suis pas d'accord. Je mesure les drames familiaux et humains que cela engendrerait. Il faut savoir tenir la mesure. »

Propos recueillis par MICHEL NOBLECOURT.

ÉTRANGER

En Italie

Le patronat et les syndicats ont renouvelé la convention collective de la métallurgie

De notre correspondant

Rome. — Il aura fallu plus de deux cents heures de grève et quelque six mois de négociations pour que finalement patronat et syndicats puissent parvenir, jeudi 1^{er} septembre, à un accord pour le renouvellement de la convention collective des métallurgistes arrivée à échéance il y a deux ans. Alors que le contrat des métallurgistes avait toujours été, par le passé, le point de référence pour les autres catégories sociales, cette fois, il aura été signé le dernier.

L'accord intervenu met fin à une période de tension sociale particulièrement forte, qui a divisé secteur public et secteur privé, patronat et syndicats. Il s'agit, en outre, d'un point positif à mettre au compte du nouveau cabinet à direction socialiste qui le libère d'une hypothèque entravant toute perspective en matière de relations industrielles.

La nouvelle convention collective des métallurgistes est entrée en vigueur le 1^{er} septembre et sera valable jusqu'au 31 décembre 1985.

Reprenant les grandes lignes du compromis auquel était parvenu, en juillet, l'ancien ministre du travail, M. Scotti, elle présente deux caractéristiques importantes : elle concède une plus grande flexibilité de production aux industriels, mais elle prévoit une réduction des horaires de travail, anticipant une tendance existant un peu partout dans le monde industrialisé, mais qui se coarctifie difficilement.

Ainsi le patronat a obtenu une augmentation, par rapport au compromis de M. Scotti, des heures supplémentaires annuelles, qui peuvent être demandées aux salariés pris individuellement, sans qu'il soit nécessaire d'un accord préalable avec le syndicat : avec trente-deux heures supplémentaires (quarante heures dans le cas des entreprises de moins de deux cents employés) à sa

disposition, le patronat bénéficie d'une marge de manœuvre plus grande pour adapter la production au marché. Du point de vue syndical, c'est cependant une concession car, dans un passé pas si éloigné, à la Fiat notamment, des luttes avaient eu lieu contre les « samedis supplémentaires ».

En revanche, la réduction des heures de travail annuelles obtenues par les syndicats s'élève à vingt-huit heures pour les tourneurs, plus vingt heures compensées financièrement. Ne feront pas partie de ces réductions des horaires les pauses et les périodes de repos dues à des raisons physiologiques. Il est prévu, en outre, une prime passant de trois cents à trois cent cinquante-six mille lire, permettant de rattraper des arriérés sur huit mois ; mais les augmentations salariales, a précisé M. De Michelis, ministre du travail, restent dans le cadre du plafond prévu en matière de coût du travail. En tenant compte, cependant, de la réduction des horaires, l'augmentation du salaire en trois ans sera de 40 % (contre 33 % prévus par la loi de finances). Si, parmi les syndicalistes socialistes, l'accord est perçu comme « un pas en avant », les autres, notamment les communistes, font des réserves.

PHILIPPE PONS.

P.T.T.

Le courrier administratif sera acheminé au tarif ordinaire

La base forfaitaire du courrier administratif a été modifiée à partir du 1^{er} septembre par mesure d'économie. La décision en avait été prise en début d'année à Malignon. Une partie du courrier administratif franchisé acheminé jusqu'à la « porte » sera acheminé en « ordinaire » par la poste.

Ces envois qui faisaient l'objet de forfaits payés par les administrations et les P.T.T. sur la base d'une tarification à 2 francs seront régis par de nouveaux forfaits sur la base d'une tarification à 1,60 franc. Il s'agit d'une moindre dépense et aussi d'une moindre recette pour les P.T.T., qu'il est impossible de chiffrer a priori. On sait seulement qu'au total ces objets transportés en franchise représentent un « chiffre d'affaires » de 3,8 milliards de francs pour la poste.

AFFAIRES

RENAULT POURRAIT IMPLANTER UNE USINE EN EGYPTE

La volonté du gouvernement égyptien de se doter d'une industrie automobile a amené les autorités du Caire à retenir quelques constructeurs européens. Il semble que Renault ait été présélectionné parmi les trois constructeurs les mieux placés (les deux autres étant Volkswagen et Peugeot). Chez Renault, on précise simplement que des discussions vont commencer dans les jours prochains. Il s'agirait d'implanter une usine d'une capacité de 25 000 véhicules par an, dont le taux d'intégration (production locale) devrait être de l'ordre de 60 %.

BONS S.N.C.F. 5 % 1963

Il est rappelé aux porteurs de Bons S.N.C.F. 5 % 1963 de 200 F qu'ils ont le faculté d'obtenir le remboursement anticipé de leurs bons le 22 décembre 1983. Ces bons seront remboursés, au prix unitaire de 230 F, sous réserve de leur dépôt le 21 septembre 1983 au plus tard.

Édité par la S.A.R.L. le Monde
Gérant : André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beauvillier (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie : du « Monde », 5, rue des Filles du Calvaire, PARIS-IV

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57-437
ISSN : 0393-1037

CONJONCTURE

Tout ne va pas si mal en France estime le « Financial Times »

« Quel pays industriel de l'Ouest - en dépit d'une avalanche quotidienne de commentaires pessimistes en provenance de sa presse nationale - dispose actuellement de réserves de devises record (officiellement), a pratiquement supprimé son déficit de balance des paiements au trimestre dernier, a ramené son taux d'inflation à son plus bas niveau depuis dix ans (aux environs de 1 %, encore au-dessus, certes, de la moyenne internationale) et, rétrospectivement, réussit à maintenir son taux de chômage à son étiaje des douze derniers mois ? »

Cette devinette a été posée à ses lecteurs par le quotidien britannique Financial Times dans son éditorial « Lombard » du 1^{er} septembre 1983, et la réponse était : « La France. » Notre confrère ajoutait, pour corser la devinette : « Le budget de ce pays s'achemine solidement vers l'équilibre structurel, selon l'O.C.D.E. ; les immatriculations d'automobiles ont battu leur record cette année : la Bourse a monté de près de 40 % depuis la fin de 1982 et la monnaie, en dépit de fréquentes attaques spéculatives, n'a fléchi que de 3 % par rapport à la livre sterling depuis mai 1981. »

Sans doute, écrit la quotidienneté britannique, l'économie française n'est pas encore tirée d'affaire. Les conséquences du plan de rigueur du printemps dernier sur le plan social n'ont pas encore été pleinement mesurées, et le « boom » sur les réserves de devises est dû, principalement, à des emprunts massifs à l'étranger. Néanmoins, estime le Financial

EN DÉSACCORD AVEC LE PROGRAMME MIS EN PLACE AVEC LE F.M.I.

Le gouverneur de la Banque centrale du Brésil M. Carlos Langoni, démissionne

Le jeune président de la Banque centrale du Brésil, M. Carlos Langoni, a présenté sa démission dans une lettre adressée au ministre des finances, M. Ernane Galveas. M. Langoni participait activement aux négociations avec le Fonds monétaire international (F.M.I.) et avec les grandes banques internationales pour la restructuration de la dette extérieure du Brésil, évaluée à 90 milliards de dollars. Il a remis sa démission au moment où M. Galveas s'appuyait à signer la nouvelle « lettre d'intention » adressée au Fonds monétaire. Le F.M.I. a suspendu depuis le mois de mai le versement de quelque 800 millions de dollars (correspondant à deux tranches du crédit global de 4,9 milliards de dollars accordés par le Fonds monétaire en janvier dernier).

Le porte-parole de l'institut d'émission a clairement laissé entendre que le gouverneur « n'était pas d'accord » avec les termes « irréalistes » de la lettre d'intention, qui prévoit notamment un plafonnement de l'inflation à 55 % en 1984 (elle dépasse 150 % actuellement), double d'un sérieux effort de compression des dépenses budgétaires. Selon des sources bien informées, M. Langoni considérerait que ces conditions amèneraient « la destruction de l'économie nationale ».

Le ministre des finances, M. Galveas, a reconnu devant la presse que la démission de M. Langoni retarderait la signature de la lettre d'intention.

Le projet de loi sur la « désindexation » de fait des salaires rencontre par ailleurs une forte opposition à la Chambre des députés, y compris au sein du parti gouvernemental. Le F.M.I. subordonne son accord à la ratification de ce texte (déjà mis en application) par le Parlement.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ ou -	+ ou -	+ ou -	+ ou -
S.E.U.	8.1310	8.1240	+ 135	+ 185
S.M.	6.9934	6.9978	+ 150	+ 281
Yen (100)	3.3639	3.3665	+ 139	+ 167
D.M.	3.6950	3.6109	+ 161	+ 134
Franc	2.6982	2.6925	+ 151	+ 268
P.F. (100)	14.9632	14.9742	+ 347	+ 498
F.S.	3.7128	3.7159	+ 235	+ 268
L. (1 000)	5.6377	5.6412	+ 244	+ 170
C. (100 000)	12.1493	12.1595	+ 229	+ 331

TAUX DES EURO-MONNAIES

	5 1/16	9 1/16	3 3/4	10 1/8	9 15/16	10 5/16	10 1/2	10 7/8
S.E.U.	5 1/16	9 1/16	3 3/4	10 1/8	9 15/16	10 5/16	10 1/2	10 7/8
D.M.	5 1/16	9 1/16	3 3/4	10 1/8	9 15/16	10 5/16	10 1/2	10 7/8
Franc	5 1/16	9 1/16	3 3/4	10 1/8	9 15/16	10 5/16	10 1/2	10 7/8
F.S.	5 1/16	9 1/16	3 3/4	10 1/8	9 15/16	10 5/16	10 1/2	10 7/8
L. (1 000)	5 1/16	9 1/16	3 3/4	10 1/8	9 15/16	10 5/16	10 1/2	10 7/8
C. (100 000)	5 1/16	9 1/16	3 3/4	10 1/8	9 15/16	10 5/16	10 1/2	10 7/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

سكنا من الاصل

COMMERCE EXTÉRIEUR

Mme Cresson et 200 industriels à l'assaut des Etats-Unis

En janvier 1970, M. Giscard d'Estaing, alors ministre de l'économie et des finances, lançait une opération de prospection de l'Amérique du Nord. En septembre 1983, Mme Cresson, ministre du commerce extérieur et du tourisme, effectue à son tour une O.P.A. sur les Etats-Unis. Entre-temps, d'autres missions officielles ont eu lieu. Ainsi, périodiquement, les pouvoirs publics partent-ils à la reconquête du Nouveau Monde.

Cette fois encore, l'opération se veut exemplaire afin de gagner des contrats et de diminuer le déficit des échanges, qualifié déjà il y a treize ans de « préoccupant ». L'innovation réside peut-être dans le nombre des participants et dans le coût de ce voyage de prospection : quelque deux cents chefs d'entreprises, surtout moyennes et petites - dont une dizaine de Châtelleraut - et 3 millions de francs, comme il a été indiqué au cours d'une réunion de presse le 1^{er} septembre, que, contrairement à ce qui avait été annoncé, Mme Cresson ne présiderait pas.

L'« exercice pratique », ainsi qu'il est qualifié, Quai Branly, doit conduire les industriels - dont les frais de voyage sont pris en charge - les 13 et 14 septembre à New York, où sont prévues diverses activités, notamment une visite des

magasins Bloomingdale's, qui organisent une Semaine française, un défilé de la collection de mode Torrente, une réception au consulat général. Après ces mondanités, coupées d'un séminaire avec les banquiers et les conseillers commerciaux français installés outre-Atlantique, les industriels pourront poursuivre leurs contacts aux Etats-Unis, tandis que Mme Cresson se rendra à Washington - où elle doit rencontrer ses homologues américains - à Chicago, à San Francisco et à Houston. Parallèlement, du 12 au 30 septembre, une campagne publicitaire, comprenant quarante messages d'une minute consacrés à des entreprises françaises (2,4 % du marché des Etats-Unis), sera diffusée sur les ondes de la radio américaine.

Une telle initiative - ou deuxième voyage est déjà prévu - aura-t-elle des retombées ? On peut l'espérer, mais l'enjeu est de taille. Les ventes françaises aux Etats-Unis représentent en moyenne à peine plus de la moitié des achats (55 %). Alors que la France dépend des Etats-Unis de façon incompressible pour une certaine quantité d'importations, elle a diversément profité de l'appréciation du dollar pour accroître ses exportations. Durant le pre-

mier semestre de 1983, le déficit commercial français a représenté 11,6 milliards de francs (en données corrigées des variations saisonnières) contre 11,8 milliards de janvier à juin 1982, le taux de couverture s'étant toutefois situé à 61,7 % contre 57,8 % (les ventes ayant augmenté de 17 % et les achats de 9 % en valeur).

L'important, c'est sans doute moins de « tenir la main » des industriels, comme on le pense trop souvent dans les cercles officiels, que de leur laisser les mains libres. Les petites et moyennes entreprises, dont le rôle social et économique apparaît essentiel pour la qualité du tissu industriel, ont besoin d'un certain espace de liberté, même si la justice la plus stricte n'y trouve pas son compte.

De même, la réglementation ne doit pas être trop pesante. Dans le domaine des heures supplémentaires - qu'il est très difficile de mettre en œuvre vite pour répondre à un client étranger - l'ancienne élève d'H.E.C. que Mme Cresson ne souhaite-t-elle pas, comme en son temps M. Deniau, que soit desserré le frein de l'inspection du travail ? Il faut un peu de jeu dans les rouages économiques.

MICHEL BOYER.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● Suspension des importations d'automobiles en Colombie. - La Colombie a décidé de suspendre ses importations d'automobiles afin de réduire les sorties en devises et de protéger l'industrie automobile nationale, a annoncé le 1^{er} septembre le gouvernement de Bogotá. Le ministre des finances, M. Edgar Gutiérrez, a notamment décidé que l'importation de voitures particulières porte préjudice au développement des trois compagnies d'assemblage automobile nationales. Au début de 1983, une mesure de même nature avait interdit l'importation de véhicules utilitaires comme les taxis et les autobus, car elle nuisait à l'industrie du pays, selon les autorités. - (A.F.P.)

● Les conditions d'implantation de Péchiney au Québec critiquées par le parti libéral québécois. - L'ancien premier ministre québécois M. Robert Bourassa et M. Daniel Johnson, autre dirigeant du parti libéral (opposition), ont dénoncé la manière dont le gouvernement de M. René Lévesque engageait les fonds publics dans le projet de la multinational. La Presse de Montréal écrit par ailleurs que « ce qui devait être l'investissement industriel des années 80 risque d'être le flop de la décennie ».

● La CISI prend le contrôle de la société espagnole C.C.S. - La Campagnie internationale de services informatiques, filiale du Commissariat à l'énergie atomique, qui détenait 40 % depuis 1980 du Centre de calcul de Sabadell (C.C.S.), première société espagnole du service informatique, a porté sa participation à 75 %. - (A.F.P.)

● Matra signe un protocole avec la société canadienne Comterm. - Les deux firmes devront coopérer sur plusieurs projets notamment la fabrication du micro-ordinateur Matra au Canada. - (A.F.P.)

Agriculture

● Trois cent soixante-dix communes du Doubs viennent d'être déclarées sinistrées par le commissaire de la République du département « en raison de la sécheresse exceptionnelle qui a éprouvé, cet été,

l'agriculture ». La mesure concerne « toute la partie du département située hors de la zone de montagne », précise la préfecture.

Energie

● Le Groupement d'études international sur les surélévations ARGO a été officiellement créé le 31 août, lors d'une première réunion constitutive, annonce le Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.). La décision de créer l'ARGO, sorte de groupe de pression visant à promouvoir la filière nucléaire à neutrons rapides, avait été annoncée le 21 avril dernier à Lyon par M. Michel Pecqueur, alors administrateur général délégué au C.E.A. (le Monde du 23 avril). L'ARGO réunit les sociétés concernées par cette question des cinq pays européens (France, R.F.A., Italie, Belgique, Pays-Bas) qui avaient participé au lancement du réacteur Superphénix-1, dont la construction s'achève dans la région Rhône-Alpes. Leur objectif est de favoriser la promotion des réacteurs de cette filière.

Social

● Les réceptions syndicales de l'Elysée : la C.G.C. dénonce des « discriminations ». - M. François Mitterrand recevra, la semaine prochaine, les dirigeants de la C.G.T., de F.O. et de la C.F.D.T. ; M. Krauski le 6 septembre, M. Bergeron le 8, et M. Maire le 9. M. Vauzelle, en annonçant ces entretiens, n'ayant pas évoqué les deux autres centrales représentatives, la C.F.T.C. faisait savoir qu'elle avait reçu, de même que la C.G.C., « Nos protestations », écrit M. Jean Menu, président de la C.G.C., dans la « Lettre confédérale », contre ces perfides discriminations dans les auteurs sont à chercher, non au plus haut niveau, mais parmi les personnes chargées de diffuser les informations élyséennes et dans les rangs desquels nous ne comptons pas que des amis. La manœuvre n'a échoué : les élections se rapprochent.

[A l'Elysée on assurait le 2 septembre qu'il n'y avait « aucune discrimination » entre les organisations syndicales, mais un « simple problème de calendrier ». Les dirigeants de la C.F.T.C. de la C.G.C. seront reçus par le chef de l'Etat prochainement, avant les élections du 19 octobre à la Sécurité sociale.]

● M. Anicet Le Pors, secrétaire d'Etat à la fonction publique, recevra les fédérations de fonctionnaires le 15 septembre prochain pour « examiner les conditions d'application du relèvement des cotisations ». M. Le Pors a annoncé cette rencontre à l'issue d'un entretien avec M. Pommatou, secrétaire général de la FEN.

Nominations

● M. PHILIPPE DULAC, ancien directeur adjoint du Trésor, chargé de mission auprès de M. Jean-Yves Habert, président de la banque Paribas, a été nommé directeur général adjoint de cette dernière pour assurer la responsabilité de son département bancaire. Agé de quarante et un ans, ancien élève de l'ENA, inspecteur des finances, M. Dulac a exercé diverses fonctions au Trésor avant d'entrer récemment dans le groupe Paribas en tant que chargé de mission et membre du comité exécutif de la banque.

● M. EDUARD DECOSTER, vice-président de la société Legros, vient d'être nommé à la présidence de cette société, considérée comme le premier producteur européen d'installations électriques de basse tension où il succède à M. Jean Versipien, récemment décédé. Mme Versipien a été nommée à la vice-présidence.

● M. CARLO DI BENEDETTI, 56 ans, de quarante-neuf ans, a été nommé président-directeur général du groupe Olivetti, dont il est un des principaux actionnaires. Il a remplacé à la présidence du groupe M. Bruno Visentini, nommé ministre des finances dans le cabinet de M. Craxi.

● M. IAN MACGREGOR, 56 ans, de soixante et onze ans, vient d'être nommé président du National Coal Board, les charbonnages britanniques, à la place de Sir Derek Ezra, dont le mandat arrivait à expiration. M. MacGregor s'était déjà vu confier en 1980 l'assainissement de la sidérurgie britannique.

● M. ROBERT HASLAM, 56 ans, de soixante ans, remplace M. MacGregor à la tête de la British Steel, Président des sucroliers Tate and Lyle, M. Haslam le restera et dirigera désormais l'entreprise publique sidérurgique et l'entreprise privée.

● M. GRAHAM DAY, 56 ans, de cinquante ans, est nommé président-directeur général de British Shipbuilders, les chantiers navals britanniques, à la place de Sir Robert Atkinson, qui retourne dans le privé. Canadien, M. Day dirigera les chantiers maritimes de la Dome Petroleum.

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 02.09.83 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 2 septembre à 0 heure et le samedi 3 septembre à minuit.

Une perturbation modérément active traversera le pays dans un flux rapide de secteur ouest. Elle sera suivie d'une hausse des pressions par le sud-ouest.

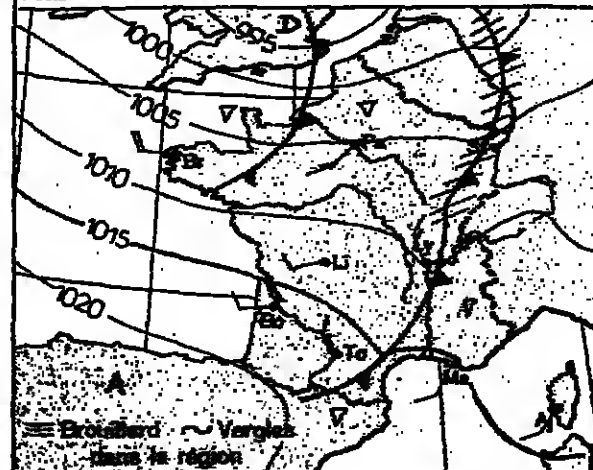
Samedi en matinée, le temps sera très nuageux et pluvieux sur les Vosges, la Franche-Comté et la Savoie ainsi que sur les Pyrénées. Les régions méditerranéennes bénéficieront d'un beau temps ensoleillé. Sur le reste du pays, éclaircies et passages nuageux se succéderont ; des averses se produiront en Bretagne, Normandie et sur le Nord. Ce temps variable se généralisera dans l'après-midi. Les passages nuageux donneront des averses de la Manche aux Vosges et au nord des Alpes ainsi que sur les Pyrénées. Les éclaircies prédomineront sur les régions côtières de l'Atlantique et de la Méditerranée. Le vent soufflera fort de secteur nord-est au nord de la Loire, ainsi que sur le littoral méditerranéen l'après-midi.

Sans d'évolution pour le dimanche : La dépression et la zone de tempête qui lui est associée se dirigent maintenant vers la mer du Nord, puis la Scandinavie, mais à l'arrière, le flux d'ouest reste rapide et perturbé de l'Atlantique au nord de l'Europe. Une nouvelle zone pluvieuse s'étendra à la moitié nord de la France.

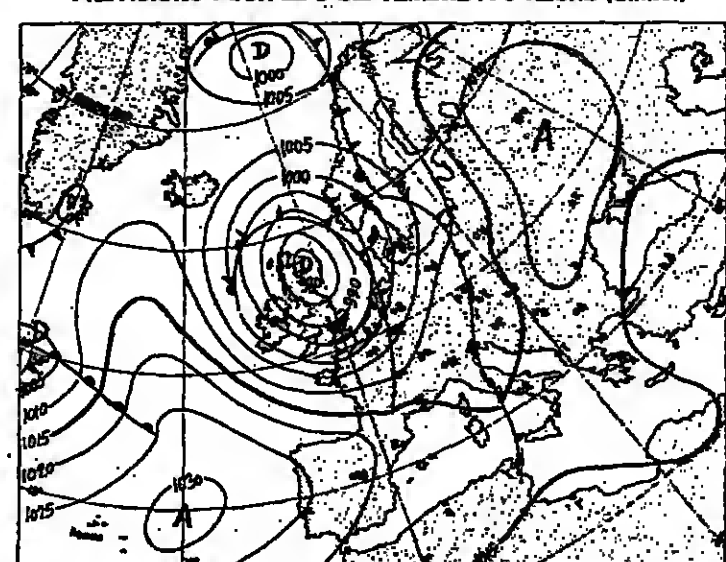
Prévisions pour dimanche 4 septembre : Sur la moitié nord, temps frais en début de journée et assez beau avec vents d'ouest modérés, se couvrant rapidement par l'ouest avec des pluies qui débuteront dès le matin en Bretagne et gèleront le soir, les Flandres, l'Arctique, la Lorraine, l'Alsace et la Bourgogne, accompagnés d'un léger renforcement d'ouest-sud-ouest. Les températures maximales oscilleront entre 18 à 19°C dans l'ouest et 23 à 24°C dans l'est.

Sur la moitié sud ; beau temps, frais le matin avec quelques brumes dans le sud, éclaircies et plus chaud ensuite avec des maximums qui atteindront 24 à 25°C (27 à 28°C près de la Méditerranée) à la fin de la journée.

PRÉVISIONS POUR LE 3.9.83 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 3 SEPTEMBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



Les vents de nord-ouest faibliront (fin du mistral et de la tramontane), mais en fin de journée, le ciel risque de devenir nuageux du nord du Massif Central à la Savoie.

Les températures diurnes atteindront un maximum allant de 16°C sur les côtes de la Manche à 24°C dans le sud-est.

La pression atmosphérique réduira au niveau de la mer à Paris, le 2 septembre 1983 à 8 heures, de 1013,7 millibars, soit 760,3 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 1^{er} septembre ; le second le minimum de la nuit du 1^{er} septembre au 2 septembre) : Ajaccio, 29 et 22 degrés ; Biarritz, 21 et 13 ; Bordeaux, 23 et 12 ; Bourges, 19 et 12 ; Brest, 19 et 14 ; Caen, 22 et 9 ; Clermont-Ferrand, 19 et 11 ; Dijon, 20 et 14 ; Grenoble, 26

et 17 ; Lille, 23 et 13 ; Lyon, 24 et 15 ; Marseille-Martinique, 28 et 19 ; Nancy, 24 et 14 ; Nantes, 23 et 12 ; Nice-Côte d'Azur, 27 et 21 ; Paris-Le Bourget, 23 et 10 ; Pau, 20 et 11 ; Perpignan, 27 et 17 ; Rennes, 22 et 11 ; Strasbourg, 27 et 15 ; Toulon, 20 et 11 ; Toulouse, 20 et 11 ; Poitiers-Furs, 31 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 30 et 19 degrés ; Amsterdam, 21 et 14 ; Athènes, 28 et 20 ; Berlin, 30 et 17 ; Bonn, 23 et 17 ; Bruxelles, 21 et 14 ; Le Caire, 34 et 23 ; Les Canaries, 27 et 22 ; Coppenhague, 26 et 18 ; Dakar, 30 et 26 ; Djakarta, 28 et 25 ; Genève, 21 et 15 ; Jérusalem, 29 et 17 ; Lisbonne, 25 et 19 ; Londres, 22 et 11 ; Luxembourg, 19 et 13 ; Madrid, 27 et 15 ; Moscou, 19 et 5 ; Nairobi, 22 et 10 ; New-York, 28 et 19 ; Palma-de-Majorque, 28 et 18 ; Stockholm, 22 et 16 ; Téhéran, 37 et 27 ; Tunis, 33 et 25.

(Document établi avec le rapport technique spécial de la Météorologie nationale.)

EN BREF

EXPOSITIONS

VAUBAN A PARIS. - A l'occasion du trois cent cinquantième anniversaire de la naissance de Vauban, l'Association pour la mise en valeur des espaces fortifiés de la région Nord-Pas-de-Calais présente jusqu'au 30 septembre, à la maison de la région Nord-Pas-de-Calais, une exposition intitulée « Murs et jardins : les aspects fortifiés du Nord-Pas-de-Calais ». Le mercredi 14 septembre, à 16 heures, M. Truttmann abordera le thème « Le Pré-Carré Vauban » lors d'une conférence de presse au Musée des monuments français,

au Palais de Chaillot, place du Trocadéro, à Paris (16^e).

★ Maison de la région Nord-Pas-de-Calais, 18, boulevard Haussmann, 75009 Paris, tél. : 770-59-62.

FORMATION PERMANENTE

ARCHITECTURE ET MONDE RURAL. - Les ministères de l'urbanisme, de l'agriculture et de l'environnement organisent des stages d'insertion professionnelle de jeunes architectes diplômés pour un an en Bretagne.

★ Adresser les candidatures avant le 9 septembre au FIDA, M. Quéinn, 18, rue Abbé-Vallée, 22000 Saint-Brieuc, tél. : (96) 33-55-76.

PARIS EN VISITES

Dimanche 4 septembre

• Le Sénat, 10 h 30, 15, rue de Valenciennes, M^{rs} Duhesme.

• Le château de Constance, 13 heures, place de la Concorde, M^{rs} Zujovic.

• Hôtel de Sully, 15 heures, 62, rue Saint-Anne, M^{rs} Lederey.

• La place des Victoires, 15 heures, 4, place du Louvre, M. Lepay.

• Château de Saint-Cloud, 15 h 30, terminus bus 52 et 72, Pont-de-Saint-Cloud, M^{rs} Barbier.

• Le Marais Saint-Paul, 15 h 30, métro Sully-Morland, M^{rs} Camus.

• Montmartre, 14 h 30, métro Abbesses (Les Filles).

• Saint-Germain-des-Près, 15 heures, 168 bis, boulevard Saint-Germain, M^{rs} Hauller.

• Hôtel de Soubise, 15 h 30, rue des Francs-Bourgeois (Histoire et archéologie).

• Saint-Eustache, 15 heures, métro Louvre (Lutèce-visites).

• La place Dauphine, 10 h 30, métro Pont-Neuf (Paris Antiques).

• Faubourg Saint-Antoine, 15 heures, métro Faubourg-Saint-Antoine (Résurrection du Paris).

• Le Père-Lachaise, 14 h 45, métro Père-Lachaise (Tourisme Culturel).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 2 septembre :

DES DÉCRETS

● Confiant l'exploitation des chemins de fer de Corse à la Société nationale des chemins de fer français et fixant les conditions dans lesquelles la région de Corse est substituée à l'Etat dans les droits et obligations de celui-ci concernant l'exploitation de ces chemins de fer.

● Modifiant le décret du 31 juillet 1973 relatif aux conventions et au contentieux du contrôle technique en matière d'assurance des salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles.

UN ARRÊTÉ

● Modifiant la clause type de réduction-majoration des primes en assurance automobile.

Les mots croisés se trouvent page 10.

L'école des cadres du commerce et des affaires économiques

30 ans d'expérience au service des entreprises et de la réussite professionnelle

L'école de l'entreprise

● Des diplômés entrepreneurs : les élèves de l'E.D.C. allient à une connaissance théorique et technique de haut niveau, la capacité de réagir à toutes les situations. Des qualités reconnues depuis trente ans, irremplaçables dans une économie en crise, et qui ont fait de l'E.D.C., l'école de l'entreprise.

● Pas de temps perdu à l'Ecole des Cadres : les étudiants sont formés en trois ans à partir du niveau du baccalauréat, au lieu de quatre ou cinq ans ailleurs. Et ils sont opérationnels dès l'obtention de leur diplôme grâce aux spécialisations de troisième année : Gestion Financière et Budgétaire - Marketing - Informatique - Gestion des Ressources Humaines - Gestion des Pertes et Moyennes Entreprises - Préparation au Diplôme d'Etudes Commerciales Supérieures.

● Une ouverture internationale : les étudiants peuvent également suivre, en même temps, une option bilingue leur permettant de préparer des examens anglais ou américains (TOEFL - GMAT), d'effectuer six mois d'études en Grande-Bretagne entre la deuxième et la troisième année ou de partir à Dallas pour faire un MBA en un an seulement, à la suite d'un accord d'équivalence.

CANDIDATURE ADMISSIBILITE

NON BACHELIERS	• Test d'aptitude et de motivation	ADMISSION
• Niveau des classes terminales	• Fourniture d'attestations	
BACHELIERS	• Obligation de se présenter aux épreuves écrites du concours	ADMISSION
• Etude de dossier scolaire ou universitaire	• Fourniture d'attestations	
• Dispense de se présenter aux épreuves écrites du concours	• Fourniture d'attestations	ADMISSION

Concours d'Entrée : 12-13-14-15 Septembre
ECOLE DES CADRES
 92, avenue Charles de Gaulle 92200 NEUILLY-SUR-SEINE. Tél. 747.06.40 + 70. Galerie des Dames - La Défense N° 1 - 92400 COURBEVOIE. Tél. 773.63.41 +
 Etablissement privé d'enseignement supérieur mis en œuvre par l'Etat.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

1^{er} septembre

Légère reprise.

baïsse des pétrolières

Après cinq séances de baisse continue, le marché parisien a amorcé, jeudi, une légère reprise sans que ce redressement ait pu se traduire par un repli de Wall Street. Avant l'ouverture, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles a progressé de plus de 20 points mercredi soir au « Big Board ».

Confirmant le mouvement d'achats perceptible en fin de semaine (alors qu'un certain nombre d'ordres de vente restaient encore en carnet la veille, après que la séance se fut achevée sur un repli de 0,7 %), l'indice a instantanément gagné 0,2 % jeudi, tandis qu'un certain nombre de titres s'ajustaient à 5 % de hausse (Galeries Lafayette, Thomson-CSF, Crédit foncier immobilier, Jeumont, Générale de fonderie et Paristienne de réassurance).

Les pétrolières, par contre, ont particulièrement épuisé. Française des pétroles et Française de raffinage perdant respectivement 6 % et 4 %, tandis qu'Elf-Aquitaine recule de 3 %. Cette réaction est motivée par la mise en application de la nouvelle formule fixant les prix des produits pétroliers.

Certains professionnels pensent en effet que le fait de retenir un cours du dollar de 7,70 F de septembre à janvier prochain (alors qu'il se traitait à 8,10 F jeudi) peut aggraver les pertes de l'industrie française du raffinage.

Légère hausse de l'or à Londres (415,80 dollars l'once) et du lingot, à 108 200 F (+ 400 F), tandis que le napoléon gagne 3 F à 699 F.

Dollar-titre : 10,45 F environ.

NEW-YORK

Repli

D'assez importantes ventes bénéficiaires se sont produites jeudi à Wall Street après le très fort redressement des cours enregistré la veille. Elles n'ont pas été trop mal absorbées dans l'ensemble. Mais la nouvelle parvenue en cours de séance, selon laquelle le Boeing 747 sud-coréen, avec 259 passagers à bord, avait été abattu par l'aviation de chasse soviétique, a jeté la confusion et rendu les opérations nerveuses. De ce fait, le marché n'a pas réussi à regagner le terrain perdu initialement et, à la clôture, l'indice des valeurs industrielles accusait une baisse de 9,35 points à 1 206,80. Cette baisse a surtout été due à la chute de deux valeurs entrant dans la composition du « Dow », IBM (-4,8 %) et American Express (-4,7 %). L'action de la firme pharmaceutique a pâti de la décision prise par les dirigeants du groupe de retirer des marchés allemand et allemand un médicament destiné à soigner l'arthrose en raison de ses effets secondaires. Un rapport d'analyses prévoyant une forte diminution des résultats dans la branche « assurance incendie » d'American Express a pesé sur les cours du titre. De l'avis général, malgré les craintes sur un sérieux refroidissement des relations américano-soviétiques soulevées par le terrible drame aérien, Wall Street a conservé son sang-froid. Pour l'instant du moins, tout dépendra de la tournure que prendra cette horrible affaire.

L'activité a été modérée et 76,12 millions de titres ont été échangés contre 80,8 millions.

VALEURS	Cours de la veille	Cours du 1 ^{er} sept.
Alcoa	47 1/4	47 1/4
A.T.T.	37 3/8	37 3/8
Chrysler	37 1/2	37 1/2
General Motors	47 1/2	47 1/2
IBM	101 1/4	96 3/4
Intel	57 1/4	57 1/4
Johnson & Johnson	51 1/8	51 1/8
Merck	51 1/8	51 1/8
Pharmacia	51 1/8	51 1/8
Roche	51 1/8	51 1/8
Schering	51 1/8	51 1/8
SmithKline	51 1/8	51 1/8
Solvay	51 1/8	51 1/8
Upjohn	51 1/8	51 1/8
Wampole	51 1/8	51 1/8
Wyeth	51 1/8	51 1/8
Yale	51 1/8	51 1/8
Zeneca	51 1/8	51 1/8

LA VIE DES SOCIÉTÉS

PRODUITS CHIMIQUES ET INDUSTRIELS DU SUD-EST. — La cotation des actions et obligations de cette société (négociées sur le marché officiel de la Bourse de Paris) a été suspendue le 1^{er} septembre dernier par la Chambre syndicale des agents de change jusqu'à notification des renseignements d'information concernant « une importante opération prévue dans le cadre du plan de restructuration de la chimie française ».

GROUPE MOORE. — L'émission d'actions à dividende prioritaire (A.D.P.) sous forme de vote à l'assemblée générale de la société Moore (Le Monde du 27 juillet dernier) aura lieu à compter du 19 septembre 1983, jour de la tenue de l'assemblée générale ordinaire de la société, pour un total de 255 200 titres, devront permettre de renforcer, à hauteur de 80 millions de francs,

des fonds propres évalués à un peu moins de 200 millions. Rappelons que ces actions à dividende prioritaire seront créées, jouissance 1^{er} janvier 1983, avec un nominal de 50 F et assorties d'un dividende égal à 150 % de celui qui sera versé aux actions ordinaires, moyennant un minimum garanti de 10 F par A.D.P. et jusqu'à 50 % de la Continental d'entreprise (groupe du Crédit suisse) et à 10 % respectivement de l'Union des assurances de Paris et du groupe Dreyfus, en vertu de la cession du groupe Bernard Tapie pour la reprise de Testut-Aequitas, a recouru ses activités autour de quatre départements : pesage, matériel électromécanique, pneumatiques et mécanique/signaux, cette dernière activité, qui passe par l'absorption d'un certain nombre de filiales, doit permettre à Moore, d'après ses propres calculs, de doubler un chiffre d'affaires qui a atteint 477 millions de francs en 1982.

CARLUX SCHWEPPES. — Le géant de l'industrie alimentaire britannique (qui produit principalement chocolat, confiserie et boissons alcoolisées), annonce un accroissement de 91 % de son bénéfice net au premier semestre 1983, lequel a atteint 33,5 millions de livres sterling. Le chiffre d'affaires semestriel s'est accru de 16,2 %, à 762,7 millions de livres, précise la société. Le dividende intermédiaire est porté à 1,50 penny, contre 1,40 l'an dernier.

BOURSE DE PARIS Comptant

1^{er} SEPTEMBRE

VALEURS	% de variation	Cours de la veille	Cours du 1 ^{er} sept.
3 %	28	2 762	2 762
5 %	2 018	2 018	2 018
10 %	105 60	105 60	105 60
15 %	100 10	100 10	100 10
20 %	100 10	100 10	100 10
25 %	100 10	100 10	100 10
30 %	100 10	100 10	100 10
35 %	100 10	100 10	100 10
40 %	100 10	100 10	100 10
45 %	100 10	100 10	100 10
50 %	100 10	100 10	100 10
55 %	100 10	100 10	100 10
60 %	100 10	100 10	100 10
65 %	100 10	100 10	100 10
70 %	100 10	100 10	100 10
75 %	100 10	100 10	100 10
80 %	100 10	100 10	100 10
85 %	100 10	100 10	100 10
90 %	100 10	100 10	100 10
95 %	100 10	100 10	100 10
100 %	100 10	100 10	100 10

SECONDE MARCHÉ

VALEURS	Cours de la veille	Cours du 1 ^{er} sept.
Alcoa	47 1/4	47 1/4
A.T.T.	37 3/8	37 3/8
Chrysler	37 1/2	37 1/2
General Motors	47 1/2	47 1/2
IBM	101 1/4	96 3/4
Intel	57 1/4	57 1/4
Johnson & Johnson	51 1/8	51 1/8
Merck	51 1/8	51 1/8
Pharmacia	51 1/8	51 1/8
Roche	51 1/8	51 1/8
Schering	51 1/8	51 1/8
SmithKline	51 1/8	51 1/8
Solvay	51 1/8	51 1/8
Upjohn	51 1/8	51 1/8
Wampole	51 1/8	51 1/8
Wyeth	51 1/8	51 1/8
Yale	51 1/8	51 1/8
Zeneca	51 1/8	51 1/8

VALEURS

VALEURS	Cours de la veille	Cours du 1 ^{er} sept.
Alcoa	47 1/4	47 1/4
A.T.T.	37 3/8	37 3/8
Chrysler	37 1/2	37 1/2
General Motors	47 1/2	47 1/2
IBM	101 1/4	96 3/4
Intel	57 1/4	57 1/4
Johnson & Johnson	51 1/8	51 1/8
Merck	51 1/8	51 1/8
Pharmacia	51 1/8	51 1/8
Roche	51 1/8	51 1/8
Schering	51 1/8	51 1/8
SmithKline	51 1/8	51 1/8
Solvay	51 1/8	51 1/8
Upjohn	51 1/8	51 1/8
Wampole	51 1/8	51 1/8
Wyeth	51 1/8	51 1/8
Yale	51 1/8	51 1/8
Zeneca	51 1/8	51 1/8

Marché à terme

VALEURS	Cours de la veille	Cours du 1 ^{er} sept.
Alcoa	47 1/4	47 1/4
A.T.T.	37 3/8	37 3/8
Chrysler	37 1/2	37 1/2
General Motors	47 1/2	47 1/2
IBM	101 1/4	96 3/4
Intel	57 1/4	57 1/4
Johnson & Johnson	51 1/8	51 1/8
Merck	51 1/8	51 1/8
Pharmacia	51 1/8	51 1/8
Roche	51 1/8	51 1/8
Schering	51 1/8	51 1/8
SmithKline	51 1/8	51 1/8
Solvay	51 1/8	51 1/8
Upjohn	51 1/8	51 1/8
Wampole	51 1/8	51 1/8
Wyeth	51 1/8	51 1/8
Yale	51 1/8	51 1/8
Zeneca	51 1/8	51 1/8

COTE DES CHANGES

VALEURS	Cours de la veille	Cours du 1 ^{er} sept.
Alcoa	47 1/4	47 1/4
A.T.T.	37 3/8	37 3/8
Chrysler	37 1/2	37 1/2
General Motors	47 1/2	47 1/2
IBM	101 1/4	96 3/4
Intel	57 1/4	57 1/4
Johnson & Johnson	51 1/8	51 1/8
Merck	51 1/8	51 1/8
Pharmacia	51 1/8	51 1/8
Roche	51 1/8	51 1/8
Schering	51 1/8	51 1/8
SmithKline	51 1/8	51 1/8
Solvay	51 1/8	51 1/8
Upjohn	51 1/8	51 1/8
Wampole	51 1/8	51 1/8
Wyeth	51 1/8	51 1/8
Yale	51 1/8	51 1/8
Zeneca	51 1/8	51 1/8

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

VALEURS	Cours de la veille	Cours du 1 ^{er} sept.
Alcoa	47 1/4	47 1/4
A.T.T.	37 3/8	37 3/8
Chrysler	37 1/2	37 1/2
General Motors	47 1/2	47 1/2
IBM	101 1/4	96 3/4
Intel	57 1/4	57 1/4
Johnson & Johnson	51 1/8	51 1/8
Merck	51 1/8	51 1/8
Pharmacia	51 1/8	51 1/8
Roche	51 1/8	51 1/8
Schering	51 1/8	51 1/8
SmithKline	51 1/8	51 1/8
Solvay	51 1/8	51 1/8
Upjohn	51 1/8	51 1/8
Wampole	51 1/8	51 1/8
Wyeth	51 1/8	51 1/8
Yale	51 1/8	51 1/8
Zeneca	51 1/8	51 1/8

حکومت اسلامی

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

DOSSIER

2. **TELEVISION** : des programmes régionaux quotidiens à partir du 5 septembre.
- « Parler sur la dynamique », par André Holleaux.

ÉTRANGER

3. **PROCHE-ORIENT**
- **UBAN** : la tension reste vive à Beyrouth.
- **LIBYE** : le colonel Kadhafi affirme que tout dialogue avec les États-Unis est impossible.
3. **AFRIQUE**
4-5. **LA DESTRUCTION DU BOEING SUD-CORÉEN PAR UN CHASSEUR SOVIÉTIQUE**

POLITIQUE

6. **La préparation des élections sénatoriales.**

LOISIRS ET TOURISME

7. **RENDEZ-VOUS D'ÉTÉ** : le retour de la montagne.
8. **CARNETS DE ROUTE** : le Périgord des fantômes ; Arbres en péril.
9 et 10. **Pleinsirs de la table** : Philatélie ; Jeux.

SOCIÉTÉ

11. **Après l'intervention de M. Mitterrand** : enseigner l'histoire autrement.
- **SPORTS** : les internationaux de tennis des États-Unis.
12. **ÉDUCATION** : la rencontre entre douze millions d'élèves et un million d'enseignants : pour réussir la rentrée.

CULTURE

13. **THÉÂTRE**
- **CINÉMA** : la Mostra de Venise.

ÉCONOMIE

17. **SOCIAL** : un entretien avec M. Bergeron.
- **CONJONCTURE** : à tout ne va pas si mal en France », estime le *Financial Times*.
- **ÉTRANGER**.
18. **COMMERCE INTERNATIONAL** : M^{re} Cresson et deux cents industriels à l'assaut des États-Unis.

RADIO-TELEVISION (15) INFORMATIONS « SERVICES » (18) :
Météorologie ; Loto ; « Journal officiel ».
Annonces classées (16) ; Carnet (12) ; Mots croisés (10) ; Programmes des spectacles (14-15) ; Marchés financiers (19).

• **Diverses cérémonies ont marqué en France le bicentenaire des traités de Paris et de Versailles**, en 1783, ont mis fin à la guerre de l'indépendance américaine. Cinq cents Américains descendant des combattants de cette guerre ont participé, en costume d'époque, à des défilés et à des parades en divers points de la capitale et à Versailles. Une prise d'armes a notamment eu lieu mercredi 31 août dans la cour d'honneur de l'hôtel des Invalides.
A Indianapolis (Indiana) d'autre part, l'ambassadeur de France aux États-Unis, M. Vernier-Palliez a assisté, jeudi, à des cérémonies évoquant les traités de 1783.

**VOIR
TOUS LES
HALOGENES**

Des lampadaires qui éclairent toute une pièce
Confiez votre choix au spécialiste de l'éclairage
**READY
MADE**

38 et 40, rue Jacob
75006 PARIS.
Tél. 260.84.25 et 28.01.

AUX ÉTATS-UNIS

La mort du sénateur Henry Jackson

M. Henry Jackson, sénateur démocrate de l'État de Washington, sur la côte pacifique des États-Unis, est mort jeudi 1^{er} septembre à Everett, sa ville natale, dans ce même État.

La « bête noire » des Soviétiques

Le dernier acte politique de M. Henry Jackson aura été conforme au combat de toute sa vie. Quelques heures avant d'être terrassé par une crise cardiaque, l'incassable sénateur démocrate de l'État de Washington dénonçait vigoureusement, au cours d'une conférence de presse à Seattle, la destruction, au plein vol, par la chasse soviétique, du Boeing-747 sud-coréen. Son médecin va jusqu'à dire que le colère que cet acte a provoquée chez lui, est peut-être la cause de sa mort.

Le nom de M. Jackson est associé à une lutte sans répit contre la « détente » avec l'U.R.S.S. et à un ardent engagement visant à priver cette dernière du bénéfice de prêts à taux préférentiels et de la clause de la nation la plus favorisée. Le sénateur Jackson réussit ainsi à bloquer, de 1972 à 1974, le passage au Sénat du traité commercial avec l'U.R.S.S., que dénonçait passionnément MM. Nixon et Kissinger. Il liait l'adoption de ce texte à l'acceptation par l'U.R.S.S. du droit à l'émigration de tous ses citoyens, en particulier des juifs. La « guerre des deux Henry », entre M. Jackson et Kissinger, fut longue et hargneuse. Le sénateur accusait le secrétaire d'État de cynisme, comme il accusera, plus tard, les compagnies pétrolières américaines de réaliser des « superprofits » en profitant de l'embargo des pays arabes, puis de l'augmentation des tarifs.

Un compromis intervint enfin, après plusieurs colères publiques de M. Brejnev, qui ne comprenait guère, ou feignait de ne pas comprendre, le blocage législatif opéré par le bouillant sénateur. Après avoir reçu des assurances de M. Kissinger concernant le nombre des juifs soviétiques qui seraient autorisés à émigrer, M. Jackson acceptait, en octobre 1974, de suspendre pour dix-huit mois son amendement. Mais il révéla, en même temps, publiquement, le réel des autorités soviétiques en affirmant que soixante mille juifs pourraient désormais émigrer chaque année. M. Brejnev se déclarait « blessé » dans sa fierté et, en janvier 1975, décidait de ne pas ratifier le traité commercial conclu en 1972 par MM. Nixon et Kissinger et que la ténacité du sénateur maintenait en souffrance.

Le héros des juifs américains

Rien ne destinait pourtant particulièrement M. Jackson à devenir la bête noire des Soviétiques et le héros des Israéliens et des juifs américains. La communauté juive de son État natal est en effet infime. Né en 1912 à Everett (Washington) dans une famille d'immigrés norvégiens, il travailla un moment dans une scierie, où il se syndicalisa, avant d'entreprendre des études de droit. Devenu avocat, il se lança dans la politique, en 1940, en se faisant élire à la Chambre des représentants. Il y défendit à la fois les intérêts des syndicats et ceux de la firme Boeing, principale entreprise de Seattle. Il se montra également libéral, critiquant les manœuvres d'intimidation du sénateur Joseph McCarthy et contribuant à la chute de ce dernier. élu au Sénat en 1952, et sans cesse réélu depuis, il occupa des fonctions-clés en dirigeant la sous-commission des forces

UN DES SOVIÉTIQUES CAPTURÉS EN AFGHANISTAN S'EST ENFUI DE SUISSE OU IL ÉTAIT INTERNÉ

Bonn (A.F.P.) - L'un des militaires soviétiques capturés en Afghanistan et internés en Suisse grâce à l'intervention de la Croix-Rouge internationale s'est enfui le 8 juillet. Détenue à la prison militaire de Zuggerberg, il a réussi à fausser compagnie à ses gardiens au cours d'une sortie dans la ville de Zug et a gagné clandestinement la R.F.A.
Il s'agit de M. Youri Vachtchenko, le plus jeune des militaires soviétiques, qui a aussitôt demandé à bénéficier du droit d'asile politique. Les autorités ouest-allemandes viennent de lui opposer un refus, car il ne serait pas en danger en résidant en Suisse. Il dispose car quatre semaines pour faire appel. Il ne saurait donc être remis aux autorités helvétiques, qui en ont fait la demande auprès de la R.F.A. avant l'expiration du délai d'appel. En attendant, M. Vachtchenko se trouve dans un camp pour réfugiés près de Karlsruhe.

Le numéro du « Monde » daté 2 septembre 1983 a été tiré à 485 634 exemplaires

A B C D F G H

Le 12 septembre

ESSENCE : + 4 CENTIMES
SUPER : + 3 CENTIMES

Les prix de l'essence et du super augmentent respectivement le 12 septembre de 4 et de 3 centimes par litre, ceux du gazole et du fuel domestique diminueront de 2 et de 2,3 centimes par litre, tels sont les calculs définitifs résultant de l'application de la formule automatique de fixation des prix, modifiée récemment par les pouvoirs publics (le Monde des 31 août et 1^{er} septembre). Dans la région parisienne, les prix s'établissent à 4,65 F par litre pour l'essence ordinaire, 4,97 F pour le super, 3,67 F pour le gazole et 255,50 F par hectolitre pour le fuel domestique. Rappelons que, du fait des coûts de livraison, ces prix varient d'une région à l'autre, l'assimilation totale atteignant 12 centimes par litre pour le super par exemple (- 3 centimes dans les régions proches des sources d'approvisionnement, + 9 centimes dans les régions éloignées).

Reprise du dollar

La menace de tensions aggravées entre les États-Unis et l'U.R.S.S. après la dramatique affaire du Boeing-747 sud-coréen, mais aussi la hausse enregistrée sur les Bourses de Trésor américaines ont provoqué, vendredi matin 2 septembre, un redressement général du dollar sur toutes les grandes places financières, où, toutefois, le volume des affaires est resté assez faible.

Le cours du dollar vert s'est élevé à 8,1325 F à Paris contre 8,0915 F la veille, à 8,0720 DM à Francfort (contre 2,6850 DM) et 2,19 FS à Zurich (contre 2,1880 FS).

Pour la même raison, l'or a monté pour se traiter aux alentours de 419 dollars l'once dans la City de Londres contre 416,60 dollars.

DOMINIQUE DHOMBRES.

En R.F.A.

Le siège d'une base américaine par les pacifistes a commencé sans incident

De notre envoyée spéciale

Mutlangen. - La première journée du blocus de la base américaine de Mutlangen par les pacifistes s'est déroulée, jeudi 1^{er} septembre, sans incident. Dès 5 h 45 du matin (heure anniversaire du déclenchement de l'attaque allemande sur la Pologne, il y a quarante-quatre ans), des groupes de manifestants se sont installés en cercle sur la chaussée devant les quatre entrées de la base. Sur les routes d'accès, la police allemande effectuait des contrôles d'identité discrets et courtois. Des policiers à cheval maintenaient la garde par deux : ils n'avaient à surveiller que des manifestants assis par terre qui chantaient, discutaient, accrochaient des fleurs aux barbelés ou plantaient des bandières dans les champs voisins. Dans les barreaux du camp militaire visibles de l'extérieur, des soldats, apparemment peu nombreux et plutôt indifférents, regardaient la télévision ou s'entraînaient au trampoline.

Les pacifistes sont organisés en groupes qui se relaient toutes les deux heures. Ils sont au total environ un millier et attendent la venue de sympathisants que pour samedi. Ils avaient fait savoir qu'ils ne souhaitent pas d'ici là de participation extérieure spontanée au « sit-in », cela afin de prévenir tout incident.

Cette belle organisation a cependant été remise en cause dans la journée. Certains pacifistes, esti-

mant qu'on ne pouvait se contenter de bloquer un camp vide (de nombreux véhicules militaires chargés de munitions étaient, selon eux, sortis de la base les jours précédents), ont proposé d'étendre le blocus à deux casernes situées dans la ville proche de Schwäbisch Gmünd. Les discussions se sont poursuivies dans la journée et tard dans la nuit, la « démocratie du consensus » n'avait pas réussi à dégager une solution : aucune décision n'était prise, une partie des manifestants restait très hostile à ce changement de programme qui risquait d'apparaître, selon eux, comme une provocation. Rendez-vous était pris pour ce vendredi matin.

CLAIRE TRÉAN.

• **Arrestations de pacifistes à Berlin-Est.** - La police a appréhendé, le jeudi 1^{er} septembre, quelques-uns des cinquante pacifistes qui tentaient de manifester à Berlin-Est à l'occasion de la Journée mondiale de la paix. Parmi les personnes interpellées se trouvent un pasteur, M. Dietmar Linde, et sa femme. La police est intervenue brutalement devant l'ambassade des États-Unis, alors que les manifestants y stationnaient, des bougies allumées à la main. Auparavant, les manifestants avaient été empêchés de faire de même devant l'ambassade de l'U.R.S.S. (A.F.P.)

En Pologne

La presse tente de minimiser l'ampleur des manifestations

La presse polonaise s'est efforcée de minimiser l'importance des manifestations qui ont marqué, mercredi 31 août, le troisième anniversaire des accords de Gdansk. Les tentatives pour inciter à l'agitation, accroître la tension et perturber l'ordre public ont soulevé l'indignation des Polonais », écrit l'agence PAP dans une dépêche tirée « Pas de soutien pour les manifestants ».

A Gdansk, M. Lech Walésa a résumé au contraire jeudi que cet anniversaire avait été une « réussite » : « Les gens ont fait preuve d'un grand héroïsme en manifestant malgré tous ces policiers », et « il faudra bien que quelqu'un tire les conséquences », a-t-il ajouté.

Tout en insistant sur le « fascisme complet » des « nafs » et des « marginaux clandestins », comme l'écrit le quotidien *Zycie Warszawy*, la presse lève un coin du voile sur l'ampleur et la violence des incidents dans certaines villes. A Lublin (petite ville du Sud-Ouest où trois personnes avaient été tuées par la police un an plus tôt), l'agence PAP fait état de heurts très vifs, de « recours à des moyens de contrainte », et de l'interpellation « des personnes les plus agressives ». L'agence officielle insiste aussi sur le « comportement agressif » des manifestants à Wrocław, où

selon des témoins, les affrontements ont été d'une rare violence.

A Nawa-Huta, où une centaine de personnes auraient été blessées mercredi, certaines assez sérieusement, la milice a procédé jeudi à de nouvelles interpellations, et l'atmosphère restait très tendue, selon des témoins. Dans cette même ville, la police a cru utile de présenter ses « excuses » à la population pour « tout dérangement lié à la nécessité d'utiliser des gaz lacrymogènes afin de rétablir l'ordre ».

A Varsovie, la milice et les Zomos ont à nouveau bloqué jeudi tout le secteur de la vieille ville où le général Jaruzelski a présidé dans la soirée un spectacle destiné à marquer l'anniversaire de l'attaque allemande contre la Pologne, le 1^{er} septembre 1939. Peu après 21 heures, la milice a dispersé quelques centaines de personnes qui tentaient d'approcher du lieu de la cérémonie en scandant des slogans hostiles au régime.

Dès le début de la matinée, les policiers avaient fait disparaître la croix de fleurs fermée sur le parvis de l'église Sainte-Anne, à l'entrée de la vieille ville et qui constitue le symbole de la résistance à l'état de guerre et à ses suites (A.F.P., Reuter, U.P.)

A LA CHAPELLE-DARBLAY

Une prolongation du conflit risquerait d'entraîner une perte supplémentaire de trois cents emplois affirme l'administrateur judiciaire

De notre envoyé spécial

Rouen. - Malgré un « appel aux bonnes volontés » lancé la veille par M. Laurent Fabius, ministre de l'Industrie, qui inaugurerait une nouvelle unité Renault à Offranville, près de Dieppe, une certaine tension continuait de régner vendredi matin 2 septembre dans les deux usines des papeteries de La Chapelle-Darblay, à Saint-Etienne-du-Rouvray et à Grand-Couronne (Seine-Maritime), dans la banlieue de Rouen (le Monde du 2 septembre).

A Saint-Etienne-du-Rouvray, dans le plus important de ces établissements - fermé lundi dernier pour permettre une réorganisation du travail après les deux cent trente-trois licenciements prévus par le plan Renault, - c'est en vain que la C.G.T. avait tenté, jeudi, de faire redémarrer les machines. Pourtant, répondant à l'appel de leur syndicat, plusieurs centaines de salariés, dont de nombreux licenciés, s'étaient présentés au travail. Mais l'absence du personnel d'encadrement dans le secteur de la centrale électrique qui approvisionne en énergie et en vapeur l'ensemble de l'usine d'avait pas permis de reprendre une production, même symbolique. Dans l'après-midi, la direction proposait un redémarrage dès que les mesures de licenciements auraient été acceptées. La C.G.T. refusait une fois de plus cette solution et réaffirmait son intention de « faire tourner l'usine prise avec les licenciés et, au besoin, avec des agents extérieurs ». Dans la soirée, elle publiait un communiqué dénonçant les « pressions » de l'administrateur judiciaire provisoire, M^{re} Levat, et « l'acharnement des casseurs », qui voudraient imposer, selon elle, une solution non conforme « aux intérêts de la région normande, du pays et des travailleurs de La Chapelle-Darblay ».

Au même moment, M^{re} Levat lançait une mise en garde indiquant que la prolongation du conflit risquait de conduire à l'arrêt immédiat

et définitif des machines 3 et 4, entraînant une perte supplémentaire de trois cents emplois, qui remettrait en cause l'idée même du sauvetage de l'établissement.

J. B.

L'ÉCRIVAIN STANISLAS FUMET EST MORT

L'écrivain et journaliste Stanislas Fumet est mort, le jeudi 1^{er} septembre, à Rozès, un petit village du Gers. Il était âgé de quatre-vingt-sept ans.

Né le 16 mai 1896 à Lescar, dans les Pyrénées-Atlantiques, Stanislas Fumet fit ses études au collège de Jallès (Seine-et-Marne), au collège Massillon à Paris, puis au lycée Charlemagne. Écrivain très précocement, il entreprit dès l'âge de treize ans des pièces de théâtre et des essais. Cinq ans plus tard, il créa une revue : *Echos du silence*. Mobilisé comme infirmier pendant la guerre de 1914-1918, il alla devenir, après celle-ci, une des figures les plus marquantes du catholicisme social. En 1937, il prenait la direction de l'*hebdomadaire Temps présent*, qui comptait parmi ses collaborateurs François Mauriac, Jacques Martin et Paul Claudel.

Obligé de s'établir à Lyon, en 1940, le journal poursuivit sa parution sous le titre de *Temps nouveaux*. Il sera interdit en août 1941, mais plusieurs de ses compagnons de Stanislas Fumet entrèrent dans la Résistance. Lui-même participa à la fondation des Cahiers du témoignage chrétien, une publication clandestine. Arrêté par la Gestapo en 1943, et libéré sept mois plus tard, Stanislas Fumet fera repartir *Temps présent* à la Libération, et figurera parmi les fondateurs du M.R.P.

Il accédera, par la suite, à diverses fonctions : président de la société Paul Claudel, il sera, aussi, membre directeur du Centre catholique des intellectuels français et administrateur de la Vie catholique et de Télérama. Il produira, en outre, de nombreuses émissions littéraires et culturelles pour la radio. Stanislas Fumet, qui a reçu le grand prix catholique de littérature en 1970, laisse une œuvre critique importante. Parmi ses principaux ouvrages, citons : *Notre Baudelaire*, Mission de Léon Bloy, Claudel, Rimbaud, mystique contrarié, Léon Bloy, captif de l'absolu, la Poésie au repêchage, Histoire de Dieu dans ma vie. Souvenirs choisis (une somme de 800 pages), et le Nécant conté.

Stanislas Fumet était officier de la Légion d'honneur.

(Publicité)
**UN ÉTÉ TRÈS CHAUD ?
DE TRÈS BELLES PHOTOS !
PAR UN VRAI LABO !**
CAMÉRA 7
7, RUE LA FAYETTE
75009 Paris - 678.37.25

DONNÉES AVANT 18 HEURES
PRÊTES à 10 heures du matin

BAUME & MERCIER
GENÈVE
1830

Riviera
réf. 5222.038/994 :
montre pour Homme,
bracelet bicolore,
or et acier, lunette
en or 18 carats.
étanche - mouvement
à quartz ultra-plat
Disponible en 2
grandeurs

Aldebert
16, place Vendôme
1^{er} bd de la Madeleine
70, lg Saint-Honoré
Palais des Congrès, Porte Maillot

Et comme vin sur la table ?
Champagne.

comme si vous étiez encore en vacances.

**SCHERCHER /
INFORMATION /
LIEU**
**VOUS Aidez / RI /
NE INFORMER /
D'AC /**
EN PAGE 1